

La débrouille au féminin

Stratégie de débrouillardise
des femmes de quartiers défavorisés en Tunisie



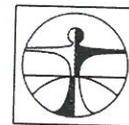
La débrouille au féminin

enda inter-arabe

Ford Foundation
Institut Français de Coopération
European Union



enda inter-arabe



enda inter-arabe

ISBN : 9973 - 17 - 754 - 1

LA DÉBROUILLE AU FÉMININ

*Stratégie de débrouillardise
des femmes de quartiers défavorisés en Tunisie*



enda inter-arabe

Avant Propos

Cette étude est le fruit de plusieurs années d'observation et de réflexion sur le terrain par l'équipe d'ENDA Inter-Arabe qui ont débouché sur une recherche collective entreprise par Essma Ben Hamida, Jamila Binous et Yara Abd'ul Hamid. Fatma Louati a participé à l'identification des femmes et à la transcription en Arabe dialectal des interviews enregistrées. Les récits de vie ont été rédigés par Jamila Binous. L'analyse a été conçue et rédigée par Yara Abd'ul Hamid en suivant une méthodologie mise au point par Ilhem Marzouki. Christine van der Meulen a assuré la traduction en français de l'analyse. Michael Cracknell a coordonné la rédaction de l'ensemble.

Les photos ont été contribuées par François-Xavier Emery.

Cette étude est publiée simultanément en anglais et en français.

La recherche, l'atelier organisé lors du Forum des ONG à Beijing/Huairou qui s'y rapportait, et les publications ont été rendues possibles grâce à de généreuses subventions de la **Ford Foundation**, de la **Coopération Française** et de la **Communauté Européenne**.

Enfin, des remerciements sont dus à toutes celles et tous ceux qui, par leurs conseils et suggestions, ont contribué à la réalisation de cet ouvrage.

© Enda 1997

Cet ouvrage à été réalisé avec le concours de l'Institut Français de
Coopération de l'Ambassade de France en Tunisie

LA DÉBROUILLE AU FÉMININ

**Stratégie de débrouillardise
des femmes de quartiers défavorisés en Tunisie**

Préface

L'image de la femme arabe tend encore à être celle d'une épouse soumise et d'une mère au foyer, dépendante du revenu de son mari, le chef de famille. L'ajustement structurel (mis en œuvre en Tunisie depuis 1986) et les problèmes généraux de l'économie usent rapidement cette image et font apparaître une réalité nouvelle: de plus en plus, les femmes prennent directement la responsabilité de la subsistance et du bien-être de leur famille. Leur contribution aux besoins matériels de celle-ci est considérable, et quelquefois unique.

Dans les couches les plus défavorisées de la société, devant la difficulté pour les hommes de trouver du travail dans le secteur formel ou informel, il leur est pratiquement impossible d'assumer leur rôle de soutien de famille. Les femmes refusent cependant d'accepter passivement l'exclusion sociale comme un mal nécessaire, et se mobilisent pour la surmonter. Avec mille et un fils invisibles, elles tissent et réalisent des initiatives de survie. C'est ainsi que, dans les zones à faibles revenus, des foyers de plus en plus nombreux sont entretenus par les femmes qui, bon gré mal gré, sont devenues chefs de famille, de facto ou de jure: elles sont divorcées, veuves, abandonnées, leur mari est trop âgé ou handicapé, ou bien il a purement et simplement renoncé à assurer la subsistance de sa famille.

En période de crise économique, la contribution des femmes au revenu familial est par conséquent cruciale, surtout pour la population à faible revenu. On évalue à l'heure actuelle la participation des femmes à la population active formelle à près de 23% (6,1% en 1966). Les réformes législatives, l'urbanisation, l'alphabétisation croissante, les progrès du planning familial, et le développement d'usines qui emploient la main d'œuvre féminine ont contribué à cette croissance.

Cette contribution économique nouvelle des femmes remet en question la division traditionnelle des rôles entre hommes et femmes. Elle donne plus d'autorité aux femmes dans la famille, leur permettant malgré des conflits d'intérêt potentiels avec leur mari, d'arriver à une gestion du

budget familial qui réponde mieux à l'intérêt général de toute la famille. Leurs priorités sont l'éducation de leurs enfants, qu'elles voient comme un moyen d'échapper à la pauvreté, et la construction de la maison familiale. Le logement revêt une valeur de symbole, c'est ce qui leur permet d'être acceptées comme citoyens à part entière et les protège de l'insécurité.

Mais ce nouveau rôle n'a pas toujours été - et n'est toujours pas - facile à jouer. De nombreuses entraves culturelles et sociales empêchent la femme de se libérer de son rôle "intérieur" (privé), circonscrit au cadre familial, et de se mesurer au monde "extérieur" (public), jusqu'à présent réservé aux hommes et dominé par eux. Les familles, les maris, les autorités, les hommes que rencontrent les femmes dans le domaine extérieur, sont autant d'obstacles pour elles. Pour les surmonter, elles doivent apprendre à négocier leur liberté et leur espace.

Beaucoup de ces femmes, qui doivent faire preuve de courage pour changer leur vie et pour apprendre à négocier, traversent également des difficultés personnelles considérables avant d'atteindre leurs objectifs. Le mariage forcé, à un âge parfois très tendre, les accouchements multiples, la délinquance infantile, la mauvaise santé, la violence conjugale, les humiliations, les handicaps physiques, le divorce, le veuvage, les privations... sont parmi les problèmes rencontrés couramment par les femmes pauvres.

Et pourtant, elles font preuve, d'une volonté et d'une ingéniosité hors de pair, elles finissent par s'en sortir et réussissent souvent à assurer à leur famille une vie dont leurs origines ne leur auraient pas permis de rêver.

Les femmes qui veulent améliorer leur sort portent un intérêt croissant au travail indépendant, et la création de micro-entreprises dans les secteurs formel et informel fait apparaître une nouvelle classe d'*entrepreneurs féminins*. Ces néo-entrepreneurs apprennent souvent par les autres, acquièrent par elles-mêmes des compétences nouvelles ou adaptent celles qu'elles ont déjà. Elles sont ouvertes aux idées nouvelles et sont en quelque sorte en apprentissage permanent. L'accès aux capitaux est une contrainte majeure pour toutes et c'est là que les liens de solidarité jouent un rôle important. Mais il y a des limites que la solidarité ne peut pas franchir pour financer les micro-entreprises dans les zones pauvres.

Dès 1986 un chercheur Tunisien, Moncef Bouchrara, a commencé à observer le phénomène des femmes-entrepreneurs et a, le premier, entrepris de décrire et d'analyser la façon dont des femmes de tous les secteurs et des quatre coins du pays prenaient l'initiative de contester le rôle extérieur des hommes. Il met en exergue cet esprit nouveau chez les femmes du Maghreb, qu'il appelle le "féminisme civil", et qui est à son avis la base d'une nouvelle société civile dans cette région.

Depuis cinq ans, ENDA Inter-Arabe travaille sur le terrain à Hay Ettadhamen (Tunisie), zone urbaine à faible revenu de la banlieue nord-ouest de la capitale qui connaît une croissance remarquable du nombre de femmes "entrepreneurs". ENDA a commencé à s'intéresser de près aux femmes entrepreneurs en 1992, lorsqu'une enquête générale a été menée, et un atelier destiné en partie à mieux connaître la situation des femmes a été organisé à Hay Ettadhamen. Depuis le début, le travail en zone urbaine d'ENDA Inter-Arabe a bénéficié du soutien de l'Ambassade de France.

En 1994, une étude d'évaluation des besoins a été réalisée à Mnihla (une des trois délégations, ou sous-préfectures, de Hay Ettadhamen), avec le soutien de la Fondation Ford. Cette étude a débouché sur un projet d'octroi de crédits et un programme de formation et d'alphabétisation des femmes, dans le but de soutenir les micro-entreprises existantes ou nouvelles et de renforcer le processus d'auto-émancipation de ces femmes.

L'intérêt que porte ENDA à la lutte contre la pauvreté et à l'égalité entre hommes et femmes l'a amenée à aborder toute une gamme de questions telles que: quels sont les facteurs qui entravent ou qui facilitent l'accès des femmes au travail rémunéré? Dans quelle mesure le travail autonome est-il une option viable pour les femmes à faible revenu? Le travail indépendant facilite-t-il une redistribution du pouvoir dans le domaine public ou privé? Quelles sont les autres stratégies mises en œuvre par les femmes, dans le cadre familial et en dehors, pour faire face à la pauvreté? Ce processus d'auto-émancipation va-t-il amener les femmes à participer de façon plus complète aux décisions qui affectent la gestion de leur environnement et du domaine public en général?

Vingt femmes de la région de Tunis et de villes d'autres régions de la Tunisie, ont été interviewées et priées de raconter leur histoire avec leurs propres mots. Les trois femmes qui les interviewaient ont toutes trois été frappées par la chaleur de l'accueil qui leur a été réservé, et par la spontanéité des femmes: celles-ci parlaient sans la moindre réserve de leur vie, de leurs problèmes, de la façon dont elles avaient réussi à traverser des "océans de problèmes" pour pouvoir, avant tout, s'occuper de leurs enfants et les élever dans des conditions convenables, leur donner une éducation et construire un toit au-dessus de leurs têtes.

Les histoires vécues de certaines des femmes interviewées, et l'analyse de leurs processus de libération et d'auto-émancipation, forment le contenu de cette publication. L'objectif global, au-delà de l'étude elle-même, est d'intégrer ces stratégies dans des programmes de développement, pour renforcer ainsi la débrouillardise des femmes et adapter davantage ces programmes à la réalité locale, ce qui leur donnera plus de chances de réussir.

Par souci d'efficacité comme de justice, il faut reconnaître l'importance de ces femmes, agents économiques dynamiques qui engendrent le changement par leurs actions. Il faut aussi les encourager car il ne faut pas qu'elles se heurtent au silence et à la désapprobation. Négligées par les responsables et les banquiers, tenues à l'écart des sources publiques et commerciales de financement, ces femmes sont à l'heure actuelle une ressource sous-utilisée. Le premier pas à faire pour reconnaître leurs capacités est de mettre en lumière leur contribution.

Un atelier organisé par ENDA Inter-Arabe au Forum des ONG sur les Femmes en septembre 1995 à Beijing/Huairou a permis une vaste discussion du phénomène de la femme-entrepreneur dans différents pays - Inde, Sénégal, Zaïre, Egypte, Colombie, Tunisie, Maroc - et la base d'un réseau d'ONG et de chercheurs consacré aux femmes chefs de famille a été établie, en commençant par le monde Arabe.

La Partie I de cette publication se compose des histoires vécues de quelques-unes des vingt femmes qui ont apporté leur expérience à cette étude. Elles y racontent leur histoire avec leurs propres mots. Ces histoires vécues mettent en lumière de façon très parlante les difficultés familiales, sociétales, juridiques et économiques que les femmes pauvres doivent affronter, mais aussi et surtout leur volonté de surmonter ces difficultés pour améliorer leur situation, et les stratégies mises en œuvre pour y arriver, contre vents et marées. La Partie II présente une analyse du contenu des histoires vécues des vingt femmes.

Les histoires vécues sont présentées en premier, puisque cet ouvrage est avant tout celui de ces femmes : elles sont les sujets, et pas les simples objets, de cet ouvrage. C'est donc à elles qu'est dédiée cette publication : nous n'avons été que l'instrument par lequel elles ont pu s'exprimer, pour que leur courage et leur persévérance soient connus davantage.

ECOUTEZ LES FEMMES

*Ecoutez ;
Ecoutez les femmes
Elles arrivent
Sur ces sages distances
Sur leurs pieds qui dansent*

*Faites place aux femmes
Ecoutez-les.*

Car les femmes ne cherchent plus un espace où on les écoute ; lentement elles créent de nouveaux espaces ; elles ne demandent plus le droit de parler ; elles parlent ; elles ne suivent plus les sentiers battus, car elles commencent maintenant à voir que c'est la forêt et non la ligne qui est leur héritage. Les femmes ont commencé à tracer un terrain nouveau où leurs expériences ne sont plus ignorées ; où les connaissances des femmes leur donnent la force pour la quotidienneté de leur lutte pour survivre ; où les femmes à l'écoute de la terre infusent des couleurs magiques dans le margoum (couverture, couvre-lit, reza) dans lequel elles tissent des mondes de sens, créant de nouveaux motifs, de nouvelles métaphores ; gardant leurs enfants au chaud, rendant les profondeurs des sagesse anciennes visibles et tangibles.

*Ecoutez les femmes ;
Ecoutez toutes ces voix
Celles qu'on entend et les autres.*

Extrait d'un poème de Corinne Kumar
offert à toutes les femmes le 8 mars 1996

Partie A
RECITS DE VIE

JAMILA

L'entretien a eu lieu dans le garage, transformé par Jamila en boutique, en présence de Fatma Louati, sage femme qui mène une action importante auprès des femmes du quartier. Il sera souvent question d'elle tout au long de l'entretien. Les propos de Jamila seront rapportés à la troisième personne.

Le Milieu Familial

Mon nom est Jamila. Ma mère s'appelle Sassia. Mes parents sont cousins. Je suis née en 1952 à Siliana où habitent encore mes parents et la plupart des membres de ma famille¹. J'ai cinq sœurs et un seul frère. Mon père était fonctionnaire à la Direction des Forêts. Nous habitons la ville et avons très peu de rapports avec le monde rural².

Après l'école primaire, je suis entrée au lycée où j'ai poursuivi mes études jusqu'à la 5^{ème} année ; ce qui correspond à la première partie du Baccalauréat. Ce niveau m'a permis l'accès au poste d'institutrice suppléante. J'ai assuré pendant cinq ou six ans des remplacements dans l'enseignement. Je me déplaçais de poste en poste, de village en village. Comme j'étais « fille du bled »³, l'inspection faisait souvent appel à moi et me privilégiait aux autres. Il m'est arrivé d'enseigner sans interruption pendant toute l'année scolaire. Malgré ces avantages, ce métier restait aléatoire, ce qui m'incitait à chercher un emploi stable. L'occasion m'en a été offerte par l'ouverture d'un stage dans le tissage.

1) Entendre la famille "élargie"

2) Cette situation aura des conséquences sur la vie de Jamila ; comme les citadins, elle fréquentera l'école et aura un métier.

3) Fille de la région, l'appartenance au même "pays" donne souvent lieu à des traitements de faveur et justifie des liens de solidarité forts et indissolubles même après le transfert en dehors de la région.

Le Tissage : un atout supplémentaire

L'Office National de l'Artisanat a ouvert un cycle de formation dans le tissage du tapis, couronné par un diplôme et le titre de «surveillant de travaux». Les diplômées de ce centre étaient habituées à enseigner le tissage dans le cadre des ateliers de l'Office. Le tissage du tapis n'était pas une tradition ancienne dans notre région où les femmes ne tissaient que les couvertures. Mais j'ai eu l'occasion d'apprendre la technique du point noué chez une voisine originaire de Kairouan⁴. J'ai aimé ce travail en la voyant faire. J'appréciais tout le plaisir qu'elle tirait de l'exécution de son ouvrage. Je me disais : «Voilà une femme tranquille chez elle, ni chef de service pour la commander, ni problèmes d'avancement et d'augmentation... C'est ainsi que, dès l'âge de 15 ans, alors que j'étais encore au lycée, j'ai appris le tapis.

C'était d'ailleurs le cas de toutes les jeunes ; il fallait qu'en plus les études, elles apprennent un métier tel que la couture, la broderie, le tissage. Aujourd'hui elles se consacrent uniquement aux études.

Pour revenir au centre de formation dont je parlais, il se situait à Radès⁵. Il fallait donc que je quitte Siliana, je n'ai eu aucun problème ; mes parents m'y ont autorisée. C'était en 1978. La formation a duré 1 an et 7 mois, je disposais d'une petite bourse à titre d'encouragement. J'habitais tantôt chez ma sœur mariée qui habitait à Tunis, tantôt chez des parents. J'ai appris le tapis de Kairouan et le margoum de Gafsa⁶. Mon diplôme obtenu, j'ai regagné Siliana où j'ai vite été engagée comme instructrice ou «surveillante de travaux» plus exactement, dans l'atelier de l'Office National de l'Artisanat de la région. Cet organisme étatique fournissait les métiers à tisser, et la matière première, recrutait les jeunes filles et commercialisait la production. Moi, j'étais salariée, je touchais un salaire mensuel correct. Cette situation a duré une dizaine d'années. Tout se passait bien. J'ai été mariée à un cousin qui travaillait à la SONEDE⁷ et je menais une vie tranquille.

L'atelier, le succès et la liquidation

Un jour, un ancien professeur de tissage, qui m'a connu au centre de formation, est venu me trouver «je t'ai cherché partout», m'a-t-il dit, «et

4) Kairouan est une grande ville de la Tunisie Centrale. Elle est la capitale du tapis, et ce depuis plusieurs siècles.

5) Radès est une banlieue située à une dizaine de kilomètres de Tunis.

6) Gafsa est une oasis du sud-ouest de la Tunisie célèbre par ses tissages au décor géométriques appelé mergoum.

7) Société Nationale d'Exploitation des Eaux.

je t'ai choisie car je connais tes compétences et ton sérieux, je te propose d'ouvrir en association un atelier de tapis. Je me charge de fournir tout : le local, les métiers à tisser, la matière première. Tu recrutes les meilleurs artisans que tu as formés. La commercialisation, j'en fais mon affaire et on partage les bénéfices «fifty/fifty». La seule condition était que la patente et tous les papiers soient à mon nom car en tant que fonctionnaire à l'Office de l'Artisanat, il n'avait pas le droit de monter une affaire.

J'ai accepté, nous avons commencé avec cinq métiers. Très vite, l'affaire a bien marché. Nous sommes arrivés à employer près de 100 artisanes. On n'avait aucun problème d'écoulement de la production, du fait de sa connaissance parfaite des réseaux et du marché. Il nous arrivait de gagner jusqu'à 500 D par mois chacun. Devant le succès de l'atelier, mon mari a quitté son emploi à la Société des Eaux, pour se joindre à nous. J'ai eu deux filles, j'étais heureuse et loin de penser aux problèmes qui m'attendaient. Il se trouvait que l'Office de l'Artisanat passait par une grande crise de mévente. Il adopta une attitude plus rigoureuse vis à vis des privés : contrôle de la qualité, estampillage obligatoire. Notre travail était irréprochable mais mon associé courrait un gros risque car, en somme, il agissait en concurrent de sa propre boîte. Il a eu peur de perdre sa place. Un jour, il a récupéré près de 40 tapis pour les vendre et disparût de la circulation, me laissant tous les problèmes sur les bras. C'est toujours comme cela dans la vie, aux moments difficiles, chacun pour soi !

Comment pouvais-je renouveler les stocks de matière première, payer les ouvriers... ? Tout ce que j'ai réussi à faire ce fut de le faire convoquer par les autorités. Il s'est présenté mais a totalement nié avoir pris la marchandise. A-t-elle une seule pièce qui justifie ses dires, a-t-il dit ? C'est son affaire, qu'elle se débrouille !

Oui ! Je me suis débrouillée comme j'ai pu. J'ai fait face aux ouvrières qui ont porté plainte contre moi. Mais je dois avouer qu'elles ont été compréhensives et ont retiré leur plainte, ne sont-elles pas des filles du «bled» ? Elles ont accepté un arrangement à l'amiable. Les unes ont attendu pour être payées, les autres ont accepté de prendre un tapis ou de se mettre à deux pour prendre un métier à tisser. Bref, j'ai pu petit à petit régler ce problème et me tirer d'affaire. J'ai tout de même gardé deux métiers pour moi.

Je n'ai pas eu de chance, du jour au lendemain, nous nous sommes retrouvés, mon mari et moi, au chômage. Que faire ? Réintégrer l'office comme salariée ? Demander un prêt et repartir à zéro ? C'était dur ! Dans une petite ville où tu es connue et respectée, perdre la face de cette manière est insupportable. Nous avons décidé de nous «retirer» et nous avons émigré à Tunis.

L'installation à Tunis

Nous sommes venus à la cité Ettadhamen⁸ car mon mari avait par ici des parents qui ont bien voulu nous accueillir⁹, mes filles alors avaient deux ans et un an. Mon mari, aidé par des «connaissances» a trouvé un emploi comme préposé au nettoyage à l'ambassade des États Unis. Nous sommes retournés à Siliana pour vendre la maison que nous avions là-bas. Malheureusement, elle a été bradée, car quand tu construis pour ton propre usage, tu investis dans de bonnes fondations et des murs solides, or l'acquéreur ne tient compte que de ce qui est visible. Grâce à cet argent, nous avons pu acheter ce lot de terrain. Comme la maison de Siliana était enregistrée au nom de mon mari et au mien, nous avons fait de même pour le terrain. Nous avons commencé par construire un garage¹⁰ où nous nous sommes installés. J'ai repris le tissage. J'avais, heureusement, préservé de la liquidation deux métiers que j'ai montés ici même et j'ai engagé trois ouvriers venant du quartier. On arrivait, malgré les dépenses quotidiennes, à économiser et à acheter par petites quantités des matériaux de construction, et à continuer petit à petit le chantier. J'ai aujourd'hui, en plus du garage, trois pièces et une cuisine autour d'une belle cour. Trois ans sont passés puis tout a basculé à nouveau.

L'accident qui a fait tout basculer

Un soir, mon mari rentrait en moto, il glissa sur une flaque de mazout, dérapa, tomba.

Moi, ne le voyant pas rentrer, j'ai pensé qu'il avait été retenu chez son ami. Le matin, je me suis dit qu'il s'était rendu directement au travail. L'après-midi, à l'heure habituelle de son retour, toujours rien. Je commençais sérieusement à paniquer. J'ai averti les voisins et nous avons commencé des recherches qui ont duré trois jours de calvaire, d'hôpital en hôpital, de poste de police en poste de police. La nuit tombée, on rentrait bredouille. Les langues allaient bon train commentant cette disparition. C'était une période de troubles où avaient lieu plusieurs arrestations d'intégristes. Bref, au bout de trois jours d'incertitude atroce, nous avons appris qu'il était hospitalisé à l'hôpital orthopédique de Dr. Kassab. On

8) La cité Ettadhamen est une cité populaire, de formation récente (1970), située à la périphérie Ouest de Tunis.

9) Une forte solidarité existe entre les originaires d'une même région installés à Tunis, nous verrons ses manifestations tout au long du récit.

10)Le garage est en fait une pièce par laquelle les familles de condition modeste commencent la construction évolutive de leur maison. Cet espace n'est aucunement destiné à recevoir un jour ou l'autre une voiture. Il est occupé jusqu'à l'achèvement de la maison. Il sera alors utilisés (ou loué) comme boutique et abritera une activité économique (commerce, atelier...). C'est d'ailleurs dans ce garage que Jamila installera par la suite un débit de tabac.

nous a expliqué qu'il avait la colonne vertébrale touchée. Il passa à peu près un mois et demi dans cet hôpital, il en est sorti handicapé : il a perdu à jamais l'usage de ses jambes.

Etant donné qu'au moment de l'accident, mon mari n'était pas en service ni sur le chemin de l'aller ou du retour du travail, il ne pourrait être pris en charge par l'assurance. J'ai intenté un procès pour obtenir un dédommagement quelconque, j'ai dépensé de l'argent en vain. L'affaire a été classée. Je me suis résignée à la volonté de Dieu !

Me revoilà dans le pétrin, mais cette fois je suis seule, avec trois enfants (j'ai oublié de vous dire que j'ai eu un garçon, il avait deux ans et demi au moment de l'accident). Il ne me restait qu'à redoubler d'efforts. J'ai continué à tisser. J'ai remplacé le tapis par la couverture, car celle-ci nécessite moins d'investissement et se vend plus facilement.

Un jour, Dieu a mis sur mon chemin Fatma. Elle travaillait alors au Ministère des Affaires Sociales, je lui ai raconté mon histoire. Tout de suite, elle m'a assuré que je pouvais compter sur son aide. Elle m'a proposé du travail. Mais comment aurais-je pu quitter la maison et laisser seuls un mari infirme et trois enfants dont un bébé de deux ans et demi ? «Je peux t'inscrire sur le programme d'Aide aux Familles Nécessiteuses», m'a-t-elle dit. C'est ainsi que je bénéficie, depuis, d'une aide trimestrielle qui est passée de 50 D à 75 D. C'est à peine de quoi payer les factures d'eau et d'électricité. Je suis restée en contact avec Fatma même après son transfert du Ministère des Affaires Sociales au Ministère de la Santé.

C'est également grâce à Fatma que j'ai pu bénéficier d'une machine à coudre à titre d'aide du gouvernorat¹¹. J'ai commencé à faire des menus travaux de couture pour mes voisines : des draps, des rideaux, des taies d'oreillers, du raccommodage... Elles me paient 500 ou 600 millimes la pièce. Puis j'ai pris contact avec un fripier qui cherchait une retoucheuse. Il me payait un prix dérisoire. A titre d'exemple, il me confiait un pantalon dont je défaisais les coutures puis je le retaillais pour en tirer un ou deux shorts, le tout pour la modique somme de 300 millimes. On m'a expliqué que je pourrais avoir à un bon prix des déchets de tissus. Il me suffisait de m'adresser aux usines de confection. Je me suis lancée dans cette activité. J'assemblais les morceaux et confectionnais des jupes, des shorts pour enfants, du linge de maison...

Les voisines venaient chez moi me les acheter. Personnellement, je refuse de m'installer dans un souk pour vendre quoi que ce soit, même si je devais mourir de faim. Je suis connue, issue d'une bonne famille, je

11) Unité administrative dirigée par un gouverneur (Préfet).

faisais travailler des dizaines d'ouvrières, je ne veux pas qu'on dise : «voilà ce qu'elle est devenue»¹².

La licence de débit de tabac

Ma vie a été (elle l'est encore) une longue recherche pour améliorer ma condition. Un jour, j'ai appris que mon mari en tant qu'handicapé et père de famille pouvait postuler une licence de vente de tabac¹³. Avec une recommandation de Fatma, j'ai été voir un fonctionnaire à la délégation¹⁴ qui m'a expliqué comment constituer un dossier de demande. J'ai tout remis ; mais par la suite, j'ai tellement attendu, tellement fait le va-et-vient pour demander des nouvelles de cette affaire que j'ai fini par ne plus y croire. Mais voilà qu'au bout de quelques mois, je reçus une réponse favorable et le fameux papier. C'est seulement ce jour-là que j'ai compris que ce papier tant attendu, sans capital, ne pouvait m'être d'aucun secours. J'ai eu beau tourner et retourner le problème dans ma tête... aucune solution !

Un jour, un parent agriculteur, venu de Siliana à Tunis pour affaire, est venu s'enquérir de la santé de mon mari. Je l'ai retenu à dîner et d'un sujet à un autre, nous avons abordé le problème de la licence et du capital qui nous faisait défaut. Touché par mon désarroi, il me proposa une avance de 500 D remboursables par tranches¹⁵. J'ai démarré, timidement bien sûr ! La cartouche de 500 paquets de cigarettes coûte 350 D et rapporte un bénéfice de 13 D . Pour bien vendre, il faut avoir plusieurs marques de cigarettes et toutes sortes de marchandises proposées habituellement par un débit de tabac. Le client qui ne trouve pas ce qu'il cherche risque de ne plus revenir. Je n'avais, évidemment, ni étagères, ni comptoir, ni rien. J'ai commencé par placer, au dessus de ma porte, une enseigne en carton sur laquelle j'ai écrit, bien en évidence, «Débit de Tabac». J'ai sorti de chez moi une banquette en bois, je l'ai installé devant la maison, j'ai exposé sur cet étal improvisé ma marchandise, et j'ai commencé à vendre.

12) Ce préjugé qui semble très ancré chez Jamila est totalement absent chez d'autres femmes surtout dans les quartiers populaires où elles sont de plus en plus nombreuses à s'installer dans le souk pour vendre leur marchandise. Il y a lieu d'étudier ce phénomène pour en diriger les caractéristiques. Est-ce son origine citadine, son milieu social, le fait qu'elle soit instruite, qui interdisent à Jamila cette activité ?

13) Le tabac en Tunisie est monopole d'état. Sa distribution aux commerçants est strictement réglementée. Elle est soumise à une licence, que les autorités souvent réservent pour aider les personnes en difficultés.

14) La délégation est une subdivision du gouvernorat.

15) Cette scène illustre bien la persistance de la morale et des règles qui régissent la vie des communautés villageoises. Le parent se doit de rendre visite à son proche malade. Celui-ci, malgré le manque de moyens, se doit de lui faire l'honneur du repas d'hospitalité. Puis vient le geste de solidarité du hôte qui propose son aide sans aucune contrepartie.

L'approvisionnement est réglementé. Nous avons droit à un achat hebdomadaire, mais sans limitation des quantités. Cela ne dépend que de ton argent. Mais lorsqu'un commerçant est en rupture de stocks avant le délai d'une semaine, il y a toujours un arrangement. On se présente et on fait acheter par quelqu'un d'autre ce qu'il nous faut. Cette opération n'est pas réglementaire, mais les fonctionnaires nous soutiennent par compassion pour ceux qui n'ont pas beaucoup de disponibilités. Parfois, ils organisent eux-même l'opération entre deux partenaires, même s'ils ne se connaissent pas. Etant donné mes moyens limités, j'ai souvent pratiqué plus d'un achat par semaine.

Je me rends à pied jusqu'à la Manouba à 2 ou 3 km, pour économiser le prix de transport de la marchandise, j'utilise une brouette que je pousse moi-même. Cette course me prend toute la matinée. Entre-temps, la boutique est fermée. Même si mon mari m'aide parfois à vendre quand je suis là, je ne peux pas le laisser seul : je n'ai pas confiance, j'ai peur des malfaiteurs.

Au bout de trois ou quatre mois, il fallait commencer à rembourser mon créancier. Mais moins le capital est grand, plus les chances de faire des bénéfices diminuent. Un jour, je n'avais en main que 130 D pour effectuer mon achat de la semaine. J'étais déprimée, découragée. Je suis passée voir Fatma, comme je le fais souvent, car je trouve auprès d'elle le soutien et le réconfort qui me permettent de me ressaisir. Ce jour-là, elle me parla de possibilités de prêt.

Le prêt d'ENDA¹⁶

Fatma m'a expliqué les modalités du prêt d'ENDA et des conditions de son remboursement. «Tu dois être sûre de toi, m'a-t-elle dit, et t'engager à rembourser régulièrement, tous les mois, pendant 18 mois». Je l'ai rassurée sur ce point car je me connais, même avec 100 D par mois pour nourrir ma famille, je pourrai me débrouiller et pourrai m'en sortir.

J'ai constitué le dossier et obtenu un prêt de ENDA égal à 1000 D. J'ai pu aménager le garage en véritable boutique avec des rayonnages et un petit comptoir. J'ai diversifié les marchandises mises en vente : quelques cageots de boissons gazeuses, des bonbons, des biscuits, des ampoules électriques. La plus grande quantité de mon tabac je la vends aux «hammassa»¹⁷ et aux vendeurs à l'étal du quartier. Eux, ils écoulent à la

16) ENDA Inter-Arabe est une ONG internationale basée en Tunisie depuis 1990 et qui œuvre dans le domaine du développement urbain pour l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers populaires.

17) *Hammassa* pluriel de *hammas* ; marchand de pois chiches grillés et de fruits secs.

pièce et non au paquet, le gain est plus important mais moi je n'ai pas le droit de le faire. Je suis toujours à l'affût de l'article qui rapporte un sou de plus.

L'opération «Frigolo»¹⁸

De temps en temps, notre entretien était interrompu par des clients de Jamila. Parmi ceux ci nous avons constaté un grand nombre d'enfants, leur article préféré : le «frigolo». Ils repartaient avec un petit sachet en plastique contenant un liquide gelé, de couleur brune ou orange.

Ces glaces me procurent un bénéfice assez substantiel, nous dit Jamila. Je les prépare moi-même. J'ajoute à un litre de *Fanta* (Orangina) ou du *Coca*, deux litres d'eau et une livre de sucre. Avec ce liquide bien mélangé, je remplis des petits sachets, une trentaine à la fois, que je mets au congélateur. Je les vends à 50 millimes la pièce ; les enfants en raffolent, la dose me procure 500 millimes de bénéfice. Seulement voilà, je n'aurai pas pu vendre le «frigolo» sans réfrigérateur, or le mien était en panne et il fallait 200 D pour le réparer. Je ne vous cache pas que je comptais beaucoup sur un prêt supplémentaire d'ENDA pour le faire. Mais il semble que cela n'a pas été possible. On m'a expliqué qu'il fallait d'abord que je finisse de payer le premier prêt pour postuler un deuxième. J'ai été obligée de payer le réparateur qui avait déjà fait le travail, ce qui a grevé mon budget. L'argent de «frigolo» ne va pas dans la caisse avec le reste... Regardez, je lui réserve cette petite boîte pour pouvoir bien évaluer l'opération».

Par la même occasion, Jamila nous montre son «registre» : un cahier sur lequel elle inscrit ses dépenses. Elle connaît exactement sa situation à l'égard de ses clients et de ses créanciers.

De mois en mois, mes recettes s'améliorent. Je réserve une partie de mes bénéfices au remboursement de mes dettes, une partie pour augmenter mon capital et le reste pour faire face aux dépenses quotidiennes ; régler l'eau, l'électricité, nourrir ma famille et surtout payer les médicaments nécessaires à mon mari qui a besoin de soins continus contre les escarres.

Chaque mois qui passe est pour moi une victoire sur l'indigence. Chaque année qui passe est un soulagement, je me dis merci mon Dieu, mes enfants ont une année de plus, ils avancent dans leurs études. Mon seul souhait c'est de les conduire à la majorité à l'abri de la misère.¹⁹

18) Le mot "frigolo" désignait, il y a à peu près une quarantaine d'années, une glace enroulée de chocolat fabriquée par des glaciers d'origine italienne, elle se vendait surtout sur les plages par des marchands ambulants.

19) Trois mois après cet entretien, nous apprenons le décès du mari de Jamila.

MABROUKA

Je m'appelle Mabrouka. Je suis née en 1953, dans une famille composée de quatre filles et deux garçons. Quoique originaires de Kasserine, mes parents se sont installés au Bardo²⁰ où je suis née. J'ai été à l'école mais j'ai vite abandonné les études. Je sais lire et à peine écrire.

Je me suis mariée très jeune à un homme de huit ans mon aîné. C'était un voisin. Chaque fois qu'il me croisait dans le quartier, je sentais son regard s'attarder sur moi. Je ne comprenais pas, j'avais douze ans. Chez l'épicier, chez le marchand de légumes, partout où j'allais, je le rencontrais et c'était toujours ce regard pesant qui me troublait.

Un jour il s'est présenté à moi et m'a dit qu'il voulait faire ma connaissance. Quelques temps plus tard il demanda ma main et j'ai accepté malgré la connaissance très superficielle que nous avions l'un de l'autre. Je suis restée fiancée à peu près quatre ans, puis je me suis mariée. J'avais alors seize ans.

L'avenir à deux

Sitôt après notre mariage, nous avons émigré en Libye, à la recherche d'une meilleure situation financière. Mon mari était cuisinier dans un restaurant. Moi, de mon côté j'ai trouvé un emploi au Ministère de la Santé, je m'occupais d'enfants handicapés moteurs. Puis j'ai été recrutée par un grand hôpital, dans le service d'un médecin hollandais, spécialisé dans la rééducation. Il m'a appris à faire les massages, les mouvements... Je n'ai quitté ce poste qu'au moment de notre retour en Tunisie.

Ce retour était programmé. Notre but était de constituer un pécule et de retourner nous installer ici. J'avais ouvert un compte épargne personnel, mon mari avait le sien. Nous avons chacun reçu l'indemnité du retour définitif. Puis, une fois ici, nous avons mis tout notre argent dans un même compte, au nom de mon mari.

20) Une banlieue résidentielle située à 3km à l'ouest de Tunis.

Nous avons acheté un terrain, construit une maison à Hay Fattouma, pour rester proche du Bardo où habitent sa famille et la mienne. Nous avons ouvert notre propre restaurant à Ben Arous²¹

Mon mari gérait l'affaire qui semblait bien démarrer. Mais au bout de quelques mois la situation a périclité. Il a commencé à me déposséder de mes affaires et à les vendre pour payer les ouvriers, disait-il. Nous sommes arrivés à un point critique. A partir de là, j'ai décidé de rompre le silence et j'ai demandé le divorce.

Le divorce

Pour être honnête, je ne peux pas mettre tous les torts de son côté, j'ai personnellement une grande part de responsabilité dans cet échec. Je l'ai accepté tout en sachant qu'il buvait et qu'il ne dédaignait pas courir les femmes. Je fermais l'œil et j'essayais même de lui trouver des excuses. Je mettais ces écarts de conduite sur le compte du manque d'affection dont il avait souffert car très tôt il avait perdu ses parents. Il lui arrivait même de me battre devant mes enfants et je passais l'éponge. La seule fois où j'ai porté plainte, c'était la dernière. J'ai mis deux ans, de 1981 à 1983, pour obtenir le divorce mais j'ai fini par y arriver malgré toutes les pressions, les siennes et celles de mon entourage²².

J'ai fait ce choix parce que j'ai compris que je ne pouvais plus compter sur lui pour assurer à mes enfants une vie décente. Il fallait que je retrouve mes manches, que je roule ma bosse, que je sue pour gagner le pain de mes enfants. Dans la mesure donc, où j'ai décidé d'affronter seule mon destin, pourquoi rester sous la coupe d'un homme qui, bon gré, mal gré sera le maître et aura le dernier mot comme l'exige notre société ? J'aurai été la risée de tout le monde si j'avais accepté une telle condition.

J'ai, également choisi le divorce pour procurer une vie paisible à mes quatre enfants et leur épargner l'enfer dans lequel nous faisait vivre mon ancien mari. J'ai recherché leur confort moral avant leur confort matériel et je suis convaincue d'avoir fait le bon choix.

Le logement garantie de la sécurité

J'ai acheté une maison à M'nihla et je m'y suis installée avec mes enfants. Voilà comment j'ai pu y arriver. Mon ex-mari, qui a continué à dilapider son argent, a hypothéqué la maison que nous avions construite ensemble. Puis, n'ayant pu rembourser les prêts, il a été acculé à la vendre. Après mille tergiversations, il a fini par me reconnaître une part. J'ai reçu

21) Une banlieue située au sud de Tunis.

22) Le divorce, réprouvé par la religion, l'est également par la société qui essaie de peser de tout son poids pour en dissuader les époux.

8 500 D que j'ai investis dans une maison. J'étais donc tranquille côté logement, mais il fallait nourrir mes quatre gosses.

A la recherche d'un travail

Trouver du travail n'était pas facile, surtout que je ne voulais pas me contenter de peu. J'avais un permis de conduire et beaucoup d'ambition ; j'aspirais à un travail respectable. En Libye, je n'ai eu aucun mal à en trouver²³, ici j'ai fait des dizaines de demandes sans succès. Je me suis rabat-tue sur la vente de ce qui me restait comme affaires, j'avais de belles choses toutes importées²⁴. J'ai pu tenir également grâce à l'aide de ma famille : mon père, mes frères et sœurs faisaient de leur mieux pour me soutenir moralement et matériellement.

L'ouvrière et la mère : le tiraillement

Au bout d'un certain temps, je me suis rendue à l'évidence et j'ai accepté un emploi comme femme de ménage dans une famille. Je devais m'occuper de la maison et de la garde d'un bébé, ce qui nécessitait une présence du matin au soir²⁵. Or je n'avais personne pour la garde de mes propres enfants. Lorsque j'ai expliqué mon problème à mes employeurs, ils sont intervenus en ma faveur et m'ont obtenu un poste d'ouvrière au Gouvernorat de Tunis.

J'ai occupé ce poste pendant cinq ans, mon salaire est passé de 57 D à 75 D par mois. Mais là aussi j'étais "déchirée" entre le travail et la maison. Mes enfants étaient livrés à eux-mêmes du matin au soir. Personne pour surveiller leurs études ! Ils passaient leurs journées à jouer dans la rue.

Je prenais mon mal en patience et vivais avec l'espoir d'être titularisée un jour dans mon poste et d'avoir la sécurité de l'emploi, mais rien n'a été fait. Il faut reconnaître que je ne donnais pas pleine satisfaction. Je m'absentais souvent, tantôt c'était l'un des enfants qui était malade, tantôt il y avait un problème urgent à régler... J'ai récolté bon nombre de questionnaires et d'avertissements. J'étais mal dans ma peau.

Cependant la goutte qui a fait déborder le verre et qui a précipité ma décision de quitter ce travail, a été l'échec de mon fils Sami à l'examen de

23) Mabrouka a connu le marché du travail en Libye où il est plus facile de s'insérer dans la fonction publique sans diplômes.

24) Les affaires importées étaient (et sont encore) très recherchées, car la Tunisie est passée par une période de protectionnisme (les années 60) dont les effets psychologiques sont encore vivants.

25) Le régime habituel des femmes de ménage, lorsqu'elles ont la garde des enfants, est d'attendre le retour de la maîtresse de maison qui est en général fonctionnaire et n'est "libérée" qu'à dix-huit heures.

sixième²⁶. Cet échec fut pour moi l'effondrement de tous mes espoirs. Tout ce que j'avais enduré, c'était dans un seul but : assurer à mes enfants des études, des diplômes, un avenir. Je ne voulais pas qu'ils affrontent la vie démunis, les mains vides, comme ce fut le cas pour moi²⁷.

Le commerce des fruits et légumes

Me voilà donc à la maison. J'ai réfléchi à ce que je pouvais faire et j'ai eu l'idée d'acheter des fruits sur pied, dans les vergers situés là-haut dans les collines environnantes²⁸ et de les vendre sur la place du marché. Bien évidemment, je ne disposais pas de capital. Je me présentais aux agriculteurs et leur demandais de me donner la marchandise "sur parole". Je m'engageais à les payer sitôt la vente terminée. Je n'ai jamais essuyé de refus de même que je n'ai jamais failli à ma parole.

Aidée par mon fils, je cueillais les fruits : grenades, oranges, mandarines, abricots... selon la saison. Je les chargeais sur une brouette et les ramenais à la maison. Là, ils étaient lavés ou essuyés, selon le cas, pour leur donner un bel aspect, puis déposés soigneusement dans des caisses. Nous les rechargions sur la brouette et allions les vendre sur la place du marché qui se tenait tous les jours à l'emplacement de l'actuel lycée d'Ettadhamen.

Lorsqu'il n'y avait pas de fruits de saison, toujours avec mon fils, nous vendions des légumes. Je les faisais acheter, au marché de gros, par le marchand de légumes du quartier qui se chargeait de me les livrer en même temps que ses propres achats, souvent en allant jusqu'à m'avancer l'argent. Nous exposions cette marchandise sur un étal de fortune, installé dans la rue principale du quartier. Le soir, après la vente, nous payions nos dettes et réalisions un petit bénéfice. J'ai passé près de deux ans, dans cette activité, avec certes des hauts et des bas, mais, en gros, on se débrouillait.

Les raisons qui m'ont poussé à chercher autre chose étaient surtout d'ordre personnel. Trouver le fonds de roulement n'a jamais été un problème pour moi. Je pouvais trouver "sur parole" tout l'argent que je voulais, car j'ai toujours respecté mes engagements. Le problème venait de mon fils. Il a atteint l'âge de l'adolescence et a commencé à rechigner à travailler avec moi, sa mère, et surtout à pratiquer ce commerce de rue

26) Cet examen permettait aux élèves d'entrer au cycle secondaire après six années d'études primaires.

27) Mabrouka n'a pas pu retenir ses larmes, elle s'en excusa et poursuivit son récit.

28) Jusqu'au années 70, cette zone était une zone de cultures maraîchères irriguées et d'arboriculture. Elle a été annexée par une urbanisation sauvage (Hay Ettadhamen, Douar Hicher, ...) que l'État essaie de contrôler et d'assainir. A l'orée des constructions s'étendent quelques vergers résiduels.

qu'il considérait comme dévalorisant surtout vis-à-vis de ses copains de quartier. Or, ce travail nécessite de la force physique et je ne pouvais le poursuivre toute seule.

La buvette du lycée

A l'ouverture du lycée, j'ai postulé la gestion de la buvette. Voilà comment m'est venue l'idée : au Bardo, mon ancien quartier, nous avions un voisin, Oncle Mohamed, il tenait la buvette du lycée Khaznadar. Il disposait d'une pièce bien équipée et gagnait bien sa vie. Pourquoi ne pas tenter cette chance ? me suis-je dit. Je me suis présentée au lycée et j'ai soumis une requête au Directeur. Quelques jours plus tard, j'ai reçu un accord pour la location de l'emplacement d'une baraque. Celle-ci ne devait pas être en maçonnerie pour être éventuellement démontée et enlevée lorsque la Direction du lycée en ferait la demande. Le loyer était fixé à 70 D par mois. J'ai expliqué ma situation, le Directeur a été compréhensif, il a accepté un loyer de 50 D par mois avec un ajournement des paiements, à trois mois d'exploitation.

J'ai emprunté pour faire cette baraque, elle m'a coûtée 150 D. J'ai acheté quelques denrées et commencé à travailler. La première année, je gagnais suffisamment pour pouvoir payer mon loyer et faire face aux dépenses de la famille. La deuxième année, mon chiffre d'affaire a chuté car il y a eu l'ouverture de deux pâtisseries non loin d'ici et celle d'un «hammas»²⁹ juste en face. Inutile de vous dire que les élèves préfèrent de loin sortir acheter leur goûter à l'extérieur plutôt que de rester dans la cour du lycée sous le regard des surveillants. Les seuls clients qui me sont restés étaient les professeurs. Je gagnais de moins en moins, au point de ne plus arriver à recouvrer le prix des ingrédients. C'est alors que j'ai décidé de transférer mon activité au lycée d'Ettadhamen, avec l'espoir de mieux gagner ma vie.

J'ai d'abord sollicité l'intervention du Délégué qui m'a recommandée au chef de l'établissement. Celui-ci a fait de son mieux pour m'aider. Il m'a fixé un loyer de 45 D par mois et m'a dispensée de payer pendant le mois de Ramadan. Je commençais à peine à démarrer lorsqu'il y a eu un changement à la tête de l'établissement. Le nouveau Directeur me convoqua et voilà ce qui s'est passé entre nous :

— Cet équipement est un capital pour le lycée, son revenu doit être évident et son mode d'octroi clair, me dit-il.

— Que dois-je faire ? lui ai-je demandé.

— Tu continues l'année avec les mêmes conditions mais à la rentrée,

29) *Hammas*: vendeur de fruits secs, notamment des pois chiche grillés.

je mettrais l'exploitation de la buvette aux enchères publiques. Si tu acceptes le prix de l'adjudication, tu as la priorité.

— Mais je ne peux pas aller au-delà de 50 D par mois, Monsieur le Directeur !

— C'est ton affaire, m'a-t-il sèchement répondu.

A la rentrée la buvette fut adjugée à 80 D par mois, l'un des professeurs l'a louée pensant faire une bonne affaire mais au bout de deux mois il y renonça.

Moi de mon côté, je suis revenue ici au lycée de la République supplier le Directeur de me permettre de reprendre mon travail. Il accepta, non sans m'avoir fait signer un engagement de ne plus abandonner ma cabane sous peine de perdre tous mes droits. En fait, il tenait à moi : j'ai appris qu'il a refusé d'autres candidatures et n'a jamais accepté le démantèlement de ma baraque. Et voilà, je continue ce service en gagnant tantôt assez, tantôt moins. Il m'arrive de ne faire que 60 D par mois de recette. Je dois reconnaître que depuis l'ouverture des deux pâtisseries, le loyer a été ramené à 20 D par mois. Le travail n'est pas lourd, j'arrive vers 8 heures, je prépare le café pour les professeurs. Après le déjeuner, je prépare du thé, je suis aidée par ma fille. J'ai donc du temps libre. Ce temps j'ai essayé de le mettre à profit. J'ai imaginé une autre activité.

Des idées plein la tête...

L'idée m'est venue alors que je discutais avec mon frère du phénomène de la publicité et de son importance dans la société actuelle. J'ai personnellement participé à un spot publicitaire pour la télévision sur le contrôle des naissances ; j'ai été payée 10 D pour un flash ; c'est énorme ! J'ai décidé donc de proposer mes services aux commerçants, hommes et femmes, coiffeurs, marchands de chaussures, couturiers ... et de m'occuper de leur fournir des cartes de visite. J'ai pris contact avec un imprimeur et nous avons convenu d'une formule de collaboration. Il me revient de chercher les clients et de trouver les marchés contre une ristourne. Je fournis également des cartes de vœux, des cartes postales personnalisées, les invitations pour les cérémonies telles que mariages, circoncisions, fiançailles...

J'ai une autre corde à mon arc. Je fais office de maquilleuse et coiffeuse pour mariées. Je présente l'avantage d'aller à domicile et d'être nettement moins chère que les salons de coiffure qui ont pignon sur rue. Pendant les fêtes, lorsque la coiffeuse du quartier a besoin de renfort, elle fait appel à moi. Ils nous arrivent de travailler jusqu'à l'aube pendant le mois de Ramadan.

J'ai des idées plein la tête, ce qui me manque ce sont les moyens. Mais ce que je souhaite par dessus tout, c'est ouvrir un restaurant. Je ne me suis

jamais consolée de la perte de notre restaurant. Je me contenterai même d'une cabane. Il y a une toute petite parcelle de terrain résiduel qui fait partie de l'usine de Bouchamaoui. Je voudrais tant demander aux propriétaires l'autorisation de l'exploiter en y élevant même une baraque en bois. Il n'y a plus de terrains libres dans les environs. Je ne veux pas m'installer loin de chez moi, je ressens toujours un sentiment de culpabilité par rapport à mes enfants que j'ai abandonnés pour le travail et il me semble avoir contribué involontairement à leur échec scolaire.

Les ailes coupées

Je ne peux pas installer mon activité dans une partie de la maison, celle-ci est mal située, elle n'ouvre pas sur une rue passante. J'ai déjà essayé d'ouvrir un "hammas" dans le garage pour vendre des pois chiche grillés, des cacahuètes, des cigarettes, du pain... Les clients étaient si rares que j'ai fini par abandonner. j'ai essayé de louer le garage pour me procurer un peu d'argent mais aucun locataire ne s'est présenté. Qui viendrait s'installer dans une impasse ?

Je n'ai aucune aide, aucun des enfants ne travaille. Mon fils fait son service militaire. L'aînée de mes filles a reçu une formation dans la couture, elle est titulaire d'un diplôme mais elle refuse de travailler dans les usines de confection. Elle a déposé une demande dans le cadre du programme "d'emploi des jeunes" et espère obtenir une machine à coudre à titre de don. La deuxième n'aime pas la couture, elle a tenu à apprendre la dactylographie. Elle a un diplôme de dactylographe bilingue, arabe et français mais elle n'a pas trouvé de travail. C'est un diplôme qui ne sert pas à grand chose, elle aurait mieux fait de m'écouter et d'apprendre la couture. Seule la plus jeune est encore scolarisée. Voilà le piètre résultat d'une vie de dur labeur.

Moi, en fin de compte je me suis débrouillée, mais eux, que feront-ils demain ? Pourquoi sont-ils condamnés à la vie dure, à la misère ? Quand je regarde autour de moi et vois des femmes heureuses, choyées, tranquilles, je me dis pourquoi pas moi ? J'ai une cervelle, je veux créer, mettre sur pied des projets. J'adore le commerce et surtout la restauration mais les moyens me manquent, j'ai les "ailes coupées".

BORNIA

Je m'appelle Bornia, mon père est mort il y a quatorze ans, ma mère est morte il y a à peine trois mois. Nous sommes originaires de Sidi Aïch où mon père était fellah. Il est venu à Gafsa pour la première fois à l'occasion de l'inscription de mes frères à l'école. Depuis notre famille a vécu partagée entre ici et le bled³⁰.

Moi, j'ai été à l'école seulement pendant six mois, puis on m'a retirée car l'enseignement des filles était mal vu dans notre milieu. A l'âge de quatorze ans, on demanda ma main, je me suis mariée et j'ai eu trois filles et trois garçons.

Un mariage qui échoue

Le *mektoub*³¹ m'a jeté dans les bras d'un mari que j'aurai pu ne jamais rencontrer ! Sa mère est originaire de Sidi Aïch, elle habite Gafsa. Ma sœur aînée, qui était en procès avec son mari, se rendait souvent à Gafsa pour suivre son affaire en justice. Elle était, pendant ces séjours, accueillie par la famille de mon futur mari. Il était alors chauffeur de taxi. Un jour ma sœur devait rentrer à Sidi Aïch, il se proposa pour l'accompagner en taxi jusqu'à la maison. Il me vit pour la première fois et tout de suite demanda ma main, j'avais quatorze ans et lui trente-deux, il était de dix-huit ans mon aîné. Je ne voulais pas de ce mariage. Le jour de mes noces, parée et en costume de mariée, j'ai tenté de me sauver, évidemment c'était une tentative vouée à l'échec. Aujourd'hui je me trouve divorcée, alors que le divorce de ma sœur n'a pas eu lieu, son procès s'est terminé par une réconciliation et une vie conjugale normale.

Je dois avouer qu'au début, mon mariage a bien "marché". Nous étions à l'abri de la misère. Mon mari étant chauffeur toutes catégories, était employé à la compagnie "Kawafel"³². Il avait aussi des véhicules qu'il utilisait comme taxis en co-gestion. Malheureusement il a sombré dans l'alcool et a commencé à dépenser sans mesure. Il a vendu ses véhicules l'un après l'autre, puis tous mes bijoux et enfin notre maison. Elle est située pas

30) *Bled* : le village.

31) Le *mektoub* : la destinée.

32) *Kawafel* : société régionale de transport.

loin, au fond de l'impasse, aujourd'hui elle appartient à Si³³ El Hédi. C'était la goutte qui a fait déborder le vase. J'ai décidé d'en finir, je l'ai quitté le 12 Janvier 1980, j'étais enceinte de ma fille Hanène.

J'espérais jusqu'à la dernière minute pouvoir garder la maison, car juste trois jours après la prononciation de mon divorce, la loi tunisienne a adopté une nouvelle mesure, obligeant le mari à assurer le gîte à la femme divorcée et à ses enfants. Mais cette loi n'était pas rétroactive. Il a fallu l'intervention d'un huissier-notaire pour me déloger de chez moi avec mes enfants sur les bras. Leur père, pour se dérober à l'obligation de leur verser la pension alimentaire, a fui au Maroc, où il a été arrêté pour trafic de stupéfiants et condamné à six ans de prison.

J'étais seule sans ressources, j'ai loué une pièce dans un autre quartier mais les enfants voulaient revenir ici. J'ai eu la chance de tomber sur une maison à louer, juste en face. Nous sommes revenus dans le quartier.

Occuper une mosquée en ruine

Il s'agissait d'une mosquée en ruine qui a été construite par un Algérien qui a quitté le pays. C'était mon fils aîné qui a eu l'idée. Il avait à peine quatorze ou quinze ans, mais il était mûr. Il lavait les voitures pour m'aider. Maintenant il travaille comme chauffeur en Italie. Au début je n'ai pas voulu l'écouter quand il m'a parlé du *masjed*. Mais un jour il est revenu à la charge et il m'a convaincu. "Nous n'avons rien à perdre en essayant", m'a-t-il dit, "je vais demander à tous les copains du quartier de nous aider à déblayer et nettoyer une partie. Nous emprunterons une tente et nous nous installerons". Nous avons passé le samedi et le dimanche à nous installer. Le lundi à la première heure, la nouvelle parvint à la municipalité et à la police. Sept agents de police se sont présentés pour m'emmener. C'était un jour où il pleuvait des cordes. Hanène était bébé et mon autre fille venait de se faire opérer de l'appendicite. Imaginez, il n'y avait ici ni enceinte, ni porte, seul le mur de fond contre lequel était adossée la tente.

Arrivée à la municipalité, le Président me dit sèchement : "J'ai seulement deux mots à te dire : la tente, tu l'enlèves de là-bas et tu débarrasses les lieux". J'ai essayé en vain de lui exposer mon cas, d'implorer son aide. Je suis alors entré dans une rage folle et lui ai dit : "Puisque vous ne voulez rien entendre, j'ai moi également deux mots à vous dire : je vais de ce pas acheter une jerrican d'essence et m'immoler avec mes six enfants".

Vite, il changea de ton "ne bougez plus" m'a-t-il dit, et il téléphona au délégué pour lui exposer l'affaire. Le délégué demanda à me recevoir

33) Si : contraction de Sidi qui veut dire Monsieur.

séance tenante. Escortée d'un chaouch³⁴ je me rendis à son bureau. J'étais dans un état d'effondrement total : mes enfants seuls, sous la tente par une pluie battante...

Il me fit asseoir, je lui ai raconté comment, de propriétaire je me suis retrouvée dans la rue avec six enfants, sans aucune ressource, comment j'ai essayé de rencontrer le Gouverneur, d'obtenir de l'aide...

"Tu peux rester dans ce local provisoirement jusqu'à ce que je trouve une autre solution, tu ne seras plus inquiétée par la municipalité". Il me donna un bon pour dix litres d'huile et divers produits alimentaires.

La solution de rechange

Quelque temps après, le délégué me convoqua à nouveau, il me proposa une maison populaire à Laguila. "Monsieur le délégué, lui ai-je répondu, vous savez que je vis des ménages et des lessives que je fais ici et là à Gafsa. Mes enfants m'aident en lavant les voitures dans le centre ville. Si vous nous logez à 14 km cela signifie notre condamnation à mourir de faim. Je ne peut accepter cette solution".

— Et si je vous octroyais une maison à Zarroug ?

— Le problème reste le même, Monsieur le délégué. Je veux une maison à Gafsa et rien d'autre.

La négociation fut difficile. Il finit par me promettre une parcelle de terre à Hay³⁵ Essourour et 4 000 dinars pour construire ma maison, "ainsi tu laissera tranquille cette mosquée". Je ne pouvais plus refuser.

Il m'a fixé un rendez-vous avec l'architecte de la municipalité et un topographe de l'office de topographie pour me faire visiter les lieux et me délimiter la parcelle.

Sur les lieux, à peine ont-ils commencé à mesurer qu'un homme armé d'un gourdin a surgi, menaçant de nous fracasser le crâne. Il avait déjà occupé la parcelle en question depuis quatre ans, il avait même commencé à creuser les fondations de la clôture. J'ai pris à témoin les deux fonctionnaires et leur ai dit que "des problèmes, j'en ai suffisamment, je ne veux pas en plus avoir affaire à ce fou qui peut à tout moment me fendre le crâne". Je suis retournée plusieurs fois voir le maire qui n'a rien fait.

Construire sur les ruines de la mosquée

Lorsque je devais aller identifier la parcelle, le délégué m'a remis un chèque de 300 dinars comme avance sur les 4 000 dinars affectés à la construction. J'ai refusé la parcelle mais je n'ai pas rendu le chèque. J'ai décidé d'utiliser cet argent pour la construction sur les ruines de la

34) Chaouch : planton.

35) Hay : quartier périphérique.

mosquée. J'ai acheté les matériaux et rassemblé une équipe de parents, tous ouvriers dans le bâtiment, dont quatre maçons. En une nuit, à la lumière des bougies, ils ont édifié les quatre murs de cette pièce.

Après cette opération, grâce à mes économies et à la solidarité de certains hommes de bien, j'ai pu continuer petit à petit la construction. Par reconnaissance à mes bienfaiteurs, je voudrais citer Docteur Ouahada, dont mon fils lavait régulièrement la voiture. Il s'est proposé de me fournir à titre d'aide le ciment et le fer nécessaires à la dalle de la pièce. L'avocat Maître Thabet, chez qui je travaillais comme femme de ménage, m'a offert le sable et de quoi payer le repas des ouvriers le jour du coulage de la dalle.

Le jour où le délégué a envoyé me chercher pour me justifier, la pièce était déjà construite. J'ai réussi à le calmer et même à le convaincre que c'était le seul moyen pour moi d'assurer un abri à mes enfants qui vivaient depuis six mois sous la tente, exposés au froid et à la chaleur. Depuis je n'ai plus été inquiétée sauf quelques tracasseries des voisins jaloux et envieux. Il râlent de n'avoir pas eu l'idée et surtout de ne pas avoir osé occuper le masjid (mosquée).

Mon voisin limitrophe, Abbès Ismaïl, convoite le terrain, il joue sur le flou qui existe entre les limites de sa parcelle et la nôtre. Quatre fois, suite à ses plaintes, la municipalité m'ordonna d'arrêter les travaux, car je n'avais pas d'autorisation de construire.

Les voisins ont été beaucoup plus loin, il m'ont dénoncée aux autorités, prétendant que j'étais intégriste. J'ai reçu, un jour, une convocation de la part du responsable de la sécurité. Je me suis présentée, pensant qu'il s'agissait du problème de la construction. J'ai rencontré par hasard, dans la salle d'attente le Cheikh³⁶ "je vais t'accompagner Borna et on va arranger ça" m'a-t-il dit, il parlait du problème de la construction évidemment.

Le responsable après avoir noté mon identité s'adressa à moi sur un ton dur et sec. "Celui qui joue avec le feu se brûle". "Monsieur, voulez-vous m'expliquer ce que signifient ces propos ?" ai-je demandé. "Tu m'as très bien compris" se contenta-t-il de me lancer. Le Cheikh est alors intervenu pour expliquer que j'étais courageuse, travailleuse et que j'étais seule à élever six enfants, etc... "Elle est peut-être tout cela, mais elle est aussi intégriste". J'ai alors réalisé la gravité de la calomnie. Je me voyais déjà en prison, mes enfants dans la rue, perdus, sans soutien. J'ai éclaté en sanglots, impuissante et abattue. Le Cheikh du quartier prit ma défense et s'est même porté garant de ma conduite. Je me suis tirée d'affaire de justesse mais cela ne m'a pas empêché d'être contrôlée à mon insu pendant quelques mois.

36) Cheikh : chef du quartier

Comment accéder à l'eau et à l'électricité ?

Au début on s'éclairait à l'aide de bougies, lorsqu'on pouvait les payer, sinon on restait dans l'obscurité. J'ai entrepris des démarches pour avoir un branchement à l'électricité et un compteur. J'ai passé des mois et des mois à faire la navette de bureau en bureau sans résultat. Un jour je me suis branchée directement sur le réseau, tout simplement !

L'eau, avant nous allions la chercher dans l'oued. Tantôt c'était moi tantôt les enfants. J'avais fait une demande de branchement, l'administration m'a répondu que je ne pouvais bénéficier d'un compteur qu'après avoir justifié l'occupation des lieux pendant une période de dix ans. J'ai fait venir un bricoleur qui m'a branchée directement à la SONEDE³⁷.

Evidemment, les voisins ont mouchardé. Tout de suite après un comité fut dépêché pour faire un constat. Je fus convoquée et accusée de voler la société. Pour toute défense, je leur ai dit : "Je sais que je suis coupable et que je mérite la prison. Vous pouvez me garder mais vous prendrez aussi en charge la nourriture de six bouches. Avant, j'envoyais mes filles à l'oued chercher l'eau, mais depuis qu'il y a ce café au bord des piscines, je ne peux plus les envoyer. J'ai demandé l'eau aux voisins mais je ne peux pas continuer à le faire indéfiniment. Si l'un de vous se trouvait à ma place n'aurait-il pas fait de même au risque d'aller en prison ?". Le Directeur m'a demandé de le rejoindre à son bureau où il avait le dossier de la mosquée. Celle-ci disposait de l'eau courante aux frais de l'Etat. Il me donna un papier dans ce sens et je suis rentrée chez moi.

A force de lutte j'ai pu "conquérir" cette maison. La construction se poursuit petit à petit. Je viens de terminer la cuisine. Quand mon fils est rentré en vacances il m'a rapporté un réfrigérateur, il m'a payé les carreaux de faïence murale et l'évier. Mon plus grand souhait et de voir ce chantier se terminer.

Borna compte sur ses économies pour le faire. Ceci d'autant plus que sa situation financière s'améliore. Depuis quelques mois elle fait partie d'une troupe artistique de chants composée de femmes, de même qu'elle est employée comme femme de ménage au siège du projet Med-urbs "la mémoire des maisons"³⁸ dont elle est voisine.

La troupe de chant "El Mahfel"

Je suis entrée dans la troupe de chant par un concours de circonstances. Ma voisine m'a chargé, pour le mariage de son fils, d'aller chercher la

37) SONEDE : Société Nationale d'Exploitation des Eaux.

38) Med-urbs "la mémoire des maisons" : projet C.E.E de coopération entre les villes d'Allessandria (Italie), la ville de Palma (Espagne) et la ville de Gafsa (Tunisie) en vue de l'établissement d'un projet de sauvegarde de la médina de Gafsa.

mariée le jour de ses noces. "Fayçal est comme ton fils, m'a-t-elle dit, je suis trop occupée par tout ce qui me reste à faire, tu vas me remplacer à la tête du groupe de femmes qui vont chercher la mariée !". Ce cortège de femmes en costumes de cérémonie, parées de leurs plus beaux atours, chargées de cadeaux, s'en va en chantant à travers la ville. J'étais donc à la tête du cortège et je fus repérée par un responsable de la culture qui était là comme invité.

Quatre ou cinq jours plus tard, il me convoqua et me demanda de faire partie de la troupe de femmes de Gafsa qu'il est en train de monter. Il m'a expliqué l'importance de ce projet qui pourrait m'ouvrir des horizons même à l'échelle nationale. J'ai accepté. Nous avons passé deux mois à répéter quotidiennement de 17 heures à 19 heures 30. Puis ce fut la première représentation à El Fouar suivie d'une deuxième à Gafsa. Nous avons vingt dinars pour chaque gala, plus tard nous allons avoir un cachet mensuel. Au début mon fils n'était pas chaud. Il avait peur que je néglige la maison. Mais pour moi le sacrifice valait la peine, l'essentiel pour moi est de finir mon chantier.

TOUNES

J'ai soixante-trois ans, je m'appelle Tounès "Toute la république"³⁹. C'était mon père qui avait choisi pour moi ce prénom. Ma mère voulait m'appeler Ghezala (gazelle), elle n'avait pas réussi à imposer son choix.

Mes parents sont originaires du Hajeb, dans la région de Sidi Bouzid⁴⁰. L'année de la famine, mon grand père, ainsi que la plupart des Ouled Majer, notre tribu, ont émigré vers les plaines du Nord. Là, il prit femme et eut deux enfants puis retourna dans son village natal où grandit mon père.

Mon père se maria une première fois, eut une fille mais sa femme décéda, il épousa alors ma mère qui lui donna sept enfants, deux filles et cinq garçons. Lorsqu'il décida de venir s'installer à Tunis, suite à un désaccord qui l'opposa à ses frères, ma mère n'avait que son premier enfant. Moi j'ai vu le jour au quartier de Borgel⁴¹, où mes parents se sont installés à leur arrivée à Tunis, accueillis par des cousins qui étaient déjà là, depuis quelques années⁴². Puis ce fut le transfert au quartier de Jebel Lahmar⁴³ où nous sommes restés jusqu'à maintenant. Au bled, mon père travaillait la terre collective, comme tout le monde ; à Tunis il travaillait comme jardinier dans les villas du Belvédère où n'habitent que des français.

Je n'ai jamais été à l'école. Mon père disait que l'école pervertit la jeune fille. Mes frères ont reçu des rudiments d'enseignement en arabe. Par contre j'ai une sœur qui vit en France depuis des années. A l'âge de vingt-cinq ans, elle a eu une maladie des voies respiratoires. Les médecins n'ont pas réussi à la guérir. Elle a été prise en mains par les bonnes sœurs qui l'ont envoyée plusieurs fois en cure dans les montagnes de Aïn Draham, elles lui ont appris la couture, lorsque sa maladie lui laissait un

39) Cette précision lancée sur le ton de la plaisanterie, lève l'ambiguïté qui existe autour du mot "Tounès" qui signifie en arabe et la Tunisie et Tunis, la Capitale du pays.

40) Il s'agit d'une région de la Tunisie centrale, peu arrosée et qui était, avant les travaux hydrauliques actuels, menacée par la sécheresse et la famine.

41) C'est un bidonville construit non loin du grand cimetière juif et chrétien de Tunis.

42) Toute installation d'immigrés fraîchement arrivés suit à peu près le même schéma : ils sont accueillis par des parents déjà plus ou moins intégrés, le temps de se "débrouiller" et de se construire leur propre "gourbi".

43) Jebel Lahmar est l'un des plus grands bidonvilles de Tunis, il a fait l'objet d'une opération de réhabilitation dans les années quatre-vingts.

peu de répit. Un jour, des amis qui vivaient en France, lui ont proposé de l'y emmener. Tu pourras travailler dans la couture et te faire soigner par la même occasion, lui ont-ils suggéré.

Elle est partie et a, tout de suite, trouvé du travail dans la couture. Le jour où survint sa crise habituelle, elle a caché qu'il s'agissait d'une maladie chronique. Elle a été hospitalisée et a subi une intervention chirurgicale. Ces soins se sont élevés à trois millions de millimes. Elle ne pouvait pas payer. L'hôpital a effectué une enquête ici à Tunis. Ma mère était veuve, elle habitait un gourbi couvert de tôle. La sécurité sociale a été obligée de prendre en charge ces frais, depuis ma sœur est suivie gratuitement. Elle vit très bien, elle a refusé de se marier car elle tient à sa liberté. Nous sommes en contact par téléphone puis à chaque été, elle vient passer ses vacances à Tunis.

Le mariage et la vie conjugale

Mon mari ne nous est pas étranger, c'est un cousin. Lui, il n'est pas né à Tunis comme moi. Il est venu à la recherche du travail. Ses parents se sont installés à côté de nous au Jebel Lahmar. Le sol était propriété de l'Etat, chaque nouvel arrivant aidé par les autres, élevait des murs en terre, les couvrait de tôle et y habitait. C'était tellement simple que chacun prenait ses cliques et ses claques et débarquait. On vivait ensemble simplement, il y avait de l'ambiance. Maintenant les choses ont changé même là-bas, dans la campagne, les habitants se construisent des maisons en dur plus belles que les nôtres, avec des escaliers, des portes peintes, des murs badigeonnés. Les femmes ont la cuisinière à gaz, le réfrigérateur, l'armoire à glace. Avant, elles portaient la "mallia" et avaient des gerçures aux pieds, aujourd'hui elles portent des robes, des chaussettes et des souliers.

Ma vie conjugale a été normale. Mon mari bon ou mauvais ? Est-ce que je peux le dire ? Moi, de mon côté, je le respecte, lorsqu'il élève la voix, je me tais. Il lui arrivait, lorsqu'il buvait, de piquer des colères excessives. Il prenait un couteau et éventrait le sac de couscous en envoyant les grains sur le sol. Je le regardais sans broncher. Lorsqu'on me reprochait cette attitude, je répondais qu'il se punissait lui-même. En effet, dans la mesure où c'est lui qui a la charge d'approvisionner la maison, il sera bien obligé de remplacer le couscous qu'il a gaspillé. Je restais calme, je me préparais un bon verre de thé et souvent l'invitais à prendre un verre avec moi. Je le désarçonnais et il redevenait normal.

C'est à force de diplomatie et de sagesse que j'ai réussi à sauver mon ménage. J'ai eu sept filles et trois garçons. Quatre filles sont mariées et la cinquième se marie cet été.

Le monde du travail

J'habitais avec ma belle mère et mes belles sœurs. Elles gardaient les enfants en mon absence. Très tôt ma fille aînée a appris à s'occuper de ses frères et sœurs, sitôt rentrée de l'école. Par ailleurs, dès le soir, je lavais mes enfants, je coiffais les filles et leur mettais un foulard pour garder leurs cheveux bien lisses et gagner du temps le lendemain. Je me lavais, chaque jour à l'aube, je préparais le petit déjeuner et le repas de la journée. Je conduisais mes enfants à l'école et prenais le bus pour me rendre de Jebel Lahmar au Belvédère où se trouvait mon lieu de travail.

J'ai été femme de ménage pendant seize ans chez la même famille. Je m'occupais du ménage et aussi des enfants que j'ai d'ailleurs vus naître. La maîtresse de maison était une jeune femme d'une très grande beauté. Son mari ne lui permettait de sortir qu'avec moi, si bien que je l'accompagnais partout pour faire ses courses. Elle me respectait, je me sentais bien, malgré un salaire moyen.

Après seize ans de service, mon patron a tenu à me récompenser en me recrutant comme ouvrière au Ministère de l'Économie où il était lui-même directeur. "Tu auras plus de garanties pour tes vieux jours, m'a-t-il dit. Tu jouiras d'une retraite et bénéficieras de la couverture sociale."

J'ai passé quinze ans et trois mois dans l'administration. Je prenais mon service à cinq heures du matin et quittais à midi. Les dernières années, une Directrice, femme, a tenu à alléger mes horaires. Je travaillais jusqu'à dix heures. Je m'occupais de nettoyer les locaux. A l'âge de soixante ans, j'ai été mise à la retraite. Je touche une pension de 93 dinars par mois.

C'était une expérience très riche. J'ai noué des relations d'amitié très solides. J'ai découvert le monde de la politique, le syndicalisme. Mes analyses de la situation amusaient mes supérieurs autant qu'elles les interloquaient. J'avais des complicités avec les petits fonctionnaires que je couvrais lorsqu'ils venaient en retard ou lorsqu'ils s'absentaient.

En plus de ces satisfactions morales, j'ai pu grâce à mon travail améliorer ma condition matérielle. Les premières années, j'étais mal payée, j'arrivais à peine à assurer à mes enfants le minimum. Je programmais chaque mois les achats indispensables, tantôt c'était une paire de chaussures pour l'un, tantôt un pantalon pour l'autre... Depuis que je suis rentrée à la fonction publique, je me suis tracée un seul objectif : avoir ma propre maison.

A Jebel Lahmar, j'habitais avec ma belle famille. La maison était petite. J'avais sept enfants, ma belle sœur en avait pas mal également. Tous ces gosses ne sont pas faits forcément pour s'entendre, d'où les frictions entre les adultes.

Pour avoir une maison, «que d'acrobaties !»

Vers les années soixante-dix, nous avons raté une belle occasion, par la faute de mon mari. Mon ancien patron, que Dieu ait son âme, nous a inscrit dans un programme de logements populaires au quartier Ezzouhour. C'était en location-vente avec des conditions très avantageuses. Mon mari a refusé, prétextant qu'on n'avait aucun meuble, qu'il nous fallait des lits, des armoires à glace... Nous pouvions l'habiter même en mettant nos nattes par terre et rien d'autre, puis, plus tard, petit à petit, acheter les meubles nécessaires. Je crois que la vraie raison de ce refus était qu'il ne voulait pas quitter ses parents et rompre avec le mode de vie patriarcal ; pour l'époque c'était mal vu, c'était assimilé à la négation de ses origines et de ses parents. A partir de ce jour là, j'ai juré de tout mettre en œuvre pour avoir notre maison sans rien dire à mon mari.

J'ai ouvert un compte courant à la poste et j'ai commencé à épargner. Lorsque j'ai atteint la somme de 600 dinars, j'ai commencé à prospecter le marché des terrains à bâtir. Je suis venue voir cette zone, car l'un de nos voisins venait d'y acheter un lot. En rentrant à la maison j'ai appelé mon gendre pour lui demander de m'accompagner à la poste afin de retirer mes économies et acheter un terrain. "Comment oses-tu prendre une telle décision sans l'avis de ton mari ?" m'a-t-il dit. "Ma décision est irrévocable, veux-tu m'accompagner ou pas ?". Devant ma détermination il acquiesça. Nous avons été récupérer l'argent et nous sommes venus directement ici pour rencontrer le lotisseur. J'ai découvert un Hadj, pieux, honnête qui fait tout pour venir en aide aux gens défavorisés. Il me désigna mon lot. J'ai acheté 150 m² à raison de 6 dinars le m². J'ai payé 600 dinars cash et je me suis engagée à payer le reste petit à petit.

Je n'ai pas établi un contrat. Pas un papier, pas une signature. Il a inscrit ce qui me restait à payer. Chaque fin de mois, je lui remettais ce que je pouvais. Au bout de quelques temps j'ai fini de payer mon lot.

Voyant que mon chantier ne démarrait pas, le Hadj m'a proposé de me fournir les matériaux à crédit. J'ai également demandé l'aide de Si Mouldi, le Directeur au Ministère de l'économie où j'étais ouvrière. Si Mouldi me recommanda à une société qui vendait le fer. On m'a fait un prix très, très spécial. J'ai alors profité pour acheter une bonne quantité de fer. J'ai utilisé une vingtaine de barres pour les fondations et j'ai échangé le reste contre des matériaux dont j'avais un besoin immédiat. C'était grâce à la bonté et à la gentillesse du Hadj que j'ai profité de cet arrangement.

J'ai ainsi avancé au gré de mes économies. Inutile de vous dire que lorsque mon mari prit connaissance de mon projet, il n'a pas caché son agacement. Plus d'une fois il me répéta que jamais, au grand jamais il

n'emménagera dans cette maison. "Tu iras l'habiter avec tes enfants si cela te chantes" me disait-il. Je faisais la sourde oreille et je fonçais.

Mon mari changea subitement d'attitude. Sans me mettre au courant, il contacta le Hadj et établit le contrat à son nom. De toute façon je n'aurais jamais inscrit la maison à mon nom. Dans notre milieu et surtout il y a quelques années, un tel affront était insupportable pour l'homme, il aurait conduit droit au divorce. Il est rentré le soir avec une tête de veau. Il me demanda de la dépecer, d'en offrir aux voisins et de nous préparer un bon dîner. "En quel honneur ce festin ?" ai-je demandé. "Je t'expliquerai plus tard" se contenta-t-il de me répondre. Après le dîner il m'apprit qu'il venait de signer le contrat⁴⁴.

Pour couler la dalle⁴⁵ il fallait de gros moyens, j'ai emprunté 1 500 dinars chez un parent.

Mon mari n'a pas participé, même pas un sou. Il donne juste une somme forfaitaire pour la nourriture. C'était 70 dinars par mois et depuis quelques temps il me donne 100 dinars par mois et pas un sou de plus. La maison a été réalisée grâce à mes économies et aux salaires de mes deux filles. Elles sont ouvrières l'une dans un atelier de couture et l'autre dans une usine de montage de téléviseurs. Elles me confiaient leurs salaires intégralement et se contentaient d'un minimum comme argent de poche.

A peine le bois du coffrage démonté, nous nous sommes installés. C'était en 1980, toutes les ouvertures étaient béantes, pas de portes, pas de fenêtres, sauf la porte extérieure. A l'emplacement de cette cuisine, j'ai installé une "tabouna"⁴⁶. Tous les matins avant d'aller au travail, je pétrissais la pâte et préparais le pain pour la journée. Pour accompagner ce pain on se contentait d'un peu d'huile et de quelques olives ou une salade, de tomates... J'expliquais à mes enfants que tant que nous étions à l'abri, derrière notre porte, personne ne pouvait voir ce que nous mangions, l'essentiel était de payer nos dettes. Si nous ne le faisons pas, les voisins entendraient les créanciers frapper à notre porte et réclamer leur dû et nous serions classés comme des gens sans parole et sans honneur.

L'étape suivante a été les enduits et les finitions. Mon neveu m'a fourni les ouvriers. Les matériaux, je les ai achetés à crédit chez un fournisseur

44) Une telle circonstance donne lieu habituellement au sacrifice d'un mouton et à des festivités partagées par les proches et les voisins. Le mari de Tounes a marqué l'événement de cette manière plus modeste.

45) Malgré son coût exorbitant par rapport aux autres matériaux utilisés dans les quartiers populaires, le béton s'est imposé, déclassant totalement le mode de couverture traditionnel en voûte ou en terre damée.

46) La tabouna est un four domestique en terre cuite, de forme conique, que l'on chauffe en brûlant du bois. Ensuite les galettes de pâte sont collées sur les parois intérieures de ce four pour cuire.

de Hay Ettadhamen. J'ai été le voir et je lui ai dit : "Écoute bien mon fils, je suis une femme mais j'ai une parole d'homme. Si tu acceptes de me livrer tel et tel matériaux, je te paie tant par mois mais à condition que jamais tu ne viennes frapper à ma porte, devant mes voisins. C'est moi qui viendrai te payer". En moins d'un an j'avais tout réglé.

Pour ce qui était de la boiserie, je l'ai commandée chez le menuisier de l'administration, je le payais tous les six mois avec ma prime.

Vous avez vu combien d'acrobaties j'ai dû faire. Mais maintenant que nous avons la maison, nous ne faisons plus d'économies. Nous consommons tout ce que nous gagnions.

Lorsque nous nous sommes installés, mes beaux parents étaient déjà morts. Mais il est certain qu'ils seraient venus habiter avec nous car mon mari était l'aîné de la famille, c'est à lui de s'occuper de ses parents. J'ai cédé mon gourbi à ma belle sœur et je suis partie. Fini les groupements par familles ou par tribus. Mes deux filles mariées n'habitent pas loin. Tous les voisins sont étrangers les uns aux autres mais, du reste, nous nous entendons très bien⁴⁷.

Du tissage de la laine à celui des klims en chiffon

Tounès ne s'est jamais contentée du travail à l'extérieur, elle a toujours eu des activités d'appoint, adaptées à la demande du quartier et même à une clientèle plus large. Parmi ces activités, le tissage, la préparation des épices, la distillation des fleurs ; autant "d'entreprises".

Ma mère a toujours tissé la laine et je l'ai toujours aidée. Nous faisons des couvertures, des burnous, des tapis... destinés à la vente. Un jour l'une de nos voisines nous a montré un tapis tissé avec, comme trame, non pas de la laine, mais des chiffons coupés en lanières. "C'est un travail facile et rapide, nous dit-elle. La pièce ne revient pas cher et se vend bien. Voulez-vous travailler pour moi ?". Nous avons accepté, elle nous fournissait la matière première et nous payait 300 millimes la coudée.

Après mon mariage, j'ai continué cette activité mais au lieu de travailler pour le compte d'autrui, j'ai décidé de monter ma propre affaire.

L'approvisionnement

La chaîne se vend au kilo dans les souks de la Médina. Les chiffons, j'allais les acheter aux usines de textile, ce qui me coûtait beaucoup en temps de déplacement. Un jour, en rentrant du travail, je traversais le

47) Le groupement par origine géographique ou tribale que permettait la formation des quartiers spontanés construits sur des terres domaniales avec des matériaux locaux et une auto-construction n'est plus possible dans ces quartiers péri-urbains où jouent l'économie marchande et le clivage par l'argent.

quartier de Tronja lorsque je vis un jeune homme en train de charger des sacs de chiffons. J'ai engagé avec lui une discussion et lui ai dit que j'étais intéressée par l'achat de marchandise. Il m'invita à entrer pour discuter avec sa mère qui revendait les chiffons achetés en gros. C'était une femme très correcte et gentille, elle m'accorda un bon prix et depuis, je rentrais tous les soirs avec 10 kg de chiffons payés 3 dinars. Quelques mois plus tard, elle me fit la proposition suivante : "Je peux te livrer à domicile un sac de 400 kg que tu paieras petit à petit. Cela t'évitera cette fatigue quotidienne". Je l'ai remercié et commencé à m'approvisionner de cette manière. Il m'arrivait de payer une partie en espèce et une partie en "klims" qu'elle revendait à son tour.

Je travaillais avec mes quatre filles. Les soirées, nous les passions à découper les chiffons en lanières, nous faisons le tri des couleurs et mettions ces lanières en pelotes. Pendant la journée, deux filles tissaient et deux s'occupaient du ménage et ce à tour de rôle. Nous mettions quatre à cinq jours pour finir un klim qui se vendait entre 5 et 6 dinars, aujourd'hui il coûte 20 dinars et nécessite 10 dinars de matières premières.

Devant l'accroissement de la demande, j'ai eu recours à la sous-traitance. Je préparais les pelotes et je distribuais le travail à quelques femmes et jeunes filles du quartier qui venaient jusqu'à moi réclamer du travail. Avec l'ouverture des usines autour du quartier je trouvais de moins en moins de main d'œuvre. Je me suis alors adressée à la femme rurale. Cette opération n'a été possible que grâce à la collaboration de mes voisines. Elles envoyaient, sous leur entière responsabilité, la matière première dans leur région d'origine, surtout le Nord et le Nord-Ouest, et me rapportaient le produit fini ; contre un petit bénéfice bien évidemment, je n'intervenais pas à ce niveau, il faut que chacune trouve son compte.

Actuellement, le klim en chiffon est en crise. Dans toutes les maisons, il a été remplacé par la natte industrielle en plastique qui à la moindre étincelle fond comme du beurre...

Je n'ai jamais quitté ma maison pour vendre. Les clients viennent frapper à ma porte⁴⁸. Je vends aux femmes du quartier mais aussi à certains revendeurs qui font les souks hebdomadaires. Tous mes clients achètent à crédit et payent petit à petit. Je n'ai jamais été roulée parce que je n'ai jamais roulé personne.

48) Sur la façade de la maison de Tounès, pendent, à partir des terrasses, des klims multicolores : c'est sa manière d'exposer les pièces mises en vente.

La distillation des fleurs ⁴⁹

Lors d'une émission à la télévision, on nous a montré les phases de la distillation et les ustensiles nécessaires. Le lendemain, j'ai acheté un alambic et quelques kilos de fleurs d'oranger⁵⁰. Mes filles ricanèrent, leur air dit : "Je vais suivre exactement les indications de l'émission, si je réussis, c'est tant mieux, sinon je jetterai tout et on n'en parlera plus". A ma grande joie, l'opération a marché du premier coup.

Chaque printemps je produis l'eau de fleurs d'oranger, l'eau de géranium, de rose, d'iris, de menthe⁵¹. Mes clientes me sont fidèles car je suis exigeante quant à la qualité. J'ai transmis ce savoir à plusieurs voisines⁵² qui produisent pour leurs besoins propres ou pour vendre⁵³.

A la recherche d'activités lucratives

J'achète les ingrédients chez les grossistes, je les trie pour en extraire tous les corps étrangers, je les lave à grande eau et les mets à sécher au soleil. L'opération suivante consiste à les moulinner chez le meunier, mais je ne le quitte pas des yeux pour veiller à la propreté de la machine après chaque sorte d'épice et éviter les mélanges. A la maison je les passe au tamis pour les présenter en fine poudre dans des sachets en plastique.

49) La femme d'origine rurale, vivant dans les quartiers populaires autour des grandes villes, a pris à son compte certaines activités féminines traditionnelles éminemment urbaines, telles que la distillation des fleurs ou la préparation des fines crêpes dites "mal-souka" ou feuilles de "brik". Ces activités étaient l'apanage de la bourgeoisie urbaine, leurs secrets se transmettaient de mère en fille. De plus en plus absorbée par le travail à l'extérieur, la femme urbaine a été forcée d'abandonner ces traditions et d'acheter des ingrédients produits industriellement. Cependant, la qualité et le prestige du produit "fait maison" ont permis à de nombreuses artisanes de l'alimentaire de gagner leur pain.

50) Lors de notre visite une odeur suave flottait dans la maison. C'est que l'opération était en marche. Tounès nous invita à visiter sa cuisine, à voir son alambic et à humer les "fechkas" (petites bonbonnes) aux bouchons enveloppés de coton pour les rendre complètement hermétiques.

51) Ces liquides sont utilisés dans la pâtisserie, ils sont également recherchés pour leurs vertus médicamenteuses. Chaque famille doit avoir sa provision annuelle.

52) Pendant l'entretien, une voisine est venue remettre à Tounès son alambic. Comme convenu, elle le lui prête pour la journée car le lendemain, elle reprendra elle-même son travail. Elle la prie de ne pas utiliser la menthe. "C'est une plante dont l'odeur est si difficile à partir. Il faut la distiller en dernier lieu, à la fin de la saison..."

53) Lorsque nous abordons la question des bénéfices que procurent cette activité ou d'ailleurs toute autre activité, la réponse est évasive. Seul le salaire ou la pension de retraite, versés par "l'État" sont facilement communiqués. Il s'agit là d'un phénomène général d'ordre culturel où la discrétion sur le bonheur, la santé, la gain est recommandée, de peur du mauvais œil et d'un "renversement de la situation". Pour toute réponse, nous recevons de Tounès comme de la part des autres femmes, "Al Hamdoul Allah" : un remerciement adressé à Dieu!

J'assure moi-même la distribution d'une partie de ces épices. J'en fournis à mes anciennes collègues de bureau qui m'aident volontiers à vendre à leurs amies et leurs proches. Le reste est vendu directement à partir de la maison. Mon mari n'aime pas que j'aille au souk pour vendre, moi non plus d'ailleurs. Une seule fois mon mari a consenti d'y aller lui-même. Il a passé une matinée au marché puis il est rentré fulminant, me reprochant de lui faire faire "n'importe quoi".

Depuis qu'il est à la retraite, il a arrêté de boire, il partage son temps entre la café, où il va jouer aux cartes, et la mosquée.

Moi, par contre, depuis que je suis à la retraite, j'essaie par tous les moyens de me trouver des occupations utiles. Je voudrais tellement installer un moulin dans mon garage. Je pourrais desservir tout le quartier, mais aussi développer mon activité de préparation des épices. Le projet coûte cher, je me suis renseignée, il me faut 6 000 dinars ⁵⁴.

Pensez-vous ! J'ai rassemblé avec beaucoup de peine 125 dinars pour l'achat d'un ballot de friperie⁵⁵. Je voulais tester ce commerce. En ouvrant le ballot, je n'ai pas trouvé de belles pièces. Si j'avais acheté un ballot de premier choix, j'aurais fait un bon bénéficiaire.

Convaincue que le commerce de la friperie est malgré tout un bon créneau, Tounès accepte notre suggestion de postuler à un crédit ENDA pour acheter des ballots de premier choix et garantir de meilleures recettes. Quelques semaines plus tard, elle constitua son premier dossier et reçut un prêt de 500 dinars. Son activité marche bien et elle vient de recevoir son troisième crédit consécutif. Elle est également inscrite aux cours d'alphabétisation donnés au centre communautaire «Espace 21» que ENDA a ouvert dans le quartier pour les jeunes et les femmes.

54) Le plafond des crédits accordés par ENDA est de 2000 dinars, ce projet n'est donc pas éligible.

55) Les ballots vendus par les grossistes sont classés en catégories selon la quantité des pièces, triées et emballées en usine. Ils sont livrés complètement fermés et peuvent donc cacher des surprises. Les revendeurs, suivant leurs ballots, fixent leur prix de vente en fonction d'un deuxième tri qui tient compte de l'état de la pièce, de la mode, de la demande...

MAHBOUBA

Une enfance malheureuse

Je m'appelle Mahbouba. Je suis née à Kairouan. Ma mère est née au village d'El Ala près de Kairouan. Nous avons immigré à Tunis en 1935. Mon père, cafetier de son état, n'arrivait plus à joindre les deux bouts. On l'a conseillé "d'aller faire fortune à Tunis". Ma mère a non seulement approuvé ce départ, mais elle l'a encouragé, car elle voulait échapper à l'attitude insupportable de mes tantes qui, n'ayant pas eu d'enfants, s'immisçaient dans notre éducation et l'empêchaient totalement de s'occuper de nous et de jouir de son rôle de mère.

Mon père a d'abord travaillé comme "robba vecchia"⁵⁶, puis il a ouvert une boutique de chaussures, à côté d'un marchand de beignets. Elle existe encore, elle abrite une épicerie. C'était pendant la guerre, il y avait une pénurie de cuir. Mon père récupérait les vieux pneus, les taillait en semelles auxquelles il attachait des lacets de cuir. Il réussissait à écouler facilement les sandales ainsi obtenues.

Les choses allaient plutôt bien lorsque ma mère tomba malade, elle traîna d'hôpital en hôpital, puis mourut en me recommandant de veiller sur les enfants : une sœur et deux frères plus jeunes que moi. Me voilà responsable d'une famille. J'ai fait de mon mieux pour m'acquitter de ma tâche. Au bout de quelques temps, j'ai demandé à mon père de nous conduire ma sœur et moi à Kairouan chez ma tante. Ce n'était ni un caprice, ni une fuite devant mes responsabilités, c'était à cause de la conduite de mon père. Tous les soirs, il recevait une bande d'acolytes pour fumer le cannabis⁵⁷, pendant qu'il découpait les semelles en caoutchouc. Ces réunions se prolongeaient jusqu'au petit matin. J'ai décidé que deux fillettes de notre âge n'avaient pas leur place parmi cette bande.

56) Le mot d'origine italienne est passé à l'Arabe parlé, il désigne le marchand de bric à brac.

57) Le commerce du cannabis n'était pas prohibé, sa consommation était courante surtout en milieu urbain.

Ma tante n'a pas été mécontente de nous récupérer, elle allait pouvoir exercer sur nous l'autorité dont elle rêvait depuis toujours. Elle décida que Beya devait aller à l'école publique et que moi, Mahbouba, je devais apprendre le travail du tapis. C'est ainsi que Beya a commencé à fréquenter l'école pendant que, sous l'œil de ma tante, j'exécutais des nœuds de plus en plus serrés et des motifs de plus en plus élaborés. Lorsque ma sœur a obtenu le Certificat d'études primaires, il fallait qu'elle rentre au lycée, or le seul lycée qui existait à Kairouan était mixte⁵⁸, ma tante refusa de l'y envoyer. Elle resta à la maison.

Le tissage du tapis

Moi de mon côté, je me suis révélée bonne artisanne. Ma tante m'installa à ses côtés sur le même métier. Pendant qu'elle se consacrait entièrement au tissage, j'avais en plus la charge du ménage : le nettoyage, la vaisselle, la lessive. Je ne pouvais me mettre au tissage que vers deux heures de l'après-midi. Si bien qu'il y avait toujours un décalage dans l'avancement de l'ouvrage. Je devais alors "monter de mon côté"⁵⁹. Souvent je n'y arrivais pas avant la tombée de la nuit, je devais alors veiller et n'avais le droit de dormir qu'après avoir atteint le niveau d'avancement de ma coéquipière. Le lendemain, la bande achevée était enroulée autour de l'ensouple inférieure du métier et nous entamions la suite. Nous mettions un mois à quarante-cinq jours pour finir un tapis. Après la vente ma tante me donnait de quoi m'acheter une paire de sabots ou un tablier pour Beya. Par contre elle nous assurait le gîte et la nourriture.

Avant le tissage, voilà comment se déroulaient les phases de la préparation de la laine à Kairouan, vers les années quarante :

La laine était achetée au Souk par toison. Une fois lavée, ma tante la triait selon la couleur, elle mettait de côté la blanche qui sera utilisée telle quelle et préparait les mélanges qui permettaient d'obtenir la gamme des bruns si caractéristiques du tapis naturel de Kairouan dit "Alloucha". Le tapis de la mariée, par contre, était polychrome, on s'adressait alors aux teinturiers pour obtenir le rouge, le vert, le rose ou le bleu.

Lorsqu'approchait la haute saison touristique qui correspond d'ailleurs à la vente de la récolte de blé, la demande s'accroissait, nous faisons appel aux "Sabbahat"⁶⁰, ces femmes qui louaient leur force de travail. Elles

58) Seule les grandes villes comme Tunis, Sousse et Sfax disposaient alors de lycées de jeunes filles, étant donné le nombre réduit de filles qui poursuivaient des études au-delà du cycle primaire.

59) Mahbouba nous a expliqué que lorsque deux femmes travaillent côte à côte le partage ne se fait pas selon une ligne verticale mais suit une diagonale comme "le flanc d'une montagne".

60) Le mot vient de "Sabah" qui veut dire matin, car c'était tôt le matin qu'elles se présentaient pour travailler.

venaient le matin et tissaient jusqu'à la tombée de la nuit. On se devait de leur offrir le petit déjeuner et le déjeuner. Leur salaire était calculé soit à la tâche, soit à la journée.

C'étaient des citadines de condition modeste : des veuves ou même des jeunes filles qui cherchaient à gagner un peu d'argent. On allait la veille les réserver pour le lendemain. Ma tante avait ses "habituées" notamment une dame âgée; elle m'envoyait pour l'avertir qu'on avait besoin d'elle. Pour les travaux moins délicats comme le lavage, le cordage ou le filage de la laine, les bédouines de la tribu Zlass faisaient l'affaire.

Pour travailler à mon compte, il me fallait un métier et un capital pour l'achat de la matière première. J'ai osé une fois affronter ma tante et lui demander de me payer correctement pour le travail que je fournissais, elle est entrée dans une colère terrible et a adopté depuis une attitude encore plus sévère à mon égard. Ma grand-mère maternelle a essayé en vain de nous récupérer. Pour tenter d'acquiescer mon indépendance, j'ai essayé de travailler à l'extérieur, avec d'autres femmes. La riposte de ma tante a été rapide : ne plus prendre en charge notre nourriture. J'ai dû lui présenter mes excuses et tout a repris comme avant.

Un mariage arrangé

Les années ont passé, je ne me suis rendue compte que lorsqu'une voisine est venue demander ma main pour son fils. Ma tante a donné son consentement, mais son mari s'y opposa. "Si Mahbouba devait épouser un étranger à la famille, dit-il, il lui faut d'abord s'acquitter de huit années de pension". Ma tante en a été offusquée, elle lui rappela que j'ai toujours travaillé, tout au long de ces années. "Elle accomplissait le travail qui te revenait", "Ce n'est pas mon affaire" s'obstinait-il à répéter. Ce qu'il voulait, en fait, c'était me donner en mariage à son cousin, un homme d'un certain âge que j'appelais "Oncle Ali", un fainéant qui travaillait un jour sur six. "Il sera bien obligé de se débrouiller lorsqu'il aura fondé une famille".

Inutile de vous dire avec quelle furie je me suis opposée à ce projet. Je me suis enfermée dans la chambre trois nuits durant. Lorsqu'on défonça la porte pour me retirer, j'ai couru vers le puits pour m'y jeter et en finir. Ma tante fit venir ma grand-mère pour me faire entendre raison. Elle procéda à un véritable lavage de cerveau. "En quittant cette maison tu échapperas à cette ogresse. Tu auras un mari pour te nourrir, te protéger... Tu auras ta propre chambre, tu seras maîtresse chez toi..." Voilà le discours rabâché par grand-mère. Comme elle était la seule personne qui m'aimait sincèrement et en qui j'avais confiance, j'ai fini par céder.

Le mariage eut lieu, nous nous sommes installés dans une chambre en location, située à l'étage d'une petite maison dont le rez-de-chaussée était occupé par la propriétaire, une vieille dame. Comme poursuivie par un

mauvais sort, une semaine après le mariage, mon mari fut cloué par une sciatique. Ma pauvre grand-mère nous apportait à manger. Au bout de deux mois, j'ai décidé de reprendre le tissage. Ma grand-mère me procura un vieux métier et un peu de laine. Les voisins étaient étonnés de voir une jeune mariée reprendre si vite le travail. A Kairouan, la femme passe la première année de son mariage sans travailler. C'était le gage de son bonheur et de son bien-être ; il y allait de l'honneur de son mari qui se devait de la combler affectivement et matériellement. Je prétextais que je tissais pour passer le temps, pour me distraire.

On conseilla à mon mari de suivre une cure à la Hamma de Gabès où les eaux thermales miraculeuses guérissent tous les maux. Grand-mère nous prépara quantité de provisions alimentaires, j'ai de mon côté vendu ma "abana"⁶¹, je vous jure qu'elle était encore dans ses rubans⁶². Nous avons loué une chambre dans une pension où nous avions pour voisins une famille de Sfax. La femme me prit en amitié. Nous avons passé de bons moments ensemble. A la fin de la cure, elle a insisté pour nous donner l'hospitalité dans son "Jenen"⁶³ à Sfax où nous nous sommes arrêtés deux jours, sur le chemin du retour.

J'ai repris le tissage, mon mari a retrouvé petit à petit la santé. Un jour il est venu m'annoncer qu'il a trouvé du travail à Sousse dans le bâtiment et qu'il fallait que je l'accompagne. Ma tante lui rappela alors les clauses spéciales du contrat de mariage kairouanais qui spécifie que la Kairouanaise est exemptée de certains travaux considérés comme avilissants tels que moudre le grain ou faire cuire le pain dans la "tabouna". Elle est par ailleurs dispensée de l'obligation de suivre son mari si celui-ci quitte Kairouan. Mon mari, fort de mon consentement, n'a pas eu du mal à vaincre ma tante. Celle-ci a néanmoins exigé que je n'emporte ni meubles, ni cuivres, ni tapis, ni couvertures. Je suis partie avec un simple baluchon de linge et ma sœur Beya, ignorant ce que nous réservait le sort.

Les années de Sousse

A Sousse, nous avons été logés, par l'employeur de mon mari, dans une maison inachevée, un chantier arrêté. Le matin mon mari partait au travail en prenant le soin de nous enfermer à clé. Les voisines intriguées nous ont interpellées à partir des terrasses. Je leur ai raconté notre histoire. Constatant ma grossesse, elles se sont organisées pour nous aider. Tous les jours, elles nous faisaient descendre à l'aide d'une corde, un couffin contenant de la nourriture.

61) Couverture en laine de grande dimension.

62) Les plus belles pièces du trousseau de la mariée sont joliment enrubannées et exposées dans des corbeilles avant d'être transportées chez le futur mari.

63) Jardin avec résidence d'été, caractéristique de l'habitat sfaxien.

Le jour de l'assassinat de Farhat Hached⁶⁴, une grève générale a été décidée par la résistance tunisienne, les patrouilles de soldats français sillonnaient la ville, alors que nous étions ma sœur et moi enfermées et tremblantes de peur. L'une des voisines a demandé à son mari, qui était brigadier de police, d'intervenir pour que soit mis fin à notre séquestration. "Une jeune fille et une femme enceinte enfermées par ces temps de troubles et d'insécurité, c'est inadmissible", a-t-il dit. Il trouva mon mari, usa d'intimidation, vu son rang et le mit en garde contre ces agissements.

Depuis, je pus recevoir mes voisines, envoyer ma sœur faire tel ou tel achat. Les voisines me confiaient leurs enfants contre quelques menus cadeaux. lorsqu'elles devaient aller au bain maure ou faire des courses. Petit à petit la simple garde a donné naissance à un "dar Maallema"⁶⁵ où j'apprenais aux fillettes le tapis tandis que ma sœur les initiait à la "chebka"⁶⁶. Nos élèves payaient une petite somme d'argent laissée à la discrétion des familles, elle apportaient aussi des cadeaux en nature : des œufs, de l'huile, du sucre...

Grâce à cette activité, j'ai aménagé un tant soit peu la maison en vue de l'accouchement. J'ai préparé le trousseau du bébé, j'ai même acheté un landeau. Le jour de mon accouchement les voisines se sont chargées de tout, elle ont appelé la sage femme, apporté la "bsissa"⁶⁷, brûlé de l'encens contre le mauvais œil. Elles ont organisé un repas en commun en apportant chacune un plat. Mon fils est venu au monde dans la joie, malgré l'absence des miens dont aucune nouvelle ne me parvenait.

Un soir, nous étions sur le point de dormir, j'entendis frapper à la porte et mon mari de répondre "Nous n'avons pas de Mahbouba ici". Je me suis précipitée vers la porte, j'ai reconnu la voix de mon frère. Mon mari s'excusa de ne pas l'avoir reconnu, il l'a si peu vu. Mon frère nous raconta sa longue journée de recherche pour trouver notre trace dans une grande ville comme Sousse, il est venu de Tunis nous inviter à son mariage.

Le retour à Tunis

A Tunis, la future belle-mère de mon frère a refusé de nous recevoir "mon futur gendre n'a jamais dit avoir deux sœurs" nous a-t-elle dit. Les

64) Farhat Hached était un leader syndicaliste tué par une organisation terroriste coloniale "la main rouge" en décembre 1952, dans la banlieue de Tunis.

65) Le "dar Maallema" est une vieille institution, une sorte d'école pour fillette tenue par une femme reconnue comme bonne maîtresse de maison et habile brodeuse, tisseuse, couturière... Elle reçoit les fillettes chez elle pour leur inculquer son savoir-faire.

66) Dentelle fine qui compte parmi les travaux d'aiguille les plus difficiles.

67) Sorte de farine obtenue à partir d'orge ou de blé grillé auquel sont additionnés diverses épices. Cette poudre, mélangée à l'huile d'olive et sucrée, donne une pâte qu'on offre à ceux qui viennent féliciter à l'occasion d'une naissance.

voisins nous hébergèrent et après la fête, mon deuxième frère, attristé par l'accueil froid et l'affront que nous avons subi, me proposa de ne plus retourner à Sousse et de m'installer à Tunis. "Je pourrais t'aider et on sera enfin réunis" m'a-t-il dit. J'ai oublié de vous dire que mon père s'est remarié avec une femme de mon âge et qu'il vivait aussi dans le quartier. Mon frère me loua une chambre dans une «oukala»⁶⁸. Mon mari ne tarda pas à nous rejoindre. Il est arrivé les bras ballants sans nos affaires, même pas le landau du petit. Il s'est contenté de dire qu'il a tout vendu. Et voilà que tout recommençait : la misère, le chômage, ... Mon frère faisait de son mieux pour y pallier. Beya a été admise à l'école d'infirmières, nouvellement ouverte. Elle était pensionnaire et ne vivait plus avec nous. Mon frère, qui espérait tant nous voir réunies a été appelé à partir. En effet, son patron, un juif tunisien, venait de s'expatrier en France. Il lui a envoyé un contrat de travail et lui a demandé de le rejoindre. C'était au lendemain de l'Indépendance, en 1960, juste à la naissance de ma fille.

Mahbouba, employée de maison

Retrouvée seule, sans soutien, avec en plus les études de Beya à payer, je me suis mise à chercher du travail. Le "chef du quartier" m'a proposé un emploi comme femme de ménage, chez une famille. J'ai installé une planche en travers de la porte de ma chambre pour empêcher mon fils de sortir et d'aller dans la cour commune de l'oukala. Il y avait toujours une voisine pour surveiller ma fille qui n'avait que quelques mois.

La maîtresse de maison, que Dieu ait son âme, était une femme bonne, généreuse et d'une grande sensibilité. Mon travail était apprécié. Un jour, alors que j'étais en train de vaquer à mes occupations, sans me rendre compte du suintement du lait de ma poitrine, deux tâches énormes souillaient ma robe. Ma patronne s'écria "Mais... Mahbouba... tu allaites... que fais-tu de ton bébé ?". J'ai éclaté en sanglots puis je lui ai avoué que j'avais deux enfants que je laissais seuls dans la chambre de l'oukala. "Demain tu viendras avec les deux petits" m'a-t-elle ordonné. Elle me donna une vieille poussette et prépara dans une pièce un coin pour mes enfants. Comme elle avait elle-même un bébé, je lui ai demandé l'autorisation de l'allaiter, elle accepta. Aujourd'hui "ce fils" est un bel homme, il tient un café au centre-ville.

Toujours soucieuse de m'aider, ma patronne m'a permis d'avoir un horaire souple afin de pouvoir travailler à l'heure dans d'autres maisons. Il y avait deux ou trois familles italiennes qui faisaient appel à moi.

⁶⁸) Oukala: ancienne demeure dans la médina louée par pièce à plusieurs familles pauvres qui partageant les services communs (cuisine et toilette).

J'ai constaté un jour un début de grossesse. Il n'y avait pas alors de moyens de contrôle des naissances ni les facilités actuelles de l'avortement. J'ai pris un médicament réputé efficace pour l'arrêt des grossesses. Le résultat fut un "enflement de l'ovaire" et des douleurs atroces. J'ai dû être hospitalisée d'urgence. J'ai passé vingt-cinq jours à l'hôpital. Ma fille a été sevrée par les voisines qui l'ont nourrie de biscuit trempé dans du lait.

A la sortie de l'hôpital, il n'était plus question pour moi d'accomplir les grands travaux de ménage. Heureusement, la fin des études de Beya est arrivé à point. Elle a obtenu le diplôme d'infirmière et un poste à Babouch à l'extrême Nord-Ouest du pays. Mon frère aîné s'est farouchement opposé à son départ. Une jeune fille qui s'installe seule, fût-ce pour les besoins du travail, ce n'était pas encore admis. Avec la complicité de mon père, nous avons décidé de passer outre. Au bout de onze mois, Beya reçut ses premiers émoluments. Depuis, tous les fins de mois, elle me faisait parvenir un petit mandat.

Mahbouba, «blanchisseuse»

Entre-temps, j'ai eu un troisième enfant, une fille, il me fallait trouver une activité rémunérée, sans quitter la maison. Je me suis improvisée blanchisseuse. J'ai contacté quelques célibataires habitant seuls à Tunis : des commerçants en épices venus du Cap Bon, des étudiants de la Grande Mosquée... J'allais récupérer les baluchons de vêtements sales, je les lavais, je recousais un bouton, raccommodais une déchirure, pliais soigneusement les pièces. Je recevais un à deux dinars. Je passais par le marché, achetais les provisions puis rentrais à la maison où m'attendais le ménage et tout le reste, pendant que mon mari passait ses journées à dormir ou à vadrouiller.

La démolition du quartier et le relogement

Un jour, c'était peut être en 1962, le quartier fut bouleversé par une nouvelle terrible : la municipalité a décidé de raser notre quartier pour en reconstruire un nouveau. Nous étions sommés de vider les lieux. Chaque famille reçut trente dinars d'indemnité d'éviction, à charge pour elle de se débrouiller un logement ailleurs. Mes voisines et moi avons décidé d'organiser ensemble la recherche. Chacune essayait de trouver une maison suffisamment grande pour abriter les quatre familles qui cohabitaient. C'était Habiba qui avait trouvé cette maison en plein cœur des souks. Les pièces de l'étage étaient mieux éclairées et en meilleur état. L'une d'elles était occupée par une famille italienne qui était sur le point de quitter définitivement la Tunisie. Je savais qu'en choisissant l'étage, je pouvais bénéficier, à brève échéance, d'un logement presque indépendant. Or Habiba qui avait "déniché" la maison, le voulait aussi. Je l'ai convaincue en lui

expliquant que ma sœur, étant fonctionnaire, était appelée à recevoir ses collègues... il nous fallait donc un espace agréable et bien meublé. Malgré l'accord de Habiba, son mari a exigé une sorte de pas de porte, j'ai dû payer mille huit cents dinars.

J'ai continué à laver le linge des célibataires, je gagnais bien ma vie, j'arrivais à mettre un peu d'argent de côté sans jamais priver mes enfants ; je leur achetais les vêtements neufs pour les fêtes, de temps en temps du poisson, de la viande...

Le commerce à la valise

Il y a eu un heureux concours de circonstances. C'était le métier d'un voisin qui venait de s'installer avec sa famille dans une pièce, au rez de chaussée. Sa femme a accouché et j'ai dû aller, par devoir de voisinage, l'aider tous les matins. Le mari m'a alors proposé de travailler avec lui et de vendre aux femmes à domicile quelques effets. J'ai accepté à titre d'essai. Il m'a confié deux coupons de tissu que j'ai vendu le jour même, à une voisine, sans avoir à quitter le quartier ; j'ai gagné dix dinars de commission, ce qui était une somme rondelette relativement à ce que je gagnais en faisant les lessives.

C'était, d'ailleurs, une curieuse coïncidence car ma grand-mère était "dallala" à Kairouan. Elle prenait, chez les femmes de la bourgeoisie, les toilettes et les bijoux dont elles ne voulaient plus et allait les vendre à d'autres femmes. Elle recevait en plus d'une commission, des cadeaux en nature et notamment des denrées alimentaires. Pauvre grand-mère, c'était à moi qu'elle "refilait" tout... que Dieu ait son âme.

Mon "employeur" me confiait de plus en plus d'effets à vendre, il appréciait mon habileté dans le commerce et mon honnêteté.

A propos des risques du métier...

J'avais, une fois, un grand sac plein de pantoufles importées de Libye. Je l'ai déposé sous la tente d'un marchand ambulant que je connaissais. C'était à la Hafsia, avant la reconstruction du quartier. J'ai pris deux ou trois échantillons et j'ai fait le tour des souks pour prendre les "commandes". Les commerçants avaient retenu qui une douzaine de paires qui deux douzaines. Je suis retournée pour récupérer mon sac et pendant que je le tirais vers la sortie, trois hommes sont rentrés sous la tente : c'étaient les contrôleurs du fisc. Ils confisquèrent tout ce qui était sans quittance en bonne et due forme. Inutile de vous dire qu'après leur passage, la tente est restée vide. J'ai remercié Dieu de m'avoir épargné.

Malheureusement, on ne peut pas toujours se tirer à bon compte. J'ai eu aussi affaire à la police. Un jour mon employeur a importé des chaînes en or avec un médaillon gravé du nom d'Allah. Il me confia douze

pièces. Le commerce de l'or étant prohibé, il fût arrêté et conduit au poste de police. Là, il n'a pas trouvé mieux que de me dénoncer. En rentrant à la maison, à la tombée de la nuit, j'ai été accueillie par ma voisine, la femme de mon employeur, qui m'annonça en pleurant que deux agents de police sont venus fouiller chez elle de fond en comble. Ils n'ont pu faire de même chez moi car j'étais absente et ma chambre était fermée, mais qu'ils me sommaient de me rendre au poste le lendemain, à la première heure.

J'ai passé une nuit blanche, je pleurais et suppliais mes voisines de prendre soin de mes enfants et surtout de Radhia qui n'avait que quelques mois. J'acceptais l'idée d'aller en prison pour avoir essayé de gagner ma vie, mais il m'était insupportable d'imaginer mon bébé avec moi là-bas. Le matin, arrivée au poste, je tremblais de peur. J'avoue que les agents de l'ordre ont été plus que corrects à mon égard. J'ai passé la journée en interrogatoire, attente, ré-interrogatoire. Le soir, je fus autorisée à rentrer chez moi. Après un mois entier de "tracasseries", j'ai payé soixante dinars d'amende et l'affaire fut classée.

Cette mésaventure m'a servi de leçon, elle m'a ouvert les yeux sur la lâcheté de mon associé qui m'a littéralement "vendue" à la police. J'ai décidé de voler de mes propres ailes et de travailler seule. J'ai demandé et obtenu mon passeport. Ma première destination fut la Libye en compagnie de quelques voisins qui avaient l'habitude de ce genre d'expéditions. Par la suite, je me faisais accompagner par mon fils, le temps de me roder puis j'ai commencé à voyager seule. J'ai diversifié mes destinations : le Maroc, l'Italie, l'Algérie. Je faisais deux à trois déplacements par an. Je ramenaient les trousseaux de mariage, c'est-à-dire du linge de maison, de la lingerie, de la porcelaine, des lustres, de l'électroménager, des vêtements, des chaussures... Parfois mes clients me réclamaient des articles bien définis mais souvent je faisais confiance à mon goût et à mon intuition pour "importer" les articles qui ont le plus de chance de plaire. J'ai gagné pas mal, Dieu merci. J'ai amélioré ma situation et j'ai ouvert un compte en banque dans le but d'acheter une maison. Je ne savais pas où ni comment.

L'acquisition d'une maison

Un jour ma sœur a vu sur le journal, l'annonce d'un programme de logements, lancé par la SNIT (Société Nationale Immobilière de Tunisie). Il fallait payer une avance de cinq cent quarante dinars et attendre la fin du chantier. Je me suis inscrite, la remise des clés eut lieu trois ans plus tard. On nous a réclamé le paiement d'une deuxième tranche de huit cents dinars, plusieurs candidats se sont désistés car cette somme n'était pas prévue dans le contrat initial qui stipulait le paiement par mensualité sur quinze ans. Personnellement, grâce à mon travail, j'avais de quoi faire face à cet imprévu. J'ai donc reçu une petite villa, à Hay Et Tahrir, comportant

un rez- de- chaussé de trois pièces, sans mur de clôture. J'ai fait construire la clôture et un garage. Je ne voulais pas quitter ma maison située en plein cœur de la Médina, proche du centre-ville, de mes fournisseurs et de mes clients et dont le loyer est modique. D'un autre côté je ne pouvais pas louer ma nouvelle maison tant qu'elle n'était pas entièrement payée. J'ai décidé alors d'y installer ma fille Radhia, qui venait de se marier.

Quatre années plus tard, j'avais amassé un petit pécule que j'ai décidé d'investir dans la construction d'un étage pour agrandir ma maison. La municipalité m'a refusé le permis de construire car je ne disposais pas encore d'un titre de propriété. Pour l'avoir il me fallait payer totalement le logement. Qu'à cela ne tienne ! J'ai versé huit cent cinquante dinars et confié le chantier à un entrepreneur. Les travaux se sont élevés à vingt-trois mille dinars. Je dispose aujourd'hui d'une maison composée de quatre appartements indépendants, trois sont loués et le quatrième est occupé par mon fils marié et père de famille.

Le bilan d'une vie

Maintenant je ne peux plus voyager, je n'ai plus la force. Tous les articles que vous voyez ici, me sont confiés par les commerçants à la valise de la Médina. Ils me connaissent tous et m'estiment beaucoup. "Prends tout ce que tu veux comme marchandise", me disent-ils, "tu paieras ce que tu auras vendu et tu restitueras le reste". Je continue comme auparavant à vendre à crédit. C'est ma fille qui tient les comptes car je n'ai plus de mémoire. Ma fille marque tout sur un carnet, c'est elle qui fait le tour des clients qui ne se présentent pas à chaque fin de mois pour payer leur dette.

J'avoue que ce métier m'a beaucoup apporté, il m'a permis de découvrir des pays étrangers, de faire la connaissance d'hommes et de femmes qui sont devenus de véritables amis. Grâce à ce métier, je possède aujourd'hui un capital immobilier qui me rapporte un loyer. Je peux dire que je me sens à l'abri de la misère, Dieu merci.

ALIA

Origines et formation

Je m'appelle Alia. Je suis née le 8 Mars 1958 à Saouaf où ma famille a ses racines depuis plusieurs siècles. Ma mère est également de la région. J'ai trois sœurs et un frère qui est professeur. Ils sont tous mariés. Mon père possède de vastes terres qu'il exploite directement.

J'ai fait mes études primaires à l'école du village, puis je suis passée au lycée mixte du Fahs où j'étais pensionnaire. Je ne rentrais à la maison qu'un week-end sur deux.

Quitter la maison et fréquenter un lycée mixte pour une fille n'était pas courant durant les années soixante-dix, dans un petit village comme Saouaf. C'était grâce à mon père qui est un homme ouvert et éclairé. Il est pour l'éducation des filles bien qu'hostile à leur intégration dans la fonction publique. J'avoue qu'il n'a jamais lésiné sur les dépenses pour notre instruction. Si mes sœurs n'ont pas poursuivi des études secondaires, c'est parce qu'elles n'ont pas voulu le faire.

Dans mon lycée du Fahs, l'enseignement s'arrêtait au premier cycle. Les élèves qui voulaient poursuivre au-delà devaient se rendre dans une grande ville. J'ai été orientée vers l'école de La Soukra pour suivre la branche agricole. Au moment de m'inscrire dans cet établissement, il n'y avait plus de place pour moi à l'internat. J'aurais pu habiter chez quelques parents ou amis de la famille, mais mon père a refusé catégoriquement cette possibilité. Je me suis résignée à rester à la maison.

Mon frère, qui était alors étudiant à l'Université de Tunis, a appris l'existence de l'École professionnelle de filles de Hay Ezzouhour et qui, par chance, disposait d'un pensionnat. C'était une école modèle nouvellement créée où l'enseignement était solide. En plus des matières classiques et des branches traditionnellement enseignées aux filles comme la couture, la broderie et la cuisine, ce centre a programmé des branches nouvelles comme la coiffure, le jardinage ou la photographie. Les études duraient trois années. J'ai donc profité de cette chance et suivi ce cycle de formation. A ma sortie de cette école, j'aurais voulu entrer dans l'ensei-

nement mais mon père a refusé. "Si tu t'engages dans cette voie, m'a-t-il dit, tu peux être nommée à n'importe quel coin du pays... il n'en est pas question". J'ai gardé la maison, mais je n'ai pas attendu longtemps avant d'être mariée.

Le mariage

Mon mari est originaire de Sidi Bouzid. Il a été affecté, en tant que fonctionnaire, à la prison de Saouaf. Il a fait la connaissance de mon frère au point d'être introduit à la maison. Il faut dire que mon père a un sens aigu de l'hospitalité et puis en tant que l'une des grandes familles de la région, nous recevons souvent. Mon futur mari m'a aperçue quelques fois. Un jour il a fait part à mon frère de son intention de demander ma main, espérant qu'il intercéderait en sa faveur auprès de mon père. Mais mon frère n'aurait jamais osé le faire, il en confia le soin à ma mère. Un conseil de famille a été convoqué et après examen de la demande, mon père envoya ma mère me consulter pour avoir mon avis, comme l'exige la tradition islamique. Ne connaissant pas ce prétendant, j'ai fait confiance au jugement de mon frère, qui était éduqué et avait de l'expérience. Il m'a assuré que les gens du Sud sont braves et qu'en acceptant cette demande, je n'aurais pas à le regretter. J'ai donné mon consentement et je me suis mariée. C'était en 1976, j'avais alors 18 ans.

J'ai suivi mon mari dans ses déplacements de Sidi Bouzid à Gabès avant de nous installer définitivement à Saouaf où il a obtenu un poste grâce à des interventions. Après le mariage, mon mari a refusé que je travaille, malgré quelques propositions intéressantes. A Gabès, par exemple, son cousin qui était ingénieur dans un atelier de diamants m'a proposé un emploi que j'ai dû refuser. Lorsque nous nous sommes installés ici, Monsieur le Délégué de Nadhour (à l'époque il n'y avait pas de Délégation à Saouaf) nous a convoqué mon mari et moi, pour me proposer un poste administratif au sein de la Délégation, vu que j'étais parmi les rares filles de la région à posséder des diplômes. Mon mari a décliné l'offre en disant que je pouvais toujours aider dans le cadre des activités bénévoles.

L'entrée dans la vie publique

Lorsque s'est posé le problème de la création d'une section de l'UNFT⁶⁹ à Saouaf, une responsable du Bureau exécutif de l'Union est venue repérer les potentialités féminines de la région. Elle a rendu visite au Délégué puis au Centre de formation professionnelle du programme de développement de la femme rurale... Tout le monde s'accorda pour me confier cette responsabilité. Le Délégué m'en a fait la proposition, j'ai accepté, sachant

69) UNFT: Union Nationale de la Femme Tunisienne.

que mon mari n'y voyait pas d'inconvénients, dans la mesure où il s'agissait d'un travail bénévole, sans contrainte d'horaire. Je pouvais même à partir de chez moi régler les problèmes de la section. Je suis présidente de la section de Saouaf depuis que Madame M'Zali était à la tête de l'Union.

Un travail de fond mené avec les femmes

Je mène avant tout un travail d'information et de sensibilisation de la femme aux problèmes qui la touchent de près comme l'hygiène et la santé notamment les maladies des yeux, la vaccination des enfants. Nous organisons des campagnes de propreté avec les écoles ou les habitants. Nous incitons à l'instruction des filles en veillant à leur inscription à temps dans les écoles. Nous avons également des actions de bienfaisance comme la circoncision de garçonnets issus de familles nécessiteuses. D'une manière générale, nous aidons le "Omda"⁷⁰ et le Délégué dans leur travail, en assurant la participation de la femme à toutes les manifestations et les cérémonies politiques ou religieuses.

J'allais voir les femmes chez elles. J'organisais des réunions même dans les localités les plus reculées comme Zguidane, Dghim, El Kadhra... Je n'oublierai jamais le retour de Douar El Hadj Amor après une réunion, en pleine nuit, par les pistes, sous les aboiements des chiens. Pendant ces réunions, nous examinons les doléances des femmes et leurs problèmes dont je fais un compte rendu écrit à la Déléguée régionale de l'UNFT ainsi qu'aux autorités afin que la voix de ces femmes parvienne jusqu'au Gouverneur qui d'ailleurs n'a jamais manqué d'en tenir compte.

Je peux vous assurer que les femmes de Saouaf ont évolué d'une manière spectaculaire. Avant, lorsqu'elles se trouvaient au seuil de leur maison et qu'elles voyaient s'approcher un passant, elles se dépêchaient de fermer la porte et de se cacher derrière. Petit à petit, avec beaucoup de patience et de persuasion, j'ai réussi à les faire sortir de chez elles et à les faire participer à des manifestations publiques, d'abord entre femmes et puis mixtes. Les maris ne voyaient pas d'un bon œil mon action. Ils manifestaient leur désapprobation en disant "De quel droit Alia s'infiltré dans notre vie privée... nos femmes sortent le soir pour voir des projections de films, laissent les enfants pour participer à des excursions...".

En effet, j'organise des projections de films parce que les femmes d'ici n'ont jamais l'occasion d'aller au cinéma. Quant aux excursions elles leur permettent de voir du pays et de se détendre ; nous sommes allées plusieurs fois à Korbous et à la foire de Nabeul. Plus d'un mari n'a jamais mis les pieds dans ces villes. Forcément, ils sont jaloux.

Constatant que les femmes se sentaient très gênées lorsqu'il fallait

70) Omda: chef de quartier.

chanter l'hymne national pour la simple raison qu'elles ne l'ont jamais appris, je leur ai proposé de le faire. Près d'une centaine de femmes se sont présentées. Nous avons mis le temps qu'il fallait, mais le jour où l'occasion s'est présentée, elles ont entonné l'hymne, dans une parfaite harmonie. Les hommes en sont restés estomaqués.

Parmi les actions qui ont eu beaucoup de succès se trouve le programme d'alphabétisation. Le règlement limite l'âge des candidates entre 30 et 35 ans, moi je les recevais à tout âge, de la fillette de 7, 8 ans qui a été exclue de l'école à la vieille de 70 ans. Les femmes venaient de 15 à 16 km à la ronde. Nous avions une grande salle à notre disposition. C'était moi-même qui donnais les leçons. J'essayais de créer une ambiance détendue et familiale. Il y avait toujours, dans un coin de la salle, le «canoun» sur lequel bouillait la théière. Le résultat a été spectaculaire. Très vite ces «élèves» ont acquis des rudiments de lecture, d'écriture et de calcul. Elles étaient fières d'écrire leur nom ou d'identifier le contenu d'une boîte de conserve sans le recours à l'image. Elles arrivaient à distinguer une boîte de tomate, d'une boîte de confiture ou d'harissa.

Mes activités sont très diversifiées parce que je suis membre dans plusieurs comités où je peux agir pour le bien de la femme. En tant que membre du Comité de la mosquée, Comité qui veille à la gestion et à l'entretien des lieux de culte, j'ai exigé la création d'une «maksoura»⁷¹ pour les femmes. Cette idée a rencontré l'opposition de certains membres du Comité, prétextant que la femme de Saouaf n'a jamais fréquenté la mosquée et qu'elle n'y viendrait pas, même en ayant une «maksoura» à sa disposition. J'ai tenu bon et, depuis cet aménagement, tous les vendredis les femmes de Saouaf et moi à leur tête allons faire la prière à la mosquée.

Par ailleurs, avant même la création des Comités de quartier, j'ai organisé une campagne de propreté qui a mobilisé près de 80 femmes, munies de balais et de brouettes. Elle se sont réparties sur l'ensemble de la région et l'ont nettoyée sous le regard des hommes qui commentaient en disant : «À force d'écouter Alia, nos femmes ont totalement perdu la tête». Par contre, le Délégué de Nadhour n'a pas manqué de nous manifester son admiration. Maintenant que je suis présidente du Comité du quartier de Hay El Intilaka, je mène plus souvent des campagnes de propreté ainsi que des campagnes de plantation d'arbres avec les femmes.

C'est le Délégué qui m'a désignée à la tête de ce comité. Vous savez, c'est lui qui est le plus à même de déceler les compétences et les personnes capables de faire réussir ce projet.

71) Maksoura: une partie isolée du reste de la salle de prière par un claustra généralement en bois, réservée aux femmes.

Un entourage familial favorable

Dans le cadre du secteur de l'UNFT, j'ai une réunion par quinzaine mais des problèmes à régler tous les jours et à tout moment. Par ailleurs, comme je viens de vous le dire, je suis membre du Comité de quartier, du Comité de la mosquée, du Comité du Festival de Saouaf, du Comité de maintenance des écoles, du Comité rural qui a les prérogatives de la municipalité dans les zones qui en sont dépourvues... Il m'arrive d'avoir deux à trois réunions par jour. Mon mari me soutient et m'encourage dans mes activités. J'ai toujours eu une aide ménagère pour s'occuper de la maison. J'ai la chance d'avoir deux sœurs mariées qui habitent tout près de chez moi. Elles m'adorent car je suis la plus jeune. Ce sont elles qui surveillent mes trois enfants qui ont respectivement 12, 10 et 6 ans. Elles sont toujours présentes lorsque mon mari rentre et que je ne suis pas encore à la maison.

Toutes mes activités sont bénévoles. Je peux vous assurer que je contribue de ma poche pour faire aboutir un projet et garantir le succès d'une action et je le fais de bon cœur. Vous pouvez vous renseigner, tout le monde vous le dira.

Politique et rapports homme/femme

La plupart du temps je suis la seule femme qui assiste à ces réunions. Au début je me sentais un peu intimidée mais maintenant j'oublie que je suis femme parmi des hommes. Je n'ai aucun complexe. Tout se passe normalement. Pourquoi avoir honte... nous discutons de sujets d'utilité publique... J'avoue que les responsables font tout pour me mettre à l'aise, ils m'encouragent et suscitent ma participation en me disant : «Alors, quel est le point de vue de la femme sur cette question ?» Après 15 ans d'expérience, je n'ai plus de problèmes pour prendre la parole en public et exprimer mon opinion.

J'ai cependant vécu des situations où le poids des hommes était tellement fort au point de me sentir dépassée et de souhaiter avoir beaucoup de femmes avec moi pour me soutenir. J'ai vécu une expérience douloureuse que je ne suis pas prête d'oublier. C'était pendant les élections de la cellule du Parti. J'étais la seule femme à me présenter, il m'a semblé que j'avais l'appui de tout le monde, mais je me suis trompée ! Voilà comment les jeux ont été menés. Il y avait deux cliques rivales, chaque groupe recherchait mon ralliement parce que je pouvais lui apporter les voix des femmes. Au début je voulais garder ma neutralité mais j'ai cédé devant la pression et j'ai choisi un clan en fonction de mes relations personnelles avec certaines personnes âgées et anciennes dans le champ politique,... ils m'ont inspiré confiance. En fait, ce groupe m'a utilisée et au moment crucial, il m'a lâchée car je risquais d'avoir le maximum de voix et de

prétendre, disait-il, à la présidence. Les femmes n'étant pas lettrées pour la plupart, devaient en principe être aidées par des personnes qui souvent se substituent à elles et choisissent en fonction de leurs propres intérêts. Il est évident que le groupe adverse ne pouvait pas me donner ses voix. C'était ainsi que je ne suis pas passée aux élections alors que j'avais de mon côté toutes les chances. Je reconnais avoir commis une faute politique car je ne connaissais pas suffisamment le monde des hommes et les intrigues pour le pouvoir.

Pour les élections du Bureau de la Fédération on a également insisté pour que je me présente. Je l'ai fait et j'ai essuyé un deuxième échec. Mais cette deuxième fois j'étais tout près du but, il me manquait trois voix pour passer malgré les 14 bulletins annulés pour des raisons pas très claires d'ailleurs. Je suis sûre qu'avec ces 14 bulletins je serais passée. Bref, c'est pour vous dire que souvent on demande à la femme de se présenter pour avoir des listes mixtes parce que ce choix est imposé, mais au fond d'eux-mêmes certains de nos hommes ne sont pas très convaincus de la valeur et des compétences de la femme.

L' "Imada" ou les ambitions légitimes

Il y aura d'ici peu une vacance puisque le "Omda" actuel est sur le point de partir à la retraite. Je sais que je suis capable de mener à bien cette tâche et les responsables régionaux le savent également. Je connais parfaitement tous les habitants un à un. J'ai de très bons rapports aussi bien avec les femmes qu'avec les hommes. Je me suis formée politiquement à force d'assister aux réunions. Quant à l'aspect administratif du "Omda", il est relativement simple : délivrer des certificats, je saurai le faire.

Je remplis toutes les conditions : l'âge entre 30 et 40 ans, le niveau d'instruction, les activités politiques et le rayonnement dans la région, de surcroît mon mari est lui-même fonctionnaire au Ministère de l'intérieur et agent de sécurité dans la région.

Il y a environ 10 candidatures et la mienne. Le choix se fera au vu des dossiers et selon l'avis des autorités compétentes. Le Délégué précédant, aujourd'hui muté au Kef, était très chaud pour ma nomination, il me l'a dit après son départ : "D'abord parce que tu remplis toutes les conditions, m'a-t-il dit, et puis je voulais le faire pour l'histoire, pour démontrer à tous que le monde rural, tout aussi bien que le monde urbain, est capable de fournir des femmes cadres".

Nous saurons le résultat au mois de Décembre. D'ici là, chaque candidat essaie de chercher des appuis, de prendre des contacts, ce qui est tout à fait naturel et légitime. Personnellement, je suis très touchée par la sympathie des citoyens hommes et femmes qui m'ont souvent répété que si le poste était affecté par élections ils m'auraient tous choisie.

Le travail à la tête de la «imada» de Saouaf El Gharbi est à ma portée. L' "Omda" a un rôle administratif qui consiste à délivrer des certificats de naissance, de vic, de nationalité, de décès... aux citoyens lorsqu'ils se présentent à lui. Il peut se déplacer sur le terrain pour des constats dans des occasions, heureusement très rares, comme un meurtre ou un incendie. Le deuxième aspect de son travail est d'écouter les citoyens et d'identifier leurs problèmes, telles que l'amélioration de l'habitat, les aides aux nécessiteux. J'ai l'habitude de traiter ces cas dans le cadre de l'UNFT.

Ni le "Omda", ni l'UNFT ne disposent de moyens pour répondre à ces demandes, les deux en réfèrent au Délégué qui a le pouvoir de décision. La seule différence entre les deux institutions réside dans le statut, à l'UNFT le travail est volontaire et bénévole alors que le "Omda" est un fonctionnaire payé par l'Etat.

Une femme entrepreneur avertie

J'ai ouvert un café après une longue histoire qui a commencé lorsque j'ai incité mon mari à demander sa mutation de Gabès à Saouaf dans l'intention de m'y installer définitivement et d'y construire notre avenir. Le Conseil du Gouvernorat affectait des terrains aux citoyens à 200 millimes le mètre carré. J'ai fait une demande d'acquisition d'un lot en tant que citoyenne originaire de la région, mais je n'ai pas obtenu de réponse favorable, peut-être parce que mon mari n'est pas originaire de Saouaf ? J'ai alors acheté 700 mètres carrés pour 3000 dinars ce qui était pour l'époque considéré comme très cher. J'ai commencé la construction d'une villa mais très vite j'ai entamé la construction d'un café.

L'idée m'est venue d'abord parce que l'emplacement du terrain contigu à ma villa est idéal, il est situé en hauteur et domine la route. Puis sur le plan socio-culturel je trouvais le village mort. Un espace de rencontre, de détente et de loisir pour la jeunesse et les habitants me semblait une nécessité et une urgence. J'ai occupé ce terrain et commencé à réaliser mon projet. C'est alors que les petits responsables locaux m'ont déclaré une véritable guerre. Tous les mercredis, pendant les réunions hebdomadaires de la Commission, qui réunissait les représentants régionaux de plusieurs ministères : l'équipement, l'agriculture... mon cas était examiné et ré-examiné. Les uns proposaient la démolition du café, les autres celle de la villa, les moins défavorables préconisaient la condamnation de la façade du café en programmant des constructions sur la place qui le précède. Les vraies raisons qui animaient les membres de cette commission "technique" n'avaient rien à voir avec l'utilité publique. Je les dérangeais parce que je suis très active et je ne correspond pas à l'image qu'ils se faisaient de la femme. Le projet du café est à mon nom car mon mari n'a pas le droit, en tant que fonctionnaire, d'exercer une activité économique. Par

ailleurs en tant que présidente du secteur de l'UNFT de Saouaf, je suis partout. Je m'occupe de tout ce qui touche à la femme de l'alphabétisation à la formation professionnelle... Ils disaient "cette femme est une calamité, elle est venue perturber l'ordre du village. Elle construit sur un terrain qui ne lui appartient pas. Elle va gérer un café. Elles réunit les femmes, s'occupe de chez elle..."

J'assurais moi-même le contrôle du chantier. Mon mari a été, entre temps, muté à Grombalia. J'habitais un logement de fonction dans la zone réservée aux agents du service pénitentiaire à environ un kilomètre d'ici. Tôt le matin, qu'il pleuve ou qu'il fasse un vent glacial, je prenais ce qu'il me fallait pour la journée, mettais mon bébé dans la poussette et me dirigeais vers le chantier. A partir de là, je contrôlais les ouvriers, résolvais les problèmes des femmes qui venaient me trouver, assistais aux multiples réunions et ne retournais à la maison qu'à la tombée de la nuit.

Un jour, alors que j'étais sur le chantier, comme d'habitude j'ai vu venir la Garde Nationale avec un trax pour démolir les poteaux du café qui venaient à peine d'être édifiés. Je les ai arrêtés et j'ai été voir le Gouverneur pour lui exposer le problème. Celui-ci effectua une visite sur les lieux pour bien prendre connaissance de la situation avant de statuer. Puis il convoqua les responsables de l'aménagement et leur posa une seule question : "Quels sont vos projets pour cette place ?" leur dit-il. "Construire une mosquée et un poste de police" leur répondirent-ils. Sa réponse fut claire : "La mosquée existante est loin d'être saturée et la Garde nationale remplit pleinement son rôle, il n'y a point besoin ni d'une deuxième mosquée, ni d'un poste de police. Pourquoi donc entraver les projets de cette femme pleine de bonne volonté et de dynamisme. Elle a réussi à attirer son mari vers la région et a mis son argent au profit de l'amélioration du village et de son animation, laissez la donc poursuivre son œuvre. Elle a de l'ambition et veut arriver, elle veut devenir une femme d'affaires. Elle a certes construit sur un terrain qui ne lui appartient pas. Nous allons régulariser cette situation en lui vendant la parcelle qu'elle occupe et en lui établissant un contrat en règle". Il ordonna par ailleurs l'aménagement de la place se trouvant devant mon café en espace vert et lui donna le nom de "Place du 7 novembre".

Petit à petit le café fut achevé. J'ai obtenu l'autorisation grâce à mes relations avec les responsables qui me respectent et apprécient mon travail. Aujourd'hui le café fonctionne avec un gérant payé au mois. La zone étant restreinte, la clientèle est réduite. Je pense que c'est un investissement à long terme. Cependant depuis son inauguration en 1987, je participe à toutes les festivités et tous les festivals par les rafraîchissements. Vous pouvez dire que c'est le café du Parti.



Zohra mène un commerce florissant avec son étal de vaisselle au marché de Intilaka.



Jamila a connu de graves difficultés au cours de sa vie; elle continue de faire vivre ses enfants grâce à sa petite épicerie.



Au marché de Intilaka, M'hennia et sa sœur Zakia vivent de la vente des produits de vêtements d'occasion (friperie), un commerce qui marche bien.



Safia, la seule photographe femme de son quartier, est installée dans une rue passante d'Ettadhamen. Grâce à son dynamisme, elle a obtenu un prêt d'ENDA, qu'elle a utilisé pour acheter un développeur.

A côté du café j'ai ouvert un restaurant. Dans tout le village on ne trouvait même pas un marchand de casse-croûte. Les visiteurs qui se rendent à la prison passaient leur journée "jetés" dans la station de bus, aucun lieu d'accueil ne leur était offert. Parmi nos clients je vise aussi les fonctionnaires de la prison, les enseignants et les élèves du lycée. J'ai recruté une cuisinière permanente qui se fait aider par un ou deux garçons. Nous servons à peine une quinzaine de repas par jour en moyenne. Les habitants n'ont pas les moyens de manger au restaurant. C'est une région agricole où certes la bonne terre ne manque pas, mais elle est passée des mains des colons au Service des terres domaniales. Les agriculteurs de la région ne disposent que de petits lopins résiduels de mauvaise qualité. Ils pratiquent la culture céréalière et commencent à peine la culture irriguée surtout à Jekhaffa et Sidi Mansour. Notons qu'il y a aussi un début de redistribution des terres domaniales aux agriculteurs privés. Avant, il y avait une usine de verre, mais elle a fermé ses portes. Les locaux ont été annexés à la prison. Les citoyens revendiquent des usines pour avoir de l'emploi.

J'essaie d'adapter mes projets à cette clientèle. C'est ainsi que j'ai installé une petite pompe à essence, non pas tellement pour les voitures, il en passe si peu par ici, mais surtout pour les usagers de mobylettes. J'ai fait venir les bouteilles de gaz butane pour faciliter la tâche des femmes et les inciter à utiliser la cuisinière à gaz. J'ai ouvert un atelier de couture et de broderie, tenu par une jeune fille d'ici, elle fait des recherches pour adapter les tissus et la broderie traditionnels à des besoins modernes. Ce petit complexe a été complété par une pâtisserie qui vend des glaces et des friandises.

Après l'entretien, Alia nous fait visiter ces locaux qui dominent la place et l'animent. Grâce à cette femme dynamique Saouaf se forge une urbanité en même temps que ses femmes une dignité.

Les élections ont eu lieu et Alia n'a toujours pas réussi à dépasser les obstacles érigés contre elle par certains de ses collègues hommes, mais elle nous avait prévenues qu'elle continuerait le combat jusqu'au bout en se présentant autant de fois qu'il faudrait pour ce poste jusqu'à la réussite.

H'DOUD

Je m'appelle H'doud. Mes parents sont cousins germains. Nous sommes originaires de Zaghouan où je suis née en 1945. Je dois mon nom à mon lieu de naissance⁷². Je suis venue au monde quelque part sur la frontière algéro-tunisienne où se sont réfugiés mes parents, fuyant la guerre.

A l'âge de quinze ans, j'ai vu arriver à la maison mon oncle maternel qui habitait La Manouba et dont les visites étaient plutôt rares. Il était accompagné de l'un de ses amis, qui n'était autre que le père de mon futur époux, venu demander ma main. Je me suis mariée à un homme de vingt-quatre ans mon aîné et je suis venue habiter cette zone qui était alors une immense propriété agricole avec quelques gourbis.

Après sept années de mariage, j'ai mis au monde une fille, morte en bas âge, puis j'ai eu cinq enfants : deux garçons et trois filles. L'aînée est mariée, elle est mère de trois enfants et vit à Bruxelles. Mes fils ont respectivement vingt-neuf et vingt ans, ils se sont tous deux acquittés de leur service militaire et sont à la recherche d'un emploi. Ma deuxième fille m'aide dans mon travail et la benjamine est lycéenne. C'est moi qui nourrit tout ce monde.

Une vie qui n'a pas été de tout repos

Mon mari est retraité du ministère de l'agriculture, il a soixante-quatorze ans, il ne peut plus rien faire. Ma vie n'a pas été de tout repos. Avant c'était dur de trouver du travail. Aujourd'hui seuls les fainéants et les gens de mauvaise volonté sont chômeurs. Plusieurs femmes de mes clientes, postulant à un emploi exigent de prime abord la couverture sociale, la caisse de retraite, les congés payés. Je leur réponds qu'il vaut mieux d'abord commencer à travailler, faire ses preuves et réclamer ses droits par la suite.

Vers une agence de placement patentée

J'étais moi-même employée de maison et à ce titre j'avais des contacts avec les familles aisées. Comme par ailleurs j'habite dans l'un des quartiers qui fournit l'essentiel des femmes de ménage de Tunis, la liaison

⁷²) Houdoud: signifie en arabe frontière.

entre les uns et les autres était tout-à-fait à ma portée si l'on peut dire. Les premiers cas de placement, je les ai faits pour rendre service, puis petit à petit je me suis fait une bonne réputation. Les filles ont fini par comprendre que j'offrais de bonnes places chez des familles sérieuses et qui payaient bien. Elles étaient nombreuses à venir solliciter mes services. C'est alors qu'un professionnel est venu me proposer de collaborer avec lui. J'ai effectivement travaillé avec lui pendant sept ans. Au bout de cette expérience, j'ai compris les rouages du métier et j'ai compris également combien j'étais exploitée. J'ai décidé de m'installer à mon compte, d'abord d'une manière informelle, sans agrément et puis j'ai obtenu l'agrément.

Les enfants de H'doud, qui nous ont rejoint essayeront à plusieurs reprises d'intervenir. Mais c'était surtout l'aîné qui n'a pas arrêté de nous interrompre pour insister sur un point ou apporter sa version des faits, malgré la gêne de sa mère qui tentait de l'en empêcher. Il nous a semblé intéressant de restituer même en partie, le discours du fils aîné, discours qui révèle ses opinions sur le travail de sa mère et sur la place que celle-ci occupe au sein de la famille.

"Cet homme, dit-il en parlant de l'agent de placement, exploitait à son profit la renommée de ma mère. Je l'ai poussée à le quitter et à demander un agrément, c'est son droit, non ?"

J'ai déposé une demande à la municipalité de Hay Ettadhamen, dit H'doud. Les autorités ont mené leur enquête sur moi. J'étais tranquille, tout le monde me connaissait parfaitement, la police, le Délégué... Ils savaient tous que j'étais une honnête mère de famille sans autres ressources que mon travail. J'ai reçu l'accord sans aucune difficulté. J'ai payé des droits à la recette de La Manouba et j'ai obtenu mon papier en novembre 1993.

Le fils nous montra l'agrément mis sous verre et accroché au mur. A notre question sur la raison sociale de l'entreprise, H'doud répondit en arabe "Société de Services Sociaux". Le fils jouant sur les mots reprit pompeusement en français "les trois S" bien évidemment l'effet est tout autre.

Et H'doud de continuer : "Au début je me suis installée dans un local situé sur l'artère principale du quartier. Mais au bout de trois mois j'ai transféré mon siège ici, dans une partie de la maison. Pour plusieurs raisons : d'abord pour économiser le loyer, puis pour pouvoir surveiller ce qui se passe à la maison. Ici je peux éventuellement héberger pendant un ou deux jours "les filles" lorsqu'elles viennent de loin, en attendant de les placer. Dans l'autre local il n'y avait ni eau courante ni toilette. Ici j'ai

l'eau, l'électricité, j'ai aménagé une salle d'attente en plus de ce bureau. Il me manque encore beaucoup de choses : des tables, des rideaux et surtout le téléphone. Je voudrais développer mon activité, acheter une voiture mais il me faut avant tout avoir le téléphone."

Le fils : "Ma mère est analphabète. C'est ma sœur Emna qui l'aide. Elle est d'ailleurs officiellement son associée. Les clientes préfèrent traiter avec une fille qu'avec un homme" dit-il, comme pour justifier son "exclusion" de l'affaire.

Emna prend la parole pour dire : "C'est moi qui établis les fiches. Chaque cliente est répertoriée. Nous avons ses coordonnées, le numéro de sa carte d'identité, la date de recrutement, l'adresse de l'employeur, la date de l'arrêt de travail... En vingt-sept ans ma mère a rassemblé un répertoire où il y a plus de cinq mille numéros de téléphone".

Sélection des candidates

H'doud reprend : "Les candidates viennent de partout : Aïn Draham, Béja, Jendouba, mais la majorité vient du quartier. Je les sélectionne au fur et à mesure en éliminant celles qui posent le moindre problème. Je ne traite qu'avec celles qui sont honnêtes, sérieuses et travailleuses".

Je rencontre des problèmes tels que les petits larcins mais aussi les vols d'objets de valeur comme l'affaire de X, une couturière très connue à Tunis. La bonne lui a volé des bijoux évalués à plusieurs millions et a disparu. J'ai tout de suite communiqué à la Garde Nationale de sa région les coordonnées du père et du frère qui furent aussitôt arrêtés. Avant l'aube la fille s'est présentée au poste avec les bijoux. Ceci n'a pas empêché madame X de continuer à avoir recours à mes services.

J'ai placé une fois une fille à Nabeul, au bout de quatorze jours de travail, elle est revenue me demander de l'aider car elle était enceinte et qu'elle sera bientôt à terme. J'ai envoyé mon fils sur le champ chercher la police pour enregistrer sa déclaration et je l'ai renvoyée chez elle. Depuis lorsque j'ai des doutes sur une fille, je lui fais établir, à ses frais, un certificat médical attestant de sa virginité ou du contraire, celui qui fautive paie...

Je suis connue pour ne jamais couvrir les voleurs et les délinquants. Il m'arrive même quand mes clientes ne sont pas impliquées, d'aider la police à mettre la main sur un malfaiteur grâce à mon large réseau de connaissances dans le quartier."

Le fils : «Ma... mère a des connaissances partout, elle a placé des dizaines de filles qui font vivre des centaines de familles et moi je suis au chômage, tout homme que je suis. J'ai fait mon service militaire, j'ai un permis de conduire, je suis inscrit à la bourse du travail et j'attends. J'ai

tenté l'expérience de l'étranger, j'ai été en Italie mais j'ai refusé de sombrer dans le trafic et l'argent facile. J'ai préféré retourner dans mon pays et attendre.»

L'échec au niveau familial

«J'ai eu toute la peine du monde pour les élever, malheureusement, ils ont tous interrompu leurs études très tôt, sauf la plus jeune. Elle est en troisième année secondaire. Je veux qu'elle poursuive quels que soient les sacrifices que je dois faire, la situation de mes deux fils me préoccupe... deux chômeurs... C'est moi qui subvient aux besoins de toute la famille.»

Le fils : «Elle est tout, elle paie tout : la nourriture, l'eau, l'électricité, la construction... même mes cigarettes.»

Le salaire

«Si tu viens par exemple "prendre" une employée, tu me donnes une somme qui varie entre vingt et cinquante dinars. Voilà, c'est cela mon salaire, si je travaille je gagne, sinon rien ! Je n'ai pas de salaire fixe comme les fonctionnaires.

Je ne prélève rien aux employées que je place. Ce sont des gens pauvres, souvent je les héberge gratuitement. Vous voyez je fais de l'action sociale avant la création des assistantes sociales. Je participe au combat que mène l'État contre le chômage.

Il m'arrive de rester un mois sans rien gagner et de me rattraper le mois suivant en faisant trois ou quatre placements. Par ailleurs, il y a des clientes qui reviennent au bout de quelques jours parce que l'employée ne convient pas, pour une raison ou une autre, dans ce cas je ne peux pas réclamer une deuxième fois la commission. Je suis une femme à principes, je tiens à ma réputation, d'ailleurs il y a même des étrangers : italiens, français qui font appel à mes services.

Je suis en règle, je paie mes impôts en fonction de ma déclaration de revenus. Je suis en règle avec le fisc, j'ai toutes mes quittances.

Quant à mon mari, ne m'en parlez pas, il ne sait rien de rien. Moi de mon côté, je suis sérieuse et je le respecte. De toute façon il ne peut pas s'opposer à ce que je travaille puisque nous vivons de cela... Sa pension de retraite est tellement dérisoire !

Le quartier et le logement

Je suis dans ce quartier depuis mon mariage. Tous mes enfants sont nés ici ils sont tous enregistrés au service de l'État civil de la mairie de La Manouba. Cette zone était une immense oliveraie avec ça et là quelques gourbis d'ouvriers agricoles. J'ai acheté ce lot avec mon argent propre. J'ai vendu tous mes bijoux pour y arriver.

Le fils : «Mon père, que Dieu lui pardonne, a raté une belle occasion. Lorsqu'il n'y avait personne ici, aucune maison, les propriétaires, des familles riches : Dar Daaloul, Dar Darrage, avant de vendre, ont laissé entendre à mon père qu'ils lui donneraient un lot pour lui éviter d'être exclu de cette terre sur laquelle il a travaillé toute sa vie. Mon père, par fierté, n'a pas insisté pour que cette proposition soit concrétisée. C'est mon oncle qui a tout acheté, il voulait nous expulser, mais grâce à l'argent de ma mère nous lui avons acheté 100 m².»

«Tout cela c'est du passé. L'essentiel c'est que j'ai pu comme tout le monde, construire petit à petit. Tantôt grâce aux crédits consentis par les marchands de matériaux, tantôt grâce à l'aide de parents et amis.

Les projets d'avenir

Je n'ai pas d'ordinateur, je n'ai pas de téléphone, ma demande n'a pas eu de réponse depuis un an et pourtant je travaille avec des clients haut placés. J'aimerais aussi arriver un jour à acheter une voiture pour pouvoir me déplacer, aller dans les régions les plus reculées pour chercher "la main d'œuvre".

Je voudrais tant aller voir ma fille qui vit à Bruxelles. Je n'y ai jamais été. Ma fille vient tous les étés passer ses vacances avec nous. Je ne peux pas m'absenter à cause de mon travail.»

LEILA

Les origines et le mariage

Je m'appelle Leïla, j'ai trente-cinq ans, je suis divorcée et mère de quatre enfants. Mon père est issu des Ouled Drid, il était ouvrier journalier. Ma mère était très jeune lorsqu'elle est venue, des environs de Bizerte, à Tunis. Une fois mariés, mes parents ont habité une pièce dans la maison de mon grand-père à Hay Ez Zaïatine au Djebel Lahmar. C'est là que je suis née. Mon père mourut jeune, voici vingt-sept ans. Devant les problèmes familiaux, ma mère dût quitter sa maison pour s'installer à Hay Ettadhamen où elle vit depuis dix-huit ans. Elle s'est construit une pièce et une cuisine sur un lopin de terre et elle s'est arrêtée là faute de moyens. Elle travaille comme femme de ménage dans une administration et touche soixante-cinq dinars par mois. Avec cette paie, elle doit faire face à toutes les dépenses : les factures d'eau et d'électricité, les soins, la nourriture... Elle ne bénéficie d'aucune aide de l'État. J'ai un frère qui est plutôt une charge qu'autre chose. C'est elle qui a toujours travaillé pour nous élever.

J'ai fréquenté l'école primaire de la rue Medjez El Bab près de Bab El Khadhra, jusqu'à la troisième année, puis j'ai gardé la maison. Mon frère était un véritable despote, il refusait que je sorte pour apprendre un métier. Il était très violent avec moi. C'est la principale raison qui m'a poussée à accepter la première demande en mariage.

Tout s'est passé tellement vite. Un de mes voisins originaire de Béja, a demandé ma main, j'ai accepté pour échapper à la tyrannie de mon frère. Très vite, j'ai découvert un mari irresponsable. Il refusait de subvenir à mes besoins les plus élémentaires comme la nourriture ou l'habillement. Pourtant il avait un travail régulier. Il était maçon et prenait souvent des constructions à son compte. Seulement il aimait traîner dans les cafés et courir les femmes. Lorsque je réclamais mon droit à une vie décente, il me menaçait de me mettre à la porte. Un jour il mit sa menace à exécution et je me suis retrouvée dans la rue avec un bébé de sept mois.

La solitude et l'aliénation

Je ne pouvais pas retourner chez ma mère, car mon frère refusait de me recevoir et interdisait à ma mère de me venir en aide. J'ai passé quelques

temps chez des amis, de maison en maison. Puis j'ai décidé de me prendre en charge, j'ai trouvé un emploi comme femme de ménage. Je pouvais prendre mon fils mais à condition de le laisser dans une petite pièce au fond du jardin et de ne pas m'en occuper pendant les heures de service. Je l'attachais au pied d'un lit et guettais les moments d'absence ou d'inattention de la maîtresse de maison pour aller le voir. J'ai réussi à louer une pièce puis j'ai inscrit mon fils à la garderie municipale de Bab El Assel où grâce à la compassion de la Directrice, je payais un prix symbolique.

Je me levais tôt pour préparer mon fils, puis je le déposais à la garderie. Je prenais le bus n°7 pour me rendre à mon lieu de travail à Mutuelleville et je retournais à dix-huit heures par le même bus, récupérer mon enfant et rentrer chez moi. Ce rythme de vie m'a exténuée, si bien que dès que mon mari envoya quelqu'un me proposer de retourner à la maison, j'ai accepté en espérant le voir revenir à de meilleurs sentiments.

J'ai passé quelques mois relativement supportables, j'ai eu ma fille, puis un jour je me suis retrouvée à nouveau à la porte. Ma vie a été une alternance d'épisodes de vie conjugale et de périodes de galère de plus en plus dures, car ma famille s'agrandissait. Comment, avec quatre enfants, faire autrement que d'accepter toutes les misères que nous faisait mon mari ?

A l'aliénation s'ajoute la maladie

Tout a commencé par une faiblesse générale et un amaigrissement. Au dispensaire du quartier, on n'a rien décelé, on me soignait pour une simple anémie, avec des vitamines B12. Un jour j'ai découvert des ganglions sous l'aisselle gauche. J'ai été à l'institut de carcinologie et dès la première consultation, les médecins ont décelé une tumeur qui nécessitait une intervention chirurgicale dans la semaine. Après l'ablation du sein, j'ai passé six à sept mois en traitement : de la radiothérapie à la chimiothérapie. C'était une souffrance que les mots ne suffisent pas à décrire. J'ai perdu tous mes cheveux... Ce qui est plus atroce que la mutilation et la douleur physique, ce sont les conditions psychologiques dans lesquelles j'ai affronté ce malheur.

Dès la détection du mal, mon mari a manifesté une répugnance à mon égard et une peur injustifiée car cette maladie n'est pas contagieuse. Figurez-vous, la veille de mon opération, il est venu me voir à l'hôpital pour m'annoncer qu'il avait quelque chose d'important à me dire en tête à tête, pas devant les autres malades. J'ai quitté mon lit pour le suivre dans le hall : "Où penses-tu aller lorsque tu quitteras l'hôpital, après l'opération" m'a-t-il demandé. "Où aller ? mais chez moi voyons !". Il me mit en garde de le faire et me menaçait de me réserver une vie impossible si je le désobéissais.

A la sortie de l'hôpital, j'ai découvert qu'il a procédé au déménagement de toutes mes affaires à Béja où il voulait "m'expédier" pour habiter

auprès de sa famille. Or mon traitement nécessitait des séances quasi quotidiennes de soins. J'ai porté plainte. Il a essayé d'expliquer au juge qu'il s'engageait à m'assurer les déplacements de Béja à Tunis pour les séances de traitement. Le juge l'a ordonné de ne pas me déplacer loin du centre médical où je me soignais. Il a pris cette décision du juge comme une défaite et s'est vengé en me négligeant totalement sur le plan moral et sur le plan financier. Si j'ai pu survivre, c'est grâce à ma cousine qui n'habitait pas loin et qui m'a aidée du mieux qu'elle a pu. Il me harcelait pour demander le divorce. Dès que j'ai pu tenir sur mes jambes, je l'ai fait. Le divorce a été prononcé à ses torts. J'ai obtenu la garde des enfants, il devait me verser une indemnité de mille dinars et une pension. Il m'a laissé les enfants mais n'a jamais payé ni pension, ni indemnité.

La famille éclatée

Les enfants ne vivent plus tous ensemble... l'aîné a préféré rejoindre la famille de son père. Il ne veut pas vivre avec moi. Il a quitté l'école, il ne fait rien de bon. Les deux petits, qui ont huit et neuf ans, je les ai placés dans un village d'enfants à Bizerte. J'ai choisi cette solution pour les sauver, car étant livrés à eux-mêmes, ils commençaient à avoir de mauvaises fréquentations, ils s'absentaient de l'école et faisaient des fugues. C'est d'ailleurs le directeur de l'école qui me l'a conseillé et m'a aidé à les placer au village d'enfants. Ma fille, que vous voyez là, travaille avec moi.

L'activité de Leïla

Étant malade, il n'est plus question pour moi de faire les travaux de ménage. Mon bras gauche est pratiquement handicapé, il ne me permet plus de fournir aucun effort physique. Je me suis adressée à la municipalité de Tunis pour demander l'autorisation d'ouvrir un kiosque de vente de fruits secs soit à la place Barcelone, soit au Belvédère. Tout ce que j'ai pu obtenir, après mille et un va-et-vient, c'est une autorisation de vendre des "kakis"⁷³ à la porte du Belvédère. Faute de mieux, j'ai accepté ce travail pénible. Je restais en plein air à l'entrée du parc sur le gazon ou au bord du trottoir pour vendre les "kakis", à vingt millimes la pièce, du matin au soir.

J'ai pris contact avec la municipalité de Hay Ettadhamen espérant obtenir une réponse favorable à ma première demande. Le Maire m'a expliqué qu'il n'avait aucun droit de regard sur les autorisations à Tunis, mais qu'il pouvait m'en accorder une dans le quartier. Il m'a même demandé de proposer l'activité qui me conviendrait le mieux. Je lui ai laissé l'initiative de choisir pour moi. Il me proposa l'ouverture d'un lieu de vente de casse-croûte dans la zone industrielle d'Ettadhamen. Il m'a même

73) kakis: bâtonnets de biscuit salé.

affecté cet endroit, car il est au bord de la route et pas loin de l'épicerie, pour me faciliter l'approvisionnement.

Heureusement, j'avais quelques économies, faites durant l'année et demi pendant lesquelles je vendais le "kaki", j'ai pu acheter cette baraque en bois, à Mellassine, elle m'a coûté cent-soixante dinars. La couverture de tôle est faite de morceaux de récupération assemblés, achetés au fur et à mesure que les occasions se présentaient. Je ne peux pas évaluer le coût global de cette baraque, mais je peux vous assurer qu'une construction n'aurait pas coûté autant. Le problème c'est que je ne pouvais pas avoir une autorisation de construire en dûr, la réglementation exige un équipement léger. Je n'ai ni eau, ni électricité.

Etant donné que je ne dispose pas de frigidaire, je prépare tout au jour le jour. L'après-midi en rentrant, je fais les achats pour le lendemain. Le soir, je prépare les légumes. Le matin, je me lève à six heures. A six heures et demi, tout est déjà en marche. Je prépare les frites, les œufs pour les sandwiches que les ouvrières prennent avant d'entrer à leur travail à sept heures ou sept heures et demi. Puis, tout en continuant à servir les clients passagers, je me prépare pour le service de midi. Vers quatorze heures, le travail diminue, je commence à laver la vaisselle, ranger les ustensiles. Je repars avec les restes, s'il y en a car je ne peux rien stocker. Je m'arrange toujours pour acheter juste ce qu'il me faut : une vingtaine de yaourts, une trentaine de pains...

Parfois lorsque les ouvrières ont été servies, je confie à Faten, ma fille, le soin de tenir la "boutique" et je profite pour aller en bus acheter les denrées que je ne peux trouver que chez les grossistes à Tunis, comme le chewing-gum, les bonbons, les biscuits...

Tous les jours ma fille va chercher l'eau à l'usine voisine. Je suis incapable de l'aider à cause de mon handicap. L'électricité, je n'en ai pas besoin, parce que mon travail s'arrête vers 15 ou 16 heures. Pour la cuisson, j'utilise les bonbonnes de gaz butane disponibles à l'épicerie voisine.

En principe, j'évite de vendre à crédit, sauf pour dépannage ou en cas de force majeure. Mon capital est si petit, en tout cent à cent-cinquante dinars. Je suis obligée de récupérer ma mise pour la réinvestir le lendemain.

Je voudrais tellement que ma fille apprenne un véritable métier, la couture ou la coiffure par exemple. Elle aime la danse et la musique. Elle aime aussi le sport. Moi, je ne souhaite que son épanouissement ; j'espère qu'elle ne sera privée de rien. Si elle veut chanter, je ne m'y opposerais pas.

Je loue une pièce sans eau, ni électricité. La propriétaire qui habite juste à côté nous autorise à prendre l'eau chez elle, c'est compris dans la location. Pour l'éclairage nous utilisons une lampe à pétrole.

Mes aspirations : la santé et la paix

Avant de vous parler de mes aspirations, permettez-moi de vous exposer mes problèmes. J'exploite ce commerce depuis bientôt quatre ans. Je n'ai pas arrêté de demander de l'aide pour améliorer mes conditions de travail. Cette baraque de bois est froide l'hiver, car le vent glacial passe au travers les planches. L'été, c'est une fournaise. Il n'y a pas de cheminée, nous vivons dans la fumée et les odeurs de friture. Je n'ai pas d'eau, je n'ai pas d'électricité. Je voudrais construire des murs, les revêtir de carreaux pour pouvoir les laver tous les jours et les tenir propres.

J'ai obtenu une aide de mille dinars du Ministère des affaires sociales. Les assistantes sociales m'ont acheté un réfrigérateur que je ne peux pas utiliser. Il est entreposé chez moi. Il reste un reliquat de cinq cent soixante-dix dinars que je n'ai jamais touché... je me demande pourquoi ?

Tous ces problèmes sont minimes devant la menace d'expulsion qui pèse sur moi. En effet, depuis que la zone s'est peuplée, cet emplacement est devenu objet de convoitise. A deux reprises, j'ai arrêté des projets concurrents. J'ai subi les tracasseries des agents contrôleurs de voirie de la Municipalité. J'avoue que lorsque j'ai été en parler au Président de la Municipalité, il n'a pas manqué de les rappeler à l'ordre, il m'a même demandé de déposer une plainte par écrit pour qu'il puisse sévir, mais j'ai refusé. Aujourd'hui ces agents, lorsqu'il leur arrive de passer par ici, ils me lancent des regards haineux.

La plus grave de ces menaces, c'est l'avertissement que j'ai reçu de la part du Délégué. Il m'a convoquée pour me dire qu'il sait parfaitement bien que c'est la Municipalité qui m'a affecté ce lieu. Mais malheureusement celui-ci n'appartient pas à la Municipalité ! Il est destiné à être aménagé en zone verte. Est-ce que la zone verte va me nourrir et nourrir ma fille ? Que vais-je devenir si on m'expulse ?

Vous m'avez demandé quelles sont mes aspirations. Eh bien, c'est d'abord la santé et la guérison totale, car je ne suis pas à l'abri d'une rechute, et puis la paix que je puisse gagner mon pain à la sueur de mon front. Je ne veux pas être une charge ni pour l'État, ni pour quiconque. Je demande un maintien là où je suis et l'amélioration de mes conditions de travail. Voilà mes souhaits... ils sont simples.

AJMIA

Je suis Ajmia. Mon père a épousé sa cousine qui lui a donné trois filles et trois fils. Il était fellah dans la région de Mornag. Je n'ai jamais été à l'école, pas plus que mes sœurs et frères. Vous savez, à mon époque et dans la campagne, seuls les colons français et italiens envoyaient leurs enfants à l'école. Aucun tunisien ne pouvait le faire.

A la mort de mon père, nous les trois filles, nous nous sommes désistées de nos parts de l'héritage au profit de nos trois frères qui continuent à exploiter la terre comme le faisait notre père. Nous étions toutes mariées. Ce n'est pas que nous étions riches, je peux dire que l'une de mes sœurs arrive juste à joindre les deux bouts. C'était par amour pour nos frères qui d'ailleurs nous le rendent bien. Aucune décision importante n'est prise par eux sans nous consulter. Nous nous entendons bien.

Le mariage et les problèmes avec la belle famille

Mon mari m'a connue grâce à une coïncidence assez amusante. Mon père adorait la chasse. Il a connu mon mari et son frère par l'intermédiaire d'autres chasseurs. Ils organisaient des parties, tous ensemble et venaient de temps en temps à la maison. J'avais à peine dix ans et mon futur mari la trentaine, aujourd'hui j'ai 52 ans et il en a 70. Il pensait au mariage et cherchait surtout une bonne famille. A l'origine, c'était ma sœur aînée qu'il voulait demander en mariage, mais celle-ci a été mariée avant qu'il n'eut le temps de formuler son intention. Quelques années plus tard c'était moi qu'il épousait, j'avais alors seize ou dix-sept ans.

J'ai habité pendant six ans avec ma belle sœur. On ne s'entendait pas car elle est coléreuse et voulait jouer le rôle de la belle mère ; je n'osais jamais lui répondre. Elle a tellement exagéré que même mon mari a fini par admettre qu'il nous fallait partir.

Nous avons emménagé chez le frère de ma belle sœur. Il avait pour moi beaucoup d'affection, c'était lui qui était venu me prendre chez mes parents le jour de mes noces. Au moment où je quittais la maison de mon père, ma mère s'est approchée de lui et lui a dit : "Je vous confie ma fille, prenez soin d'elle". C'est pour vous dire que je le considère comme mon

père. Au bout d'une semaine de cohabitation, sa femme a fait une crise de jalousie et exigea de lui de nous chasser.

Le soir, lorsque mon mari rentra du travail, je lui ai dit fermement que je voulais retourner chez mes parents et qu'il pouvait venir me chercher le jour où il aura un toit pour nous abriter. Le soir même il me loua une chambre chez sa nièce. Le plafond de cette chambre était si bas que je ne pouvais pas me tenir debout.

Mon mari est coiffeur, sa boutique est dans le village même. Il a débuté avec son frère qui était le propriétaire du fond de commerce. Ils travaillaient et mettaient la recette dans une coupe placée sur le comptoir. Si l'un ou l'autre avait besoin d'un café ou d'un paquet de cigarettes il pouvait se servir. Le reste, ils le partageaient en deux, le soir, avant la fermeture de la boutique.

Après la mort de son frère, mon mari n'a pas changé d'habitude. Il travaille et à la fin de la journée, il porte la moitié de la recette à sa belle sœur. Jamais je ne me suis immiscée dans cette affaire ni essayé de l'influencer. Je peux vous le répéter devant lui. Il aime ses neveux autant, si ce n'est plus, que notre fils unique. C'est lui qui les a élevés et qui a veillé sur eux. Aujourd'hui l'un est avocat et l'autre ingénieur. Ils le traitent avec tout le respect et l'amour dus à un père.

Ajmia se lance dans l'élevage et le commerce de cheptel

J'habitais donc avec ma belle sœur. Au bout de la première année de mariage, il est de coutume chez nous que la jeune femme rende visite à ses parents. Ce moment est célébré comme un événement et au retour de cette visite, les parents offrent à leur fille deux moutons l'un sur pied et l'autre égorgé et dépecé. Mon père me proposa d'échanger le mouton vivant contre une brebis et de me la garder avec son troupeau. Dès le printemps suivant celle-ci a mis bas deux agneaux. Mon mari m'a acheté une autre brebis qui a également eu deux agneaux. C'est ainsi que les choses ont commencé. Chaque année mon père vendait les moutons et laissait les femelles pour la reproduction. Il me donnait une partie des bénéfices et réinvestissait une partie. J'ai même acheté une vache et je me suis trouvée à la tête d'un petit capital.

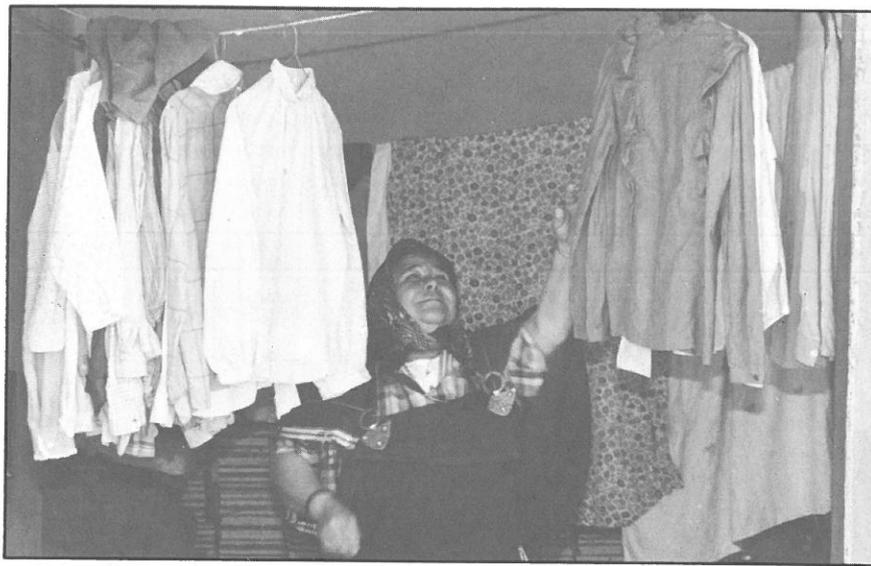
J'habitais alors chez ma nièce dans une seule chambre en location. Je rêvais d'avoir ma propre maison. J'ai appris qu'il y avait des lots de terrain à vendre dans la zone. J'ai décidé de vendre le troupeau et d'acheter un lot. "Nous y élèverons même une 'maamra' (gourbi) en attendant d'avoir les moyens de construire", dis-je à mon mari. J'ai acheté 352 m² à raison de 400 millimes le m², tout le terrain nous a coûté la bagatelle de 250 D. Le terrain a été enregistré au nom de mon mari et au mien. Pour commencer la construction, mon mari voulait vendre son fusil, je lui ai dit



Khadouja devant son étal de légumes au marché d'Etadhamen : avec deux prêts du projet d'ENDA, elle a pu construire une vraie boutique pour se mettre à l'abri des intempéries et des voleurs...



Lamia n'a pas reçu de formation comme couturière, et pourtant ses belles robes ont fait l'objet de défilés à la télévision en Tunisie et en France.



Tounès a un commerce florissant de "friperie" basé dans le garage de la maison qu'elle a construite avec ses économies; avec son grand sourire, elle attire de nombreuses clientes.



Mahbouba, qui pratique le "commerce de la valise" (voir texte) au milieu de son étalage de marchandises importées qu'elle vend aux acheteurs de la médina de Tunis.

"il n'en est pas question car vendre ce fusil c'est comme me vendre personnellement"⁷⁴. J'avais constitué un petit fonds en bijoux. Les bijoux de mon mariage étaient traditionnels et en argent donc sans grande valeur marchande. Par contre, chaque année, lorsque mon père me remettait un peu d'argent je l'investissais en achat de bijoux en or. J'ai vendu tous ces bijoux et j'ai embauché un tâcheron qui a construit le chaînage et a élevé seulement deux pièces que j'ai habité tout de suite, sans attendre l'enduit. Il n'y avait qu'une seule porte en place, les ouvertures des autres portes et des fenêtres étaient bouchées par des briques. Puis petit à petit nous les avons terminées. J'ai dit alors à mon mari : "Étant donné que nous n'avons pas d'enfants, pourquoi continuer à nous serrer la ceinture ? Nous pouvons bien vivre en paix dans les deux pièces, sans tracas ni problèmes."

Je ne savais pas que le destin me réservait une grossesse. A partir de là, tout a changé. Pour moi un enfant est une grande responsabilité. Il faut s'entourer du maximum de garanties pour l'élever dans les meilleures conditions possibles. Il faut penser à sa circoncision, à son instruction...

Quand mon fils est mé, j'ai rassemblé trente dinars de "R'mou"⁷⁵. Mon intérêt pour le commerce du cheptel, métier de mon père, s'est éveillé. Avec cette somme d'argent j'ai acheté deux agneaux, je les ai engraisés et vendus pour cinquante dinars.

J'ai demandé à mon mari de m'accompagner à l'abattoir pour reconstituer un petit troupeau. Il n'a pas refusé mais il n'était pas pressé de le faire, chaque jour il reportait au lendemain. J'ai réfléchi et j'ai décidé de m'y rendre seule sans rien lui dire, forte de notre proverbe qui dit "le mensonge pour une bonne cause, n'est pas péché."

Arrivée à l'abattoir, j'ai choisi quatre petits agneaux et après un marchandage serré, j'ai payé les cinquante dinars sans penser au coût du transport. Que faire ? je n'avais aucune envie de rendre l'un des agneaux, je ne voulais pas perdre la face devant tous les hommes présents. Si je m'avisais à partir en conduisant mes agneaux, il me semblait qu'ils allaient partir dans tous les sens et que jamais je ne réussirais à les retrouver. Je les ai laissés sous la garde du commerçant et pendant que je circulais au milieu du brouhaha de la foule, j'aperçus le boucher de notre quartier. Je lui ai exposé mon problème. Il me demanda de lui montrer mes bêtes et de rentrer chez moi. Il se chargeait de me les livrer. Mais comment rentrer chez moi alors que je n'avais pas de quoi payer le bus ? Je n'allais pas pousser l'audace jusqu'à en demander le prix à notre voisin le boucher ! Il n'y avait qu'une seule solution : rentrer à pied. Tandis que j'entamais le

⁷⁴ Le fusil et la chasse ont été à l'origine de la rencontre de Ajmia et de son mari comme elle le raconte au début du récit.

⁷⁵ Dons en monnaie.

chemin du retour, je rencontrais un autre voisin motorisé : je lui ai demandé de me prêter l'argent du bus, il me raccompagna à la maison.

Inutile de vous décrire la réaction de mon mari lorsqu'il a trouvé quatre agneaux devant la maison. J'ai décidé d'user de diplomatie et de charme, sachant qu'au bout de deux ou trois jours il finirait par se calmer.

Il fallait mener paître ces agneaux. Heureusement l'herbe ne manquait pas à l'époque. Toute cette zone était couverte de vignobles. J'avais pour compagne une vieille bergère, nous allions deux fois par jour dans les vergers, tantôt je prenais mon bébé sur le dos, tantôt je le laissais à la boutique, chez son père.

J'étais jeune, belle et je m'habillais assez court, un jour la vieille bergère n'a pas pu s'empêcher de me faire la remarque en me conseillant de porter plutôt la "méliā"⁷⁶. Le lendemain je me suis présentée avec une méliā, la taille serrée par une large ceinture ce qui me donnait une démarche dandinante encore plus provocante que le mini. Bref, après deux ou trois essais, toujours conseillée par la vieille dame, j'ai réussi à adopter l'accoutrement adéquat. "Tu te feras belle pour ton mari lorsque tu rentreras à la maison" me disait la vieille dame.

Quelques années plus tard, c'était avec une autre voisine, Hénia, que je conduisais mon troupeau au "pâturage". Hénia connaissait tous les gardiens des vergers d'alentour. Ces derniers nous permettaient de faire profiter nos bêtes de l'herbe qui poussait au pied des arbres fruitiers, à condition de venir le soir pour ne pas être surpris par les propriétaires. Nous y allions au milieu de la nuit pour revenir à l'aube. Au début je tressaillais au moindre envol d'un oiseau, puis je m'étais habituée aux bruits de la nature la nuit, rien ne me faisait plus peur.

La meilleure saison pour la vente des moutons se situe quelques jours avant Aïd El Kebir - la fête du sacrifice. J'ai vendu mes quatre agneaux à 115 dinars, ce qui m'a permis d'acheter pas moins de quinze brebis âgées de trois ans ; elles n'ont pas tardé à mettre bas. La saison suivante j'ai tout vendu pour célébrer la circoncision de mon fils unique. J'ai organisé une grande fête avec une fanfare l'après-midi, un dîner et un "tabel"⁷⁷. J'ai dépensé tout mon argent mais j'ai récupéré environ 100 dinars en "R'mou" ce qui m'a permis de reconstituer mon capital. Par ailleurs, je n'hésitais pas à effectuer des travaux agricoles saisonniers pour accroître mes économies. J'ai beaucoup travaillé dans un grand verger qui se trouvait par ici et qu'on appelait "Senit Bou Ouïja" du nom de son propriétaire, un député.

76) Costume constitué d'une pièce de tissu attaché par deux febles au niveau de la poitrine et tenu par une ceinture.

77) orchestre composé d'un grand tambour et d'une sorte de clarinette.

Je me suis formée dans le commerce du cheptel. Petit à petit, mon mari "a jeté du lest" car je ramenaient de l'argent que j'utilisais à bon escient. J'ai commencé à fréquenter les grands souks de bétail. J'allais à Sidi Amor, Haouareb, Ouled Haffouz. Je prenais les «louages»⁷⁸ une fois sur place et selon mes moyens, je choisisais la bonne brebis et le jeune agneau. En général, j'achetais vers le mois de l'Aïd Es Seghir, je gardais les agneaux trois à quatre mois et les revendais pendant l'Aïd El Kebir. J'ai toujours réalisé de bons bénéfices, grâce à Dieu. J'ai aussi travaillé en association avec une tierce personne. Je fournissais le capital, mon associé s'occupait de tout et au moment de la vente on partageait les bénéfices à parts égales.

Le commerce à la valise

Avec l'extension de l'urbanisation, le nombre grandissant d'habitants, la grande voie automobile qui partage le quartier en deux, il est devenu difficile de circuler avec un troupeau. J'ai commencé à réfléchir à une autre activité. Je m'étais dit je vais "sortir"⁷⁹. J'ai accompli les démarches nécessaires et obtenu un passeport. Cependant je n'arrivais pas à me décider à partir, cette aventure m'effrayait et j'avais peur du «qu'en dira-t-on». Résultat : mon premier passeport est resté vierge. D'année en année je me sentais plus forte, plus sûre de moi. J'ai renouvelé mon passeport et j'ai dit à mon mari "je pars". Ma première destination était le Maroc. Ce premier voyage a été pour moi une véritable torture, une expérience très dure, il m'a semblé avoir quitté les miens pour l'éternité. J'ai passé douze jours à pleurer. Je dormais mal, j'imaginai mon fils écrasé par une voiture ou tabassé par des bandits. Pourtant il n'était pas jeune quand je suis partie pour la première fois. C'était en 1981, il avait une quinzaine d'années... Puis ce premier voyage fut suivi d'autres, j'ai effectué en tout treize fois l'aller-retour.

Je ne prenais pas l'avion, pas tellement pour le coût, mais parce que dans l'avion il y a des papiers à remplir et je ne sais pas écrire. Pour aller au Maroc, il y avait les bus réguliers qui quittaient Tunis le samedi à sept heures du matin et arrivaient au Maroc le dimanche dans la soirée. Les bus privés, loués pour les excursions organisées, mettaient parfois jusqu'à quatre jours. Croyez moi, on ne sentait pas le voyage. Le bus roulait la nuit. Le jour nous avions des pauses pour nous reposer et nous restaurer. Nous étions équipés en nattes pour s'asseoir, en gaz de camping et tout le nécessaire pour préparer nos repas. Nous choisissons des endroits ombragés, des groupes se constituaient par affinités, il y avait une ambiance formidable. Sur les 76 personnes du bus il y avait régulièrement entre 10 et 15 femmes.

78) Voitures de location.

79) Le mot signifie aller à l'étranger en vue de faire le commerce de la valise.

Je n'ai pas noué des relations d'amitié au cours de ces voyages. Je ne vous cache pas que je préférerais garder mes distances. J'avais de bonnes relations avec Si Hammouda, l'organisateur. Il m'a beaucoup aidé surtout au début. Nous sommes devenus de vrais amis. Nous habitons ensemble lui, son fils et moi. Il préférerait louer chez l'habitant : c'était moins cher qu'à l'hôtel, quoique les hôtels étaient aussi bon marché, la chambre ne dépassait pas 6 dinars. On pouvait avoir des chambres à 3 ou même 4 lits.

Le point d'arrivée de l'excursion était à Oujda. A partir de là, ceux qui voulaient aller à Nadhour ou à Casablanca prenaient les bus réguliers. Il fallait une nuit entière pour arriver à Casa qui est située à 600 km.

C'était malgré tout fatigant. Au bout de quelques jours, rares étaient ceux qui pouvaient encore supporter les chaussures, nous étions tous en mules tellement nos pieds enflaient, les femmes plus que les hommes.

J'ai appris à acheter en fonction du goût de mes clientes. Je ramenaient des vêtements, des chaussures, du linge de maison, de la porcelaine, tout... du très chic au moins chic. En général, la marchandise du Maroc se vend facilement car les marocains et les tunisiens ont les mêmes goûts.

Les douaniers ne m'ont jamais "embêté" sauf une fois et je ne suis pas prête à l'oublier. C'était à l'entrée de la frontière tunisienne. J'ai été retenue au poste frontière toute une nuit, de 22 heures à 5 heures du matin. Le bus a été bloqué avec ses 76 passagers, pendant tout ce temps. Pour vous dire la gravité de la situation. On m'a isolée dans une pièce où arrivait de temps en temps un douanier pour me répéter toujours la même demande ; déclarer ce que je leur cachais. Comme je n'avais rien, je les priais de procéder à la fouille. Je n'ai jamais compris pourquoi ils ont attendu jusqu'à l'aube pour le faire. C'était une douanière qui s'est chargée de me fouiller et de déballer mes bagages pièce par pièce. J'avais 15 services à café auxquels elle n'a pas touché, j'ai insisté pour qu'elle le fasse mais apparemment ce n'était pas cela qui l'intéressait.

Cette fouille en règle terminée j'espérais enfin être relâchée. Mais, non, deux ou trois douaniers étaient revenus à la charge. "Nous sommes très fatigués, m'ont-ils dit, et vous aussi, remettez nous ce que vous cachez et nous vous laisserons rentrer chez vous". Comprenant enfin que j'étais sincère, ils m'ont introduite au bureau du chef de poste, un dur, renommé pour sa sévérité. Je tremblais de peur, je me voyais en prison malgré mon innocence et j'imaginai le scandale que cela provoquerait au sein de ma famille et de mon quartier. Le chef de poste avait sur son bureau un fanion aux couleurs tunisiennes qu'il commença par ranger en me disant "maintenant me voilà un citoyen ordinaire ; je désire vous parler de citoyen à citoyenne. Vous allez me dire comment font les voyageurs pour passer les devises". "Personnellement je ne connais que Si Hammouda l'organisateur des excursions, lui ai-je répondu, les autres c'est à peine si je connais leurs prénoms".

"Justement, a-t-il continué, je sais que Si Hammouda se charge de passer l'argent de tout le monde en vous faisant payer 5% de commission". "Moi, je n'ai changé que la somme portée sur mon passeport c'est-à-dire cinquante dinars. J'ai un neveu installé au Maroc qui me donne de quoi faire quelques courses et que je rembourse en Tunisie. C'est tout ce que j'ai à vous dire et je ne sais rien de plus".

En fait, comme j'effectuais en moyenne deux voyages par an, je divaisais en deux tranches mon quota en devises, celui-ci était à l'époque limitée à cent dinars par an. Pour disposer d'une somme plus importante, je me débrouillais comme tout le monde. Cependant, je n'ai jamais au grand jamais touché à une marchandise prohibée ni or, ni stupéfiants. J'ai essayé de voir le cannabis, qu'on dit fréquent au Maroc, pour le connaître et savoir l'éviter, mais je n'ai jamais réussi.

En fin de compte, pour n'avoir pas "collaboré" avec les douaniers, ils m'ont collé 458 dinars de frais de douane alors que pour la même marchandise, je ne payais jamais plus de 100 dinars... C'était ma seule aventure avec la douane.

Je vends tous mes articles à partir de chez moi. Je n'ai jamais quitté la maison, ni fait du porte à porte, ni utilisé des intermédiaires. Dès le lendemain de mon retour, j'étends une corde en travers de la pièce sur laquelle j'accroche les vêtements. J'étales par terre les souliers, les services en porcelaine, les rideaux. Sur une table je place les articles les plus fins comme la lingerie, les parfums, les bibelots.

Mes clientes sont essentiellement les jeunes filles qui travaillent, elles achètent soit pour s'habiller soit pour constituer leur trousseau de mariage. Ma marchandise part très vite car mes prix sont raisonnables et souvent inférieurs à ceux pratiqués par d'autres. Connaissant mes prix d'achat, je calcule ma marge bénéficiaire, par exemple la pièce que je paie dix dinars est vendue à trente ou quarante dinars. Mes clientes paient petit à petit. Je mets du temps pour récupérer mon argent mais au bout du compte j'y arrive.

Je tiens mes comptes mentalement. Je pars du principe que si je ne roule personne, personne n'essayera de m'avoir et quand bien même on le ferait, ce n'est pas grave. Dieu m'a privilégiée en me donnant cette capacité de gagner de l'argent je saurai toujours me débrouiller. Je suis organisée de telle sorte que jamais, quelle que soit la raison, je ne touche à mon capital. Je n'ai jamais eu affaire aux banques. Mon argent, je l'enferme dans mon armoire. J'ai toujours entre deux mille et trois mille dinars prêts à être placés soit dans le commerce du cheptel, soit pour "sortir" quoique je sorte beaucoup moins qu'avant.

Parce que les pays intéressants pour notre activité comme le Maroc et la Libye, que je connais bien aussi, rencontrent des difficultés. Il n'est plus

possible d'aller au Maroc car l'Algérie interdit le passage des bus par son territoire. Quant à la Libye, ce n'est pas tellement à cause de l'embargo, toutes les marchandises y sont disponibles comme avant. Le problème réside dans l'attitude de la douane tunisienne qui exige pour les femmes voyageant seules, l'obligation d'une autorisation maritale et un accompagnateur qui ne peut être qu'un frère ou un parent proche. La règle est de prendre en charge le transport et le séjour de cet accompagnateur. Avec ces frais supplémentaires il n'est plus possible de dégager des bénéfices intéressants et encourageants⁸⁰.

J'ai voyagé une seule fois par avion pour aller en Turquie, mais je n'y retournerais pas, pour plusieurs raisons. D'abord parce que je n'ai pas supporté l'avion, j'ai été opprimée pendant tout le temps que j'étais à bord, puis il y a le problème de la langue et enfin les articles eux-mêmes n'ont pas l'avantage de ceux du Maroc en considérant le rapport qualité-prix.

Devant tous ces blocages, j'ai ralenti le rythme de mes voyages et j'ai rempli mon temps en travaillant d'abord comme "harza"⁸¹ au hammam de Mornag pendant vingt et un mois, puis comme caissière au hammam Escheikh pendant trois ans. Comme j'ai la bosse du commerce, je vendais à partir de mon comptoir des produits de toilette utilisés par les femmes dans le bain : shampoing, savonnette, "souak"⁸², peignes, gants de toilette. En plus de mon salaire journalier qui était calculé en fonction de la recette, je réalisais des bénéfices non négligeables. Je suis chanceuse dans le commerce grâce à Dieu ! J'ai cessé cette activité suite à un différend avec l'une des "harza", j'ai préféré retourner à ma première passion, le commerce du cheptel. En ce moment, j'ai un petit troupeau géré en association avec un berger selon la règle du partage des bénéfices par moitié.

Mes économies servent à améliorer les conditions de notre ménage. Je dois reconnaître à ce propos que mon mari ne s'est jamais immiscé dans mes affaires. Au début il voulait me dissuader puis il a pensé laisser faire le temps en espérant que je me lasserais de moi-même et abandonnerais de toute activité. Avec le temps il a compris combien cela était important pour moi, par ailleurs il a eu à constater les retombées positives de mon travail sur notre ménage, il a fini par admettre la situation. Il ne s'occupe que des dépenses quotidiennes de la maison, c'est-à-dire la nourriture, les factures de la STEG et de la SONEDE et je prends en charge tout le reste.

80) Devant notre étonnement concernant cette obligation de l'autorisation maritale pour la tunisienne, problème qu'aucune de nous (fonctionnaires) n'a jamais rencontré, Ajmia explique que cette mesure est obligatoire pour les frontières terrestres et "surtout lorsqu'il s'agit de femmes comme moi qui ne sont ni fonctionnaires, ni effectuant des voyages d'agrément."

81) Masseuse.

82) Ecorce d'arbre utilisé pour les soins des dents et des gencives.

J'ai fini de construire la maison. J'ai aujourd'hui quatre pièces et une cuisine supplémentaire dans le jardin. Mon fils, qui se marie dans un mois, occupera une pièce et partagera avec nous le reste de la maison.

Grâce à mon travail, j'ai également élevé mon fils sans lésiner sur les dépenses. Depuis qu'il était en deuxième année primaire, il a toujours eu un instituteur qui venait à domicile l'aider. Il est entré au lycée et après trois années d'études secondaires, il a été orienté vers l'enseignement technique. Il n'a pas pu suivre, je l'ai inscrit dans un établissement privé qu'il a quitté après six mois. Il m'a donné quelques soucis au moment de l'adolescence. J'ai regretté de l'avoir gâté. Heureusement, les choses sont rentrées dans l'ordre, il est aujourd'hui agent de police, il jouit du respect et du prestige afférents à la fonction publique.

Mon projet de l'heure, c'est le mariage de mon fils qui aura lieu dans un mois. Je suis en train de l'aider, mais tout en le responsabilisant. A titre d'exemple, j'ai tenu à ce qu'il achète lui-même les bijoux de la mariée et les meubles. De mon côté, j'organiserai la fête.

Pour ouvrir une boutique qui a des chances de marcher, il faut être sur une rue principale. Or, ma maison ouvre sur une rue secondaire. Par ailleurs, je sais par expérience qu'à partir de chez moi, j'ai la capacité d'écouler, en trois jours, l'équivalent de deux mille dinars de marchandises. Pourquoi donc avoir une boutique dont la gestion augmenterait mes frais et aurait des retombées négatives sur ma marge bénéficiaire ou sur mes prix ? Dans la situation actuelle tout le monde trouve son compte. Je calcule mes frais, c'est-à-dire le transport, les frais de séjour et de douane, le prix d'achat puis mes bénéfices, tout en restant compétitive par rapport au souk.

Après le mariage de mon fils, je voudrais continuer mes placements dans le bétail et m'occuper de mes petits enfants. Pour mon prochain voyage, je souhaite faire le pèlerinage à la Mecque.

M'HENIA

Un premier mariage qui tourne court

Je m'appelle M'hénia de la tribu des Ouled Majer de la région de Thala. Je suis née au Kef, il y a quarante-deux ans. J'ai été élevée dans une famille conservatrice, mais qui ne m'a pas privée de l'enseignement. J'ai poursuivi mes études secondaires jusqu'à la sixième année.

Je me suis mariée, une première fois, avec un homme qui venait de divorcer. "Il voulait refaire sa vie, quoi de plus naturel" disait ma famille. En fait c'était un homme habité par le désir de changer régulièrement de femme. Il était pressé de se remarier avant même de régler définitivement les problèmes de son divorce, tant et si bien que quinze jours après mon mariage, j'ai vu, à mon grand étonnement, un huissier notaire se présenter à la maison pour pratiquer une saisie de tout ce qu'il y avait. Il m'a expliqué que mon mari a été condamné à payer mille six cents dinars d'indemnité de réparation de préjudice à son ancienne femme et qu'il n'a pas obtempéré dans les délais. En fait, une grande partie des effets inventoriés m'appartenaient, car mon mari avait vendu les biens de sa femme précédente, pour jouer et pour payer les festivités de notre mariage. Voilà comment j'ai été dépossédée d'une partie de mon trousseau.

Au bout de deux ans et demi, le démon de changer de femme a saisi mon mari de nouveau. Il voulait de surcroît obtenir le divorce à mes torts. Pour ce faire, il a profité de mon absence de la maison pour faire un constat d'abandon de domicile par un huissier notaire, tout en sachant que j'étais invitée par mes parents pour passer quelques jours auprès d'eux. Son plan fut déjoué par la justice et le divorce fut prononcé à ses torts avec la réparation prévue par la loi à mon profit. Dieu merci, je n'avais pas d'enfants.

Le transfert à Tunis et le second mariage

Après cette expérience malheureuse, j'ai rejoint ma sœur mariée ici même, à M'nihla dans l'intention de chercher du travail dans la capitale. J'ai été embauchée comme dactylographe dans une société. Je menais une vie paisible et ne sentais aucunement le besoin de me remarier. Seulement,

dans notre société une jeune femme ne peut pas vivre sans mari... Et les pressions commencèrent, j'ai résisté tant que j'ai pu et puis un jour j'ai lâché un "oui".

Le prétendant était le neveu de mon beau frère, c'est-à-dire du mari de ma sœur qui m'hébergeait. Sa femme venait de le quitter en lui laissant trois enfants à charge, deux garçons et une fille. Parmi les arguments utilisés par ma sœur pour achever de me convaincre, la garantie d'une place au paradis, si j'acceptais de m'occuper de ces enfants. Par ailleurs, je pouvais, ici bas, gagner l'amour de ces derniers et bénéficier de leur soutien pendant mes vieux jours, d'autant plus que je ne pouvais pas avoir d'enfants.

A peine me suis-je mariée, que la première femme de mon mari a commencé à lui tourner autour. Pour se donner l'occasion de le voir, elle a récupéré la fille en me laissant les deux garçons. Un jour mon mari est venu m'annoncer qu'il devait lui payer huit cent dinars, sous peine d'aller en prison. Deux jours plus tard, cette femme débarqua chez moi, accompagnée d'un huissier notaire. Celui-ci m'ordonna de mettre de côté mes affaires et lui permit d'emmener tout le reste. Me voilà encore une fois le dindon de la farce. Je me suis retrouvée avec un matelas à même le sol et même pas un réchaud pour préparer le dîner.

J'ai appris par la suite que mon mari lui a loué une pièce à Hay Ettadhamen et qu'il allait régulièrement la voir ; lorsque je lui reprochais cette double vie il me disait qu'il allait voir sa fille et qu'il espérait un jour la reprendre et couper définitivement avec cette femme. En fait c'est elle qui l'a "plaqué" pour se marier avec un voisin. La fille nous est revenue et tout est rentré dans l'ordre. Cet épisode m'a coûté deux années de vie amère où je subissais silencieusement l'humiliation.

Aujourd'hui, les enfants ont grandi, l'aîné a vingt et un ans, le deuxième dix-huit et la fille dix-sept. J'avoue qu'au bout de douze ans de vie commune, ils me considèrent comme leur véritable mère et je les aime comme s'ils étaient mes propres enfants. Ils n'ont pas pu poursuivre leurs études, car ils ont été perturbés par le divorce de leurs parents et par le changement de résidence. Ils sont venus de Radès à Hay Ettadhamen, chez l'oncle de leur père, c'est-à-dire le mari de ma sœur. Ils n'ont pas pu être transférés à l'école du quartier faute de place. Leur avenir a été gâché bêtement.

Le fils aîné a été recruté à la poste où travaille mon mari depuis vingt-quatre ans. Il suit une formation dans les câbles et touche un demi-salaire. La fille est entrée comme apprentie dans un atelier de couture. Elle est payée cinquante dinars par mois. Le deuxième fils est en état d'arrestation depuis vingt jours parce qu'il a loué une moto en laissant sa carte d'identité en gage. Il a prêté l'engin à son copain, lequel a fait un accident. Le

cycliste a accusé mon fils de fraude et de sous-location. Lorsque je lui porte ses repas, il me fend le cœur. Il me supplie de ne pas le laisser tomber, de le sortir de là... Nous avons contacté un avocat qui demande cent cinquante dinars d'honoraires.

Je n'ai jamais cessé de travailler

Lorsque mon mari, après le mariage m'a interdit de travailler dans la société où j'étais dactylographe, j'ai commencé à préparer le pain que le fils vendait. Une partie de l'argent qu'il me ramenait servait aux achats quotidiens pour la famille et une partie pour l'achat de la matière première pour le lendemain. Malheureusement le fils n'était pas sérieux, il ramenait la moitié de l'argent et le reste il le dépensait en cigarettes en me disant que les clients qui achetaient à crédit ne payaient pas leurs dettes. J'ai compris qu'il me mentait. J'ai changé d'activité, au lieu de préparer du pain je me suis mise à la "malsouka" que je livrais aux commerçants du marché.

Au marché j'ai rencontré des femmes qui vendaient des légumes et autres denrées alimentaires et qui gagnaient bien leur vie. Elles m'ont expliqué qu'il fallait obtenir une patente.

Le premier contact avec l'administration

Je me suis rendue à la Municipalité, mais avant même d'y entrer j'ai été accostée par deux jeunes gens qui m'ont proposé leurs services contre vingt dinars. Ils ont empoché l'argent et m'ont remis un papier qui s'est avéré "bidon". Longtemps plus tard, j'ai croisé l'un d'eux, je l'ai empoigné pour le traîner jusqu'au poste de police, il a eu tellement peur qu'il m'a rendu mon argent.

Une deuxième fois, c'était un homme mûr qui a essayé de me faire la cour en me proposant de me procurer la patente, de m'avancer l'argent pour louer une boutique, acheter les marchandises et même un camion... tout le baratin quoi... Je l'ai menacé de tout raconter à mon mari.

J'ai compris qu'il me fallait compter sur moi-même, me renseigner et frapper à la bonne porte. J'étais encore voilée, timide et perplexe, je me suis enfin trouvée face à un responsable municipal. Il m'a mise à l'aise, il a inscrit ma demande de patente de vente de légumes, poulets et œufs, j'ai payé cinq dinars de droits et obtenu le papier.

Le commerce des légumes

Il me fallait une boutique et un petit capital pour démarrer. Mon mari m'a aidé, j'ai loué le local contigu à la maison pour quinze dinars par mois, en plus des soixante-quinze dinars que nous payons pour les deux pièces que nous occupons. J'ai conclu un accord avec les commerçants du

marché pour qu'il me procurent, du marché de gros, la marchandise nécessaire : des tomates, des poivrons, des pommes de terre, des oignons, pas plus d'une caisse de chaque. Je transportais moi-même ma marchandise sur une brouette du marché à la boutique.

Au début l'affaire a marché, mais elle a très vite périclité. Les raisons en sont d'abord la vente à crédit et les difficultés que je trouvais à récupérer mon argent. Par ailleurs les femmes préféraient aller au marché où elles trouvaient des légumes plus frais et se donnaient l'occasion de faire une ballade et de rencontrer d'autres femmes. Je me suis trouvée dans un cercle vicieux, moins je vendais plus la marchandise se gâtait et plus les clients m'abandonnaient.

J'ai tenu quatre mois et lorsque la saison chaude arriva, j'ai décidé de changer de local, dans l'espoir d'améliorer mon chiffre d'affaire en m'installant sur une voie passante. J'ai consenti trente dinars de loyer, c'est-à-dire le double de ce que je payais. Le résultat ne s'est guère amélioré.

M'hénia, l'employée de maison

Un jour une amie m'a proposé une place comme femme de ménage dans une maison dont elle connaissait la maîtresse. "Tu auras un salaire fixe, sans te tracasser", m'a-t-elle dit. Elle m'a convaincue, j'ai abandonné la boutique et elle m'a présenté à ma future patronne, une fonctionnaire à la compagnie aérienne Tunis Air. Au bout de deux semaines celle-ci a commencé à m'importuner par ses tracasseries. Elle voulait me défendre d'utiliser la raclette pour nettoyer le parterre et exigeait que je le fasse accroupie. J'ai refusé en lui disant : "Voulez-vous m'expliquer pourquoi la raclette a été inventée, sinon pour nous faciliter la tâche... gardez le salaire de ces deux semaines et je m'en vais à l'instant." Elle a compris que je ne supportais pas l'injustice, elle s'excusa et me dit : "Dès à présent, tu gardes les clés de la maison et tu travailles comme tu l'entends". A partir de cet incident j'ai redoublé d'effort : je m'occupais de la maison, des enfants de huit à quinze heures, pour un salaire de soixante-cinq dinars par mois.

Sur ce, arriva le Ramadhan, j'ai expliqué à ma patronne que je ne pouvais travailler et m'occuper de la maison et depuis j'ai cessé de travailler malgré l'insistance de ma patronne. Je voulais tenter autre chose.

La friperie

J'avais quelques économies, je me suis dit : "Pourquoi perdre l'avantage d'avoir une patente. Il me suffit de demander un changement d'activité". J'ai tout de suite pensé à la friperie. C'est un commerce lucratif et de surcroît la marchandise n'est pas périssable, si je n'arrive pas à l'écouler, elle peut attendre la saison suivante.

J'ai été voir le patron de ma nièce qui avait deux ou trois boutiques de friperie. On s'est entendu pour qu'il me confiât la marchandise à la pièce et j'étais payée au pourcentage sur la recette. Je gagnais bien ma vie. Entre temps, j'essayais de comprendre les rouages de ce commerce. Je me renseignais sur le prix des ballots, les différentes qualités, les articles qui se vendaient le mieux. J'ai su que le ballot de qualité "super" coûte entre deux cent et deux cent cinquante dinars, les chaussures deux cent soixante dix dinars, les sandales deux cent soixante dinars. Il y a des ballots de chemises d'homme, d'autre de rideaux et linge de maison... A partir du moment où je me suis sentie bien armée pour affronter ce marché, j'ai commencé à acheter mes propres ballots.

Au marché municipal, j'étais une grande bâche à même le sol, dans la partie qui me revient, car chacun a une superficie bien définie, et j'expose ma marchandise par petits tas. J'essaie de varier en mettant des vêtements pour enfants, pour femmes, pour hommes à côté d'un tas de rideaux ou de draps. J'ai un parasol pour m'abriter du soleil et une chaise pour me reposer de temps en temps. A midi, chacun range ses affaires et rentre chez lui.

Un ballot rapporte le double, avec en plus les menues pièces ou celles qui sont trop usées et qui se vendent au poids entre cent et deux cent millimes le kilo. Il y a des acheteurs qui passent les récupérer, je crois qu'on les transforme en pâte utilisée dans la papeterie. Parfois je vends aussi des articles d'occasion que me confient les femmes du quartier : une poussette, un berceau, une chaise..., après la vente je prends une commission.

Il y a certes beaucoup de fripiers dans le quartier, mais les clients sont nombreux et la demande existe. Ceux qui font les meilleures affaires sont ceux qui font les souks hebdomadaires. Ils louent des voitures et se déplacent d'un lieu à un autre.

Au début, lorsque je finissais ma journée de travail je ramenaient la marchandise à la maison, dans une brouette ce qui me causait une perte de temps et beaucoup d'efforts. Maintenant je me suis organisée autrement. Nous avons été, une autre femme et moi-même, voir deux fripiers qui disposent d'une boutique en location. Nous leur avons proposé de nous louer une place pour entreposer nos sacs de vêtements à la fermeture du marché et nous les récupérons le matin. Nous payons douze dinars par mois chacune.

Les rapports avec les hommes sur le plan du travail

Ces rapports sont excellents, que de fois nos co-locataires nous ont-ils aidé à charger ou à ranger nos sacs. Il n'en a pas toujours été ainsi. Au début il y a toujours une méfiance et une certaine agressivité. Je me souviens d'un accrochage que j'ai eu au début de mon installation au marché avec un commerçant. "Vous allez nous concurrencer même dans le

commerce de la friperie, pousse-toi ! va exposer ta marchandise ailleurs” m’a-t-il dit. Je lui ai répondu que j’étais ma marchandise où bon me semble et si je manque de place je la mettrai sur sa tête. Depuis, il me respecte, parfois quand le soleil est très fort, il me propose de venir sous son abri qui est moins rudimentaire que mon parasol.

Mon mari ne se mêle jamais de mon travail. Le plus jeune des garçons m’aidait dans le transport, car les nouveaux ballots passent d’abord par la maison où ils sont déballés et triés. Je peux tomber sur de très belles pièces comme par exemple des chemises en soie, des nappes brodés, des draps... Ces beaux articles sont exposés à part et peuvent valoir huit à dix dinars l’une. Depuis que ce garçon est “absent”, je suis seule. Il est impensable que la jeune fille travaille au marché. Elle est en train d’apprendre la couture. J’espère qu’elle sera demandée en mariage et qu’elle se mariera. Nous serons alors rassurés sur son avenir.

Les femmes : de plus en plus nombreuses

Il y a trois femmes dans la friperie et une quatrième qui vend des vêtements neufs, elle dispose d’un grand étal. Plusieurs, dont ma propre sœur, vendent de la vaisselle en porcelaine, verre, aluminium ou plastique. Il y a des femmes qui vendent les légumes dont une qui porte le sefsari. En tous cas, elles sont de plus en plus nombreuses, bien que le marché ne soit pas encore organisé, c’est d’ailleurs pour cette raison que nous ne payons aucun droit contrairement aux commerçants de Hay Ettadhamen.

Je suis déchargée du ménage. J’ai une sœur qui partage avec moi la maison depuis son mariage, il y a un an. Elle a loué une pièce et nous utilisons la même cuisine. J’ai aussi une autre sœur qui habite juste à côté : c’est celle qui vend de la vaisselle au marché. Je disais que ma jeune sœur fait tout ce qu’il y a à faire à la maison. Lorsque je rentre tout est propre, le repas est prêt, le thé aussi. Souvent, elle m’aide également dans le tri de la marchandise.

Elle ne travaille pas encore à l’extérieur. Elle est encore jeune mariée. Elle réfléchit à ce qu’elle pourrait faire plus tard. Pour le moment, elle garde la maison, ceci d’autant plus que moi, je suis souvent sollicitée pour participer aux réunions de la cellule du parti.

Je suis membre de la cellule de Nasr. Le jour du congrès, on est venu m’annoncer que j’allais être élue. Je n’y croyais pas, j’ai pris cela pour une blague mais au moment de la déclaration des résultats j’étais bel et bien élue.

La gestion de l’argent

Je participe au budget de la famille, je réinvestis pour accroître mon capital et je consacre une partie à l’épargne, à l’insu de mon mari. Je pense

à ma vieillesse. Allah ne m’a pas donné d’enfants, malgré tous les soins et les traitements que j’ai suivis. Je ne veux pas un jour devenir une charge pour quiconque. Mon désir le plus fort est d’avoir une maison. J’espère acheter un lot de terrain et me faire construire une maison qui sera un bon placement et la meilleure garantie pour une vieillesse à l’abri du besoin.

Les projets d’avenir

Je voudrais rester dans la friperie mais accroître mon capital. Pour améliorer la présentation de la marchandise en lavant et repassant les pièces avant de les mettre en vente, il faut avoir une boutique mais le loyer est très cher pour moi. Ma maison est mal située, le travail ne peut pas marcher si on n’est pas sur une rue passante.

Ce qui me manque c’est un moyen de transport qui me permettra d’aller de souk en souk. Je crois d’ailleurs pouvoir résoudre ce problème. L’amie qui est co-locataire avec moi à l’entrepôt est en pourparlers avec quelqu’un qui pourrait nous transporter contre le paiement du carburant. En attendant de pouvoir compter sur moi-même et d’acquérir une voiture. Sait-on jamais ? Je dois me débrouiller.

M’henia a également pris deux crédits successifs auprès d’ENDA-IA pour renforcer son commerce en diversifiant les produits qu’elle offre sur le marché.

Partie B
ANALYSE

INTRODUCTION

Méthodologie et approche

La méthodologie se base sur des entretiens ouverts et semi-dirigés, d'une durée variable (d'une demi-heure, une seule fois, à des visites répétées à la maison) réalisés avec vingt femmes citadines à faibles revenus. Les femmes interviewées ont été choisies dans des communautés défavorisées des banlieues des agglomérations urbaines et dans les médinas, c'est-à-dire les parties anciennes des villes, à Tunis surtout, mais aussi dans d'autres villes (Gafsa, Djerba, Kairouan).

Ces femmes, ENDA les connaissait déjà, directement ou indirectement. Elles ont été choisies pour avoir "réussi" à améliorer leur vie ; sont considérées comme ayant "réussi", dans ce contexte, les femmes qui, en dépit d'un faible revenu et d'une éducation formelle insuffisante sinon inexistante, parviennent à faire vivre leur famille et font preuve de dynamisme et de ressources pour négocier la pauvreté.

Toutes ces femmes travaillent pour leur propre compte dans leurs micro-entreprises, et sont chefs de famille (*de facto* ou *de jure*) ou apportent une contribution économique appréciable à leur ménage. En dehors de ces caractéristiques communes, des variations considérables ont été insérées dans cet échantillonnage, pour la situation géographique, l'état civil et le type d'activité dont elles tirent un revenu⁸³.

Les informations qualitatives tirées des interviews ont d'abord été analysées selon le 'contenu' des décisions des femmes dans le courant de leur vie. Ces décisions ont ensuite été classées en deux groupes : celles qui affectent leur vie (prendre en main sa mobilité et son travail, entreprendre une activité génératrice de revenus...) et celles qui portent sur les affaires

83) Rapport national sur les Femmes, 1995

à l'intérieur du foyer et au-dehors (affectation des ressources, gestion communautaire...).

Malgré la diversité de leurs expériences personnelles, un élément commun est la décision d'entreprendre des activités génératrices de revenus. (Rares sont celles qui se sont limitées à une seule activité ; elles ont soit entrepris simultanément plusieurs activités, soit changé plus ou moins souvent d'activité.) Huit d'entre elles ont également décidé de se procurer un terrain et un logement indépendant. Trois d'entre elles ont décidé de mettre fin à leur mariage. Enfin, trois ont décidé d'adhérer à des organisations féminines ou d'être actives dans la politique locale.

Pour analyser les processus décisionnels et le pouvoir des femmes, les cinq variables⁸⁴ suivantes ont été mises en place :

(i) "base de pouvoir" : essentiellement la base de ressources (qui comprend les ressources matérielles, sociales et personnelles) dont disposent les femmes et qui sous-tend leur capacité de prendre une décision ;

(ii) "processus de pouvoir" : interaction entre les femmes et les personnes affectées par leurs décisions, par exemple lorsque ces décisions débouchent sur une situation conflictuelle ;

(iii) "résultat de pouvoir" : résultat de la situation conflictuelle ; savoir si ce sont les femmes qui prennent les décisions finales et qui remportent les discussions ;

(iv) la perception qu'ont les femmes elles-mêmes de leurs processus décisionnels, qui a été utilisée comme indicateur pour faire apparaître si elles percevaient leur décision comme un choix conscient ou si elles y avaient été 'poussées' ;

(v) la motivation des décisions des femmes, ou, en d'autres termes, la façon dont les femmes expliquaient ou justifiaient leurs décisions.

Ces variables permettent d'apprécier si les décisions des femmes facilitent une redistribution ou une renégociation du pouvoir dans leur famille ou dans l'espace public.

On a comparé, au moyen d'une analyse transversale de ces données, les processus décisionnels et le pouvoir. Les femmes ont ensuite été classées en deux groupes :

- le premier groupe est composé de 14 femmes qui ont obtenu des résultats importants en pouvoir décisionnel ;

- le second groupe comprend six femmes qui ont remporté des résultats modérés à faibles.

84) Les termes "base de pouvoir", "processus de pouvoir" et "résultat de pouvoir" sont empruntés à Cromwell et Wieting, 1975.

PROFILS

Ajmia est née il y a 52 ans à Mornag (à 20 km de Tunis). Elle a construit la maison familiale, élevé et marié son fils grâce à ses économies. Elle a commencé par acheter, garder et vendre des moutons. Elle a aussi vendu des produits de beauté au *hammam* de Mornag où elle a travaillé quelque temps. Plus tard elle a commencé à se rendre à l'étranger pour y acheter des vêtements et des produits qu'elle vend aux femmes de sa ville.

Alia est née en 1958 dans une famille d'agriculteurs. Elle avait presque terminé l'école secondaire lorsqu'on l'a mariée à l'âge de 18 ans. Elle est politiquement active depuis plus de vingt ans. Elle a, en outre, créé plusieurs petites entreprises, dont un café, un restaurant, un atelier de couture et un snack bar. Elle est à l'heure actuelle candidate au poste de *omda* (chef de communauté) dans sa ville natale, Saouaf (à 50 km de Tunis) ; si elle est élue, elle sera la première femme en Tunisie à être *omda*. Elle est mariée et a trois enfants.

Bormia a divorcé de son mari en 1980. Elle était à l'époque enceinte et sans aucune ressource. Pour donner un toit à ses six enfants, elle a occupé une mosquée en ruines, dans laquelle elle a plus tard construit une maison. Elle fait des ménages et de la blanchisserie. Il y a quelques années, elle est entrée dans une troupe de musique traditionnelle, et a donné des spectacles dans sa ville natale - Gafsa, au sud de la Tunisie - ainsi que dans d'autres villes.

Bouaradia est bouchère dans le magasin qu'elle a avec son mari. Elle travaille tous les jours - y compris le dimanche - de sept heures du matin à neuf heures du soir. Elle est fière d'être la seule femme bouchère à Hay Ettadhamen. Elle a 38 ans et trois enfants.

Fatma, 42 ans, est mariée. Elle habite Djerba (une île du sud de la Tunisie) avec ses enfants et son mari. Deux de ses trois enfants sont physiquement handicapés. Elle les a tous élevés avec l'argent qu'elle gagne dans la couture. Elle a appris toute seule à coudre à l'âge de 15 ans.

Fatouma vit avec ses enfants à Djerba. Depuis la mort de son mari, elle gagne sa vie en achetant et revendant des vêtements. Elle se rend

plusieurs fois par an à la frontière Libyenne pour y acheter ses marchandises. Elle est active à l'Union Nationale des Femmes Tunisiennes.

Hedia vit à Hay Ettadhamen avec ses enfants et son mari. Il y a plusieurs années, elle s'est mise à gagner de l'argent en faisant de la couture pour compléter le maigre revenu que gagne son mari. Elle se procure des rejets de tissu auprès des usines textiles pour en faire des vêtements. Elle achète et engraisse également des moutons, qu'elle revend pour l'Aïd (fête religieuse).

Henia et Zohra sont sœurs et voisines dans la *Medina* de Tunis. Toutes deux veuves, elles ont une soixantaine d'années. Elles sont connues dans leur communauté pour leur habileté à confectionner des pâtisseries, du pain et des briks (crêpes très fines).

Hdoud, 50 ans, dirige un bureau de placement à Hay Ettadhamen. Elle fait vivre son mari retraité et ses enfants au chômage. Sa fille est entrée dans son affaire, qui marche bien. Hdoud rêve du jour où elle pourra s'acheter un ordinateur.

Jamila est née à Siliana (au centre du pays) il y a 43 ans. Lorsque son affaire de tissage de tapis a fait faillite, elle est venue s'installer à Hay Ettadhamen. Son partenaire l'avait abandonnée, emportant avec lui tout le capital. Elle a continué à vivre du tissage jusqu'à l'accident qui a rendu son mari infirme pour la vie. Après s'être essayée à plusieurs activités, elle a ouvert un magasin qui lui rapporte assez pour faire vivre son mari et trois enfants.

Leila, 35 ans, divorcée, quatre enfants. Son mariage, tumultueux, s'est désintégré lorsqu'elle est entrée à l'hôpital pour un cancer du sein. Bien qu'elle ait été opérée deux fois, sa santé est fragile et son bras gauche pratiquement paralysé. En dépit de sa maladie, elle est pleine d'énergie et de dynamisme : elle travaille très dur à un stand de nourriture qu'elle tient avec sa plus jeune fille à Hay Ettadhamen.

Mabrouka est née à Tunis en 1953. Elle a divorcé en 1984, après que son mari ait dépensé tout l'argent du restaurant familial. Insatisfaite de son travail de domestique, elle a ouvert un "kiosque" il y a quelques années. Elle fournit également des services d'imprimerie et de beauté, et trouve encore le temps de s'occuper de ses quatre enfants.

Mahbouba est née en 1929 à Kairouan (centre de la Tunisie). Sa famille est venue s'installer à Tunis, dans la medina (la 'vieux ville') plusieurs années après sa naissance. Elle a élevé ses trois enfants et acheté deux maisons avec son revenu. Quand elle était plus jeune, elle allait à l'étranger acheter des marchandises qu'elle revendait dans sa communauté. Elle ne voyage plus à cause de son âge mais elle travaille toujours. Une de ses filles s'est associée à son activité.

Mariam habite Djerba. Elle s'est mariée et a divorcé deux fois. Elle a divorcé de son second mari quand il a menacé de mettre une de ses belles-filles à la porte. Elle a acheté sa maison et élevé ses enfants par ses propres moyens. Elle travaille aux champs, offre des services de blanchisserie et prépare des pois chiches.

Mhenia est née en 1954 au Kef (dans le nord-ouest) ; elle est venue à Tunis pour y chercher du travail. Elle vit à Hay Ettadhamen avec son mari et quatre enfants de celui-ci. Chaque matin elle installe son stand de vêtements usagés au marché. Elle a choisi cette activité après en avoir essayé plusieurs autres, telles que la boulangerie et la vente de légumes. Elle est politiquement active dans sa communauté.

Rachida est née à Béja (au sud-ouest de Tunis). Quand elle était jeune, ses parents sont venus s'installer avec elle à Mellasine, près de Tunis. Son père est mort jeune ; ce sont sa mère et elle qui ont élevé ses jeunes frères et sœurs. Elle a commencé par faire des ménages. Après, elle a suivi une formation pour devenir cuisinière professionnelle. Elle est maintenant cuisinière dans un Ministère ; elle fait également des pâtisseries sur commande. Elle est mariée mais n'a pas d'enfants.

Rebeh a perdu son mari il y a des années, et s'est retrouvée sans un sou pour élever ses deux enfants. Elle a travaillé pendant plusieurs années dans une usine mais n'était pas satisfaite, et a commencé à chercher autre chose. Un jour elle a remarqué que les parents de son quartier avaient peur de laisser leurs enfants sortir seuls, à cause des voitures. Depuis, elle gagne de l'argent en accompagnant les enfants et en allant les chercher à l'école.

Tounès, mariée, mère de dix enfants, est née à Tunis il y a 63 ans. Elle a commencé par gagner de l'argent comme domestique, puis comme femme de ménage dans un Ministère. Bien qu'elle ait pris sa retraite il y a trois ans, elle travaille plus que jamais : elle achète et revend de la friperie, distille des herbes et des fleurs, et tisse des tapis. Sa maison est un point d'attraction dans son quartier (Hay Ettadhamen) : ses voisines passent constamment chez elle pour lui demander conseil pour la production et la commercialisation ; et les clients, attirés par les marchandises en vitrine, entrent chez elle pour commander.

Zakia est née à Siliana, mais a déménagé à Tunis quand on l'a mariée à l'âge de 12 ans à un homme de 55 ans. Elle a travaillé presque toute sa vie, dans les champs, à engraisser des moutons, à préparer les haricots et les pois chiches. Son fardeau s'est alourdi il y a 14 ans lorsque son mari est mort, la laissant avec quatre enfants à élever.

Chapitre 1

Dynamique de pouvoir dans la vie quotidienne des femmes

Processus d'auto-émancipation

Pour comprendre comment les stratégies de débrouillardise des femmes peuvent déboucher sur l' "auto-émancipation", il faut aborder la dynamique de décision dans toute sa complexité. Il faut pour cela voir d'abord comment les stratégies de débrouillardise permettent aux femmes d'accéder au processus formel et informel de décision (dans le domaine politique ou économique, ou à la maison), mais aussi et surtout si ces stratégies les amènent à comprendre qu'elles ont le *droit* de mettre leurs choix en pratique. Pour qu'il y ait auto-émancipation, il faut donc d'abord un processus personnel par lequel les femmes "défont" les perceptions sociales négatives, pour pouvoir croire qu'elles ont le droit d'agir, même si leur comportement risque de ne pas être socialement approuvé.

Il y a un processus de réaction certain entre prise de décision et pouvoir. La capacité de prendre, d'exécuter, ou d'influencer une décision suppose déjà l'accès à un certain pouvoir social. Pour prendre une décision, l'individu a besoin d'une base de pouvoir ou de ressources. L'affectation des ressources à l'intérieur du foyer, par exemple, peut être influencée par les femmes qui utilisent différentes formes de "pouvoir de négociation". Mais ceci dépend de la façon dont l'homme/le père exerce ses pouvoirs traditionnels à l'intérieur du foyer et au-dehors. La capacité de décision d'un individu engendre à son tour une situation d'"auto-émancipation", qui, dans une certaine mesure, lui donne le pouvoir de prendre sa vie en main et d'en influencer le cours.

On ne peut néanmoins pas considérer a priori que les décisions prises par les femmes répondent réellement à leurs besoins ou leur permettent de déclencher les changements qu'elles souhaitent dans leur vie ou leur environnement. Dans la plupart des sociétés, les femmes ont de façon générale des droits, des dotations et des ressources plus limités que les hommes. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes pauvres qui, confrontées

aux contraintes multiples liées aux inégalités structurelles (sexe et classe), ne disposent que de choix limités. La décision d'entreprendre des activités génératrices de revenus peut résulter non pas tant d'un choix conscient ou du désir de créer une entreprise que d'un besoin désespéré d'argent, et du manque d'emplois dans le secteur formel.

Ainsi, la participation croissante des femmes dans le monde entier au secteur des petites entreprises (souvent informel) est souvent attribuée au fait que, de plus en plus, les femmes sont obligées d'apporter un revenu à la maison, en raison des effets sur l'emploi des hommes de la crise économique internationale et des programmes d'ajustement structurel. La société tunisienne dans son ensemble continue à considérer que la participation des femmes aux secteurs économiques est causée par un impératif économique plutôt que par le 'droit des femmes à travailler'⁸⁵. En outre, si le travail est socialement dissocié de la question de l'"autonomie" des femmes, il est par ailleurs possible que les femmes à faible revenu, en particulier, ressentent le travail comme une "exploitation" de plus dans leur vie.

L' "invisibilité" du travail des femmes explique en partie que le travail n'entraîne pas automatiquement une redistribution du pouvoir dans le cadre familial ou dans l'espace public. Autrement dit, la *perception* de la contribution économique des femmes ne correspond pas forcément à la *réalité*. Dans les zones urbaines, les catégories les plus défavorisées de la population sont très dépendantes des activités féminines de production et de substitution de revenu au foyer, mais ces activités non-monétisées ne sont pas socialement perçues comme "économiques".

Même lorsque le ménage est dépendant des revenus salariaux des femmes et des jeunes filles - ce qui est le cas dans les quartiers entourés de zones industrielles, qui emploient une main d'œuvre surtout féminine - l'apport financier des femmes n'est pas automatiquement reconnu. Une part non négligeable de la population tunisienne, par exemple, croit que le 'succès' du mariage tient à la division traditionnelle des tâches entre hommes et femmes ; les femmes mariées qui travaillent "devraient faire semblant de ne pas travailler, et les hommes de ne retirer aucun avantage financier du revenu apporté par les femmes"⁸⁶.

Il se peut du reste que les femmes ne perçoivent pas clairement et sans ambiguïté leurs propres intérêts. De nombreuses études empiriques indiquent qu'elles affectent une plus grande partie de leurs ressources aux biens

85) Dans une étude nationale récente, 72,5% de la population interrogée a répondu que les femmes travaillent parce qu'elles ont besoin d'argent, contre 22,3% qui considèrent que le travail est lié à l'égalité entre conjoints (UNFT, 1995).

86) Kria Chaker (1995).

familiaux que les hommes⁸⁷. On explique souvent cela par le fait que les femmes acceptent les normes sociales (la 'maternité' est liée à l' 'altruisme'). Par ailleurs, il faut éviter de considérer que les femmes se ploient toujours aux normes sociales et qu'elles ont simplement un comportement altruiste, parce qu'il y a aussi "des femmes qui ont souvent sciemment et passionnément pris la décision de définir leur intérêt propre sans le moindre égoïsme, et de se soumettre au nom de ce en quoi elles croient"⁸⁸. Les besoins des femmes sont si complexes, et leurs intérêts si ambigus, qu'il est difficile de juger si leurs décisions sont conformes à leurs intérêts.

Dynamique du pouvoir

L'auto-émancipation comporte d'abord "un processus par lequel les personnes, organisations, ou groupes qui sont sans pouvoir prennent conscience de la dynamique du pouvoir dans leur vie" avant de pouvoir définir leurs intérêts et négocier les inégalités. Dans le cas des femmes, l'espace privé était le centre premier de la dynamique du pouvoir.

La société voit en l'"espace familial" le domaine de la femme : c'est là qu'elle s'acquie de ses responsabilités, qu'elle tient ses rôles, tels que la procréation et la "maternité". L'ironie fait que c'est précisément dans ce domaine que la subordination de la femme peut revêtir une expression particulièrement intense. "Il existe une souffrance chez les femmes inhérente à la structure de la famille patriarcale basée sur l'inégalité des sexes, inégalité qui est la génératrice de violence physique et symbolique"^{89 90}.

Dans toute famille, chaque membre a, selon toute probabilité, des priorités différentes, voire concurrentes. Les décisions portant sur le budget du ménage sont un point fort de conflit potentiel. La possibilité pour chacun de faire valoir ses priorités dépend, en partie, de l'inégalité entre les sexes dans le ménage et en-dehors.

Il y a très peu d'informations à ce sujet, ce qui ne permet que des ébauches de conclusions, qui peuvent même être contradictoires, sur la façon dont les décisions sont prises en famille en Tunisie. Les femmes semblent jouer un rôle de plus en plus important dans les décisions du ménage : 56% des personnes interrogées en Tunisie en 1994 estiment que les hommes doivent être les principaux décideurs, 27,6% pensent que les décisions doivent être partagées⁹¹. Mais 59% de la population considère que la fréquence des divorces est due à la "désobéissance des femmes"

87) Voir, par exemple, Bruce, 1988.

88) Folbre, 1994, p.251.

89) Rejab, 1987, p.297

90) Voir Ben Miled (1986) pour une analyse détaillée de la violence au foyer en Tunisie.

91) UNFT, 1995

vis-à-vis de leur mari⁹². De même, le gouvernement Tunisien a promu l'émancipation des femmes depuis l'indépendance (y compris "l'égalisation des droits et des devoirs dans le ménage"), et pourtant l'article 23 du Code du Statut Personnel affirme en toute clarté que les hommes, exclusivement, sont chefs de famille⁹³.

Les histoires vécues de ces femmes font apparaître que le processus de décision au sein de la famille évolue au fur et à mesure que change la situation familiale. Au début de leur cycle de vie, les femmes n'avaient qu'un accès limité à la prise de décisions en famille, et disposaient de peu de pouvoir sur leur propre vie. Avec le temps, lentement, elles ont acquis un pouvoir de décision. Les processus qui ont permis cette évolution sont décrits dans le reste de ce chapitre.

Décisions personnelles

Un examen plus approfondi des trois grandes composantes des décisions personnelles - le mariage, la mobilité et le travail - permet de mieux voir si les femmes, au début de leur cycle de vie, ont eu la possibilité ou la capacité de prendre les grandes décisions les concernant de façon relativement autonome. Excepté Jamila, Rachida, Tounès et Mabrouka, ces femmes ont laissé entendre, implicitement ou explicitement, qu'elles n'avaient pas eu le pouvoir de décider ; ces décisions avaient été entièrement du ressort de leurs parents ou de leur mari.

En ce qui concerne le mariage, par exemple, la plupart d'entre elles ont affirmé que ce n'était pas elles qui l'avaient décidé. Il y a quelques cas dans lesquels le consentement final au mariage a été donné par la femme, mais en général le mariage a été décidé et le mari choisi par les autres membres (masculins) de la famille. On les a mariées soit à un cousin, soit à un ami de la famille. Ce phénomène du mariage avec intermédiation des parents (mariage entre cousins surtout) est prédominant en Tunisie, où, traditionnellement, le mariage était conçu comme une "alliance" entre deux familles, plutôt que comme l'union de deux individus. La plupart d'entre elles ont été mariées à un âge relativement jeune, en général à un homme plus âgé, et la moitié d'entre elles avaient moins de 15 ans. (La plus jeune a été mariée à l'âge de 12 ans à un homme de 55 ans). Quelques-unes n'avaient même pas rencontré leur mari avant le mariage.

92) *ibid.*

93) En 1992, le Président de la République a proposé des amendements au Code du Statut Personnel (ces mesures ont été adoptées en 1993 par la Chambre des Députés). L'une de ces mesures consistait à remplacer une disposition de l'article 23 concernant l'obéissance de la femme et les prérogatives du mari par une disposition stipulant la considération réciproque et l'assistance mutuelle.

La réaction des femmes, confrontées à cette contrainte, va de l'opposition farouche à la résignation. Bornia, par exemple dit :

"J'avais 14 ans et lui trente-deux, il était de dix-huit ans mon aîné. Je ne voulais pas de ce mariage. Le jour de mes noces, parée et en costume de mariée, j'ai tenté de me sauver, évidemment c'était une tentative vouée à l'échec".

L'histoire de Mahbouba est un autre exemple de tentative avortée de s'opposer au mariage :

"il voulait me donner en mariage à son cousin, un homme d'un certain âge que j'appelais "oncle", un fainéant qui travaillait un jour sur six. Inutile de vous dire avec quelle furie je me suis opposée à ce projet. Je me suis enfermée dans la chambre trois nuits durant. Lorsqu'on défonça la porte pour me faire retirer, j'ai couru vers le puits pour m'y jeter et en finir."

Ces femmes n'ont aucun pouvoir de décision sur leur mariage : elles n'exercent qu'un contrôle limité sur leur vie. Une fois qu'elles sont mariées, cette impuissance est exacerbée, surtout pour leur mobilité et leur travail. Par exemple, avant de se marier Mhenia gagnait bien sa vie comme secrétaire ; elle aimait son métier mais elle a cédé à la pression de sa famille pour se marier. Une fois marié, son mari refusa de lui laisser poursuivre sa carrière. Quant à Alia, elle dit avoir été ambitieuse très jeune ; après son mariage, on lui a offert deux postes qu'elle a dû refuser parce que son mari n'était pas d'accord. "Mon mari n'aimait pas que je sorte de la maison", répètent ces femmes. Dans un cas extrême, le mari enfermait sa femme à clef.

Cela ne veut pas dire que ces femmes ne participaient pas aux décisions prises à l'intérieur du foyer : elles se servent probablement de différents mécanismes ou de stratégies pour influencer et exécuter leurs décisions. Rejab, dans son étude de Mellasine, quartier pauvre de la banlieue de Tunis, indique des moyens moins subtils d'influencer les décisions, parmi lesquels : attaquer les maris en justice, leur refuser des relations sexuelles, ou présenter un ultimatum de séparation⁹⁴. Dans le cas des femmes interviewées, certaines avaient leur mot à dire dans les décisions familiales (déménagement dans une autre ville, établissement du budget du ménage...). Il s'agissait cependant d'une *influence* sur la prise de décision ; ce n'était ni une contestation de la famille patriarcale fondée sur l'autorité paternelle, ni un pouvoir de décision complet sur leur propre vie.

Ce qui est intéressant, c'est que sur les quatre femmes qui avaient pu décider leur mariage et/ou leur travail et leur mobilité, trois (Jamila,

94) Rejab, 1990

Rachida, Mabrouka) ont atteint un niveau élevé en matière de pouvoir de décision, la quatrième (Tounès) n'a atteint qu'un niveau insuffisant. Néanmoins, le fait qu'elles n'aient pas pu disposer de leur propre vie ne les a pas nécessairement empêché d'acquérir les compétences nécessaires pour décider et choisir seules, plus tard dans leur vie.

Bouleversement des rôles au sein du ménage

Les mariages de toutes ces femmes se fondaient sur la division traditionnelle des rôles qui Tunisie : les femmes au foyer, les hommes soutien de famille. L'association entre "masculinité" et "soutien de famille" est évidente dans ce que répètent souvent ces femmes : elles disent que leur mari "remplit son devoir" en pourvoyant aux besoins financiers de la famille. Seules les quatre femmes évoquées plus haut (qui avaient pu décider de leur mariage, leur travail et leur mobilité) avaient travaillé avant et pendant leur mariage. Elles attendaient de leur mari qu'il apporte au moins une part de contribution économique, sinon la part la plus importante.

Les trajectoires sont marquées par des crises, "internes" au sein du foyer, et liées à l'effondrement du rôle traditionnel de l'homme soutien de famille. Pour les ménages déjà situés dans les tranches les plus pauvres de la population, la perte de revenu occasionnée par le décès du mari, son incapacité physique, l'insécurité de son emploi ou la 'déviation de son comportement' (par rapport à son rôle), ont des conséquences graves sur le bien-être des membres de la famille.

Pour un certain nombre de ces femmes, la crise a résulté de la mort ou de l'incapacité physique de leur mari. Pour les autres, une crise 'continue' est perceptible, due au fait que le mari ne pourvoit pas au bien-être de sa famille. Le travail mal rémunéré et souvent précaire rend très difficile le soutien financier masculin traditionnel à la famille. D'après la majorité des femmes, plus le revenu de leur mari est insuffisant, moins celui-ci fait d'efforts pour améliorer le niveau de vie de sa famille, ou même pour en assurer les besoins essentiels.

"Mon mari était maçon et prenait souvent des constructions à son compte. Il refusait de subvenir à mes besoins les plus élémentaires. Pourtant il avait un travail régulier. Seulement il aimait traîner dans des cafés et courir les femmes." (Leila).

"Au début, notre mariage marchait bien. Il avait un travail et nous n'avions pas trop de problèmes financiers. C'est quand j'ai eu nos enfants que les choses ont commencé à aller de plus en plus mal. Quand les enfants sont nés, son attitude envers nous est devenue de plus en plus négative. Il refusait de nous donner de l'argent et il dépensait pour lui-même tout l'argent qu'il gagnait." (Mariam)

Plusieurs explications plausibles peuvent être trouvées au comportement des hommes. La répartition de l'espace - qui attribue aux femmes le monde 'interne' de la famille et aux hommes le monde 'externe', peut jouer un rôle. "Le monde 'externe' des hommes peut quelquefois prendre une partie importante de ce qu'ils gagnent, et desserrer leur contact personnel et social avec les besoins matériels et affectifs de leur famille immédiate"⁹⁵. La façon dont certaines de ces femmes parlent du comportement de leur mari fait apparaître le rôle joué par le contexte culturel ; ce qu'elles disent indique que le monde 'externe' peut recouvrir non seulement le domaine 'public', mais également les liens des hommes avec leur famille élargie. L'âge plus élevé du mari et l'héritage de la structure familiale étendue peuvent expliquer que les hommes continuent à se sentir responsables de leur famille paternelle⁹⁶. Cet attachement peut déclencher des conflits d'intérêt entre la femme (qui défend les intérêts de ses enfants) et l'homme (qui veut continuer à s'occuper de sa famille paternelle) ; ces conflits sont exacerbés par la pénurie de ressources du ménage.

Voici ce que disent deux femmes :

"Mon mari est coiffeur, sa boutique est dans le village même. Il a débuté avec son frère qui était le propriétaire du fond de commerce. Depuis la mort de son frère, mon mari porte la moitié de la recette à sa belle-sœur à la fin de la journée. C'est lui qui a élevé ses neveux et qui a veillé sur eux. Aujourd'hui l'un est avocat et l'autre ingénieur. Il aime ses neveux plus que notre fils unique". (Ajmia)

"Vers les années 70, nous avons raté une belle occasion, par la faute de mon mari. Mon ancien patron, que Dieu ait son âme, nous a inscrits dans un programme de logements populaires au quartier Ez Zouhour... Mon mari a refusé prétextant qu'on n'avait aucun meuble, qu'il nous fallait des lits, des armoires... Je crois que la vraie raison de ce refus était qu'il ne voulait pas quitter ses parents et rompre avec le mode de vie patriarcal, pour l'époque c'était mal vu, c'était assimilé à la **négation de ses origines** et de ses parents. A partir de ce jour-là, j'ai juré de tout mettre en œuvre pour avoir une maison". (Tounès).

En outre, dans une société qui associe la 'masculinité' et la 'virilité' au soutien de la famille, il se peut également que les hommes, confrontés à des difficultés économiques et n'étant pas en mesure d'assumer leur rôle 'masculin', se sentent dévalorisés et démissionnent entièrement de leurs responsabilités. Plusieurs études corroborent l'hypothèse que la pauvreté

95) Hoodfar, cité par Bruce, 1989.

96) De nombreux facteurs expliquent cette évolution des structures familiales, parmi lesquels l'exode rural et les réformes judiciaires qui ont renforcé l'unité nucléaire, conjuguée, au détriment de la famille étendue.

est liée à un bouleversement des rôles au sein du ménage. "On peut se demander s'il n'y a pas réellement une défaillance des rôles des éléments masculins dans les familles pauvres (père, fils). En effet, il n'est pas si rare de voir des hommes déguster savoureusement leur thé dans les cafés en jouant durant des heures à la Kharbaga (sorte de jeu de dames pratiqué dans les milieux populaires tunisiens) pendant que leur femme se débat pour assurer les moyens de subsistance de la famille"⁹⁷. Fatouma (membre d'une association qui milite pour l'amélioration de la condition féminine en Tunisie), soutient que les réactions 'typiquement masculines' face aux difficultés économiques sont dues à l'orgueil des hommes, qui peut les gêner dans la recherche d'un travail.

"J'ai toujours constaté que les hommes, surtout les hommes jeunes, refusent d'accepter un travail mal payé. Ils ne sont pas disposés à accepter n'importe quel travail, ils sont trop orgueilleux pour ça. Les femmes, au contraire, acceptent même le travail le plus mal payé".

Il est intéressant de constater que les femmes qui disent que leurs maris ne sont pas enclins à affecter leur revenu aux biens du ménage signalent également que leur famille est en proie à des tensions, du fait de la violence (verbale ou physique) du mari, de son alcoolisme ou de son infidélité.

On constate deux types de réactions chez les femmes confrontées à une crise 'interne' : la décision de divorcer et la décision d'entreprendre des activités génératrices de revenus.

Quatre femmes, en dépit des pressions exercées sur elles par leur entourage immédiat, ont décidé de demander la séparation de leur mari. Quelques autres avaient exprimé leur désir de divorcer, mais la désapprobation dans laquelle la société tient le divorce les en a empêchées.

Mabrouka a décidé de divorcer de son mari lorsque leur restaurant a fait faillite. Son mari s'est alors mis à boire et à lui infliger régulièrement des violences physiques. Ses propos illustrent la façon dont le divorce peut résulter du fait que la femme conteste l'inégalité structurelle consacrée entre mari et femme :

" J'ai compris que je ne pouvais plus compter sur lui pour assurer à mes enfants une vie décente. Dans la mesure donc où j'ai décidé d'affronter seule mon destin, pourquoi rester sous la coupe d'un homme qui, bon gré mal gré, sera le maître et aura le dernier mot comme l'exige notre société ? J'aurais été la risée de tout le monde si j'avais accepté une telle condition ?"

De plus, elle souligne que, même si elle risquait d'avoir moins d'argent, puisqu'elle serait seule, cet argent serait au moins entre ses mains.

97) Nasraoui, 1992, p.277

Les raisons qui l'ont poussée au divorce se retrouvent chez beaucoup de femmes qui craignent de voir leur mari s'emparer du revenu qu'elles apportent.

Les femmes qui sont restées avec leur mari ont décidé d'assurer par elles-mêmes leurs besoins tels qu'elles les avaient définis. Ces besoins touchent au bien-être de leurs enfants (besoins essentiels, y compris l'éducation pour un grand nombre d'entre elles) et au logement. Plusieurs d'entre elles se sont abstenues de dire à leur mari qu'elles n'étaient pas d'accord avec lui sur les priorités en matière de dépenses. La fréquence de la violence au foyer explique en partie la peur des femmes de susciter des discussions. (La peur de la violence au foyer peut fonctionner comme mécanisme masculin pour faire taire les femmes.) Pour celles qui ont exprimé à voix haute leurs priorités, leurs revendications se sont heurtées au silence. Si elles ont entrepris leurs propres activités génératrices de revenus, c'est souvent parce qu'elles étaient tenues totalement à l'écart du revenu gagné par les hommes et qu'il leur était impossible de faire accepter leurs priorités.

On a dit plus haut que la majorité des femmes n'étaient pas maîtresses de leur propre travail ou de leur mobilité. Pour pouvoir donner suite à leurs décisions, elles ont eu recours à différentes stratégies pour surmonter les restrictions imposées à leurs mouvements. Certaines, pour éviter tout conflit potentiel, n'informaient pas leur mari de leurs décisions et le mettaient devant un fait accompli. D'autres, au contraire, négociaient franchement avec lui. D'autres encore ont entrepris des activités génératrices de revenus à domicile. Elles vendaient leurs produits par l'intermédiaire des membres masculins de la famille ou bien directement chez elles. Lorsqu'elles en venaient à la décision d'entreprendre des activités 'dans l'espace public', leurs maris ne manifestaient pas d'opposition.

Les changements qui interviennent au sein du foyer, y compris le pouvoir que les femmes peuvent ou non exercer sur leur mobilité, dépendent du contexte socio-culturel. Comme le montre le cas de Mahbouba, après tout les individus ne vivent pas dans le vide ; ils sont englobés dans la société. Tout au long de sa vie, Mahbouba a connu des changements sociaux généraux. Sa 'réclusion' a été suivie d'une période de l'histoire Tunisienne (la fin des années '50) caractérisée par un engagement marqué du gouvernement en faveur de l'émancipation des femmes, et par une opinion publique qui acceptait de plus en plus de voir les femmes dans l'espace 'public'⁹⁸. Il faut signaler que si seize femmes ont été entravées dans leurs mouvements, seule Mahbouba (la plus âgée des femmes interviewées) a été littéralement enfermée chez elle pendant une certaine période de sa vie.

98) Tessler et al., 1978

Une différence subtile apparaît à ce stade parmi ces femmes : il y a celles qui comprenaient qu'elles étaient 'poussées' vers le travail et celles qui ont 'sciemment choisi' de prendre des initiatives pour surmonter la pauvreté et les inégalités entre hommes et femmes. Pour quatre d'entre elles, la décision de travailler pour gagner de l'argent n'a pas été une attaque délibérée contre la division des tâches entre hommes et femmes ou contre les restrictions imposées par leur mari. Bien que toutes soient entrées dans le mariage portées par les traditions qui régissent les rôles hommes/femmes, ce sont ces quatre qui s'accrochaient le plus à ces traditions. Ainsi, celle qui avait le pouvoir de décision le plus faible (Rebh), si amère à la mort de son mari qu'elle déclara à sa belle-sœur, le jour de l'enterrement : "Il a toujours été un bon à rien. Même en mourant, il ne m'a rien laissé".

Les femmes qui ont fait un 'choix conscient', et en particulier celles qui avaient un pouvoir de décision important, ne sont pas restées attachées aux traditions en matière de rôles au sein du ménage ; comme le dit Mhenia "avoir un mari, ça ne veut rien dire, il faut quand même pouvoir se débrouiller". Ces femmes ont saisi l'occasion de la crise "interne" pour prendre sur leur vie un pouvoir qui leur avait jusque-là été refusé. Avant la crise, la seule possibilité pour elle était de bâillonner leurs intérêts, leurs aspirations, leurs choix (qu'il s'agisse de se marier, de se mettre à travailler...) ; elles n'avaient aucune influence sur les décisions familiales. Elles avaient envisagé depuis très longtemps de prendre des décisions, mais l'autorité de leur mari ou de leurs parents les en avait empêchées. La crise semblerait leur permettre d'exprimer ouvertement leurs choix et de les suivre - comme si elles prenaient conscience de leur potentiel d'action qui a en grande partie été étouffé pendant toute leur vie.

Ceci soulève la question de savoir si le bien-être de leur famille et leurs espoirs déçus par leur mari étaient pour elles un moyen de justifier leurs processus de décisions. Peut-être ces femmes ont-elles tiré prétexte du bien-être de leur famille pour légitimer une motivation 'cachée' - personnelle.

Voici les propos de deux femmes qui illustrent l'ambiguïté de leurs motivations lorsqu'elles entreprennent des activités génératrices de revenus. Mhenia affirme :

"Je n'ai jamais rien fait pour moi-même. C'était toujours pour les autres. Même après mon mariage. Je répondais aux besoins et aux souhaits des autres."

En même temps elle dit :

"C'est un travail qui me donne vraiment une satisfaction personnelle, j'aime acheter et vendre les fripes au marché, je crois que j'ai trouvé mon créneau."

Ce que dit Mabrouka montre bien que les deux motivations - la satisfaction personnelle et les besoins des enfants - ne s'excluent pas réciproquement :

"Après le divorce, il me fallait trouver du travail pour nourrir mes quatre gosses. Trouver du travail n'était pas facile, surtout que je ne voulais pas me contenter de peu. J'avais beaucoup d'ambition ; j'aspirais à un travail respectable."

Chapitre II

Accumulation de ressources

Toutes les femmes de cette étude ont décidé - ou ont été 'forcées' - de se débrouiller pour améliorer le niveau de vie de leur famille. En se lançant dans ces activités 'externes', elles ne possédaient que de maigres ressources en dehors de leur propre travail (qu'elles avaient déjà dû négocier). Comment s'y sont-elles prises pour répondre aux besoins qu'elles avaient elles-mêmes définis ? Comment ont-elles réussi à recueillir des revenus suffisants en dépit des multiples contraintes qu'elles rencontrent dans l'espace public ?

Les emplois offerts sur le marché du travail aux femmes analphabètes et peu qualifiées sont peu nombreux et mal payés. Dans le secteur formel, les emplois se limitent en général à des postes de femmes de ménage ou d'ouvrières mal payées dans les usines textiles ou autres. Dans le secteur informel, les femmes rencontrent de nombreuses contraintes : accès très limité aux ressources productives et au crédit, manque de temps (dû au double fardeau des rôles productif et reproductif) et 'engorgement' des secteurs où les femmes sont souvent concentrées. Les femmes ont tendance à se cantonner à une gamme limitée d'activités traditionnelles (couture, transformation d'aliments...). L'engorgement est l'un des obstacles les plus importants, signalé par les hommes pauvres également⁹⁹, mais les difficultés sont exacerbées pour les femmes par l'échelle habituellement réduite de leurs activités et par leur manque de capital.

L'insuffisance (ou l'absence) d'infrastructures de stockage et de transport aggrave les difficultés en rognant les petites marges qu'elles pourraient dégager de leurs activités. Pour éviter les coûts de transport, les femmes parcourent de longues distances à pied, mais ceci leur fait perdre beaucoup de temps. Il y a en outre des facteurs culturels, tels que les restrictions imposées à la circulation des femmes, qui jouent à leur détriment

99) Ferchiou, 1995

et qui peuvent les empêcher, par exemple, de commercialiser leurs propres produits et d'avoir accès à l'information sur les marchés. Tous ces facteurs découragent ou empêchent les femmes de développer ou même de créer leurs propres entreprises ; elles entrent alors plutôt dans des rapports où elles sont souvent exploitées (comme travailleuses à la pièce, travailleuses à domicile...) avec des opérateurs économiques plus importants qui les dépassent largement par leurs ressources financières et leur connaissance du marché.

Les contraintes brièvement énumérées ci-dessus ne seront pas développées plus avant¹⁰⁰. Le but de ce chapitre est plutôt d'examiner les mécanismes utilisés pour surmonter ces obstacles : auto-éducation et développement des capacités (pour compenser leur faible niveau de qualifications et de compétences), création de réseaux sociaux (pour se procurer les ressources matérielles et physiques) et capacité de trouver des 'créneaux de marché' (pour surmonter le problème des marchés engorgés ou stagnants). La façon dont les femmes arrivent à se procurer du terrain et un logement, malgré leurs faibles niveaux de revenu, sera également décrite pour illustrer leur capacité de 'manipuler' les ressources.

Auto-éducation et compétences acquises informellement

Les trajectoires parcourues par les femmes dans leur vie indiquent un processus de mobilité vers le haut, pour lequel elles font preuve d'une rationalité et d'une ingéniosité économiques considérables. Tout au long de leur vie, la plupart d'entre elles ont progressé, passant d'activités mal payées à d'autres mieux rémunérées.

La moitié des femmes a commencé à travailler comme domestiques, alors que les autres ont immédiatement mis sur pied des activités pour compte propre. Pour quelques-unes de celles qui ont commencé comme domestiques, il y a eu une certaine mobilité sectorielle : d'abord domestiques dans le secteur informel, elles sont passées à des postes de 'femmes de ménage' dans le secteur public (emploi mieux payé et plus sûr) et de travailleuses d'usine dans le secteur privé. Elles se sont ensuite établies à leur propre compte. Bien que trois d'entre elles aient explicitement donné comme motivation le souhait d'avoir leur entreprise (par exemple Hdoud, citée plus bas), les sept autres ont expliqué que la difficulté de concilier la prise en charge des enfants et leur travail, et la fatigue physique due au travail, les ont amenées à rechercher une autre solution.

"Je suis une femme pleine d'idées ; il fallait que je commence à tirer profit de mes idées et de mes ressources pour mon propre compte plutôt

100) Voir Amouri (1994), par exemple, pour un examen critique des femmes dans le secteur informel, et Urbaconsult (1994) pour une étude des femmes et du développement de micro-entreprises.

que pour mes employeurs " (Hdoud dirige une agence de placement pour domestiques).

Au sein du secteur des micro-entreprises également, toutes les femmes, à une exception près, ont engagé plusieurs activités en succession rapide avant de créer une entreprise stable (ou plusieurs activités génératrices de revenus). La seule femme qui ait toujours exercé la même activité était entrée dans l'entreprise déjà établie de son mari. On discerne une progression, les femmes évoluant constamment vers des activités mieux rémunérées : par exemple elles commencent à gagner leur vie dans la couture, ensuite dans le tissage et enfin elles ouvrent un magasin. Dans le courant de l'activité elle-même, les femmes ont entrepris des changements qui ont contribué à accroître le revenu qu'elles en tirent, par exemple contourner les intermédiaires et les fournisseurs de matières premières.

Si la mobilité vers le haut caractérise la vie de ces femmes, quels sont les facteurs qui ont contribué à cette progression ? Elles sont presque toutes analphabètes ou d'un niveau d'éducation très bas. Une seule d'entre elles avait bénéficié d'une formation professionnelle. Certaines possèdent des compétences et techniques 'féminines' (couture, broderie, production alimentaire, soins de beauté) transmises d'une génération à l'autre. Celles qui se sont mariées très jeunes n'ont même pas eu l'occasion d'acquérir ces compétences traditionnelles.

En l'absence de compétences acquises formellement (et dans certains cas, même informellement) l'auto-éducation, l'apprentissage sur le tas et l'expérience jouent un rôle très important. Par exemple, pour expliquer comment elle a pu devenir cuisinière qualifiée sans avoir jamais suivi de formation professionnelle, Rachida dit : "j'ai bien ouvert les yeux". *"Lorsque j'étais femme de ménage, je devais souvent aller à la cuisine faire des salades, et servir. J'ai dit au directeur que j'avais quelques connaissances et j'ai été nommée assistante. Petit à petit j'ai appris... A la cuisine, les cuisiniers ne faisaient jamais un plat sans m'appeler : 'Hé, viens regarder, tu vas apprendre. Arrête de faire ton pain, viens ici'. Je demandais toujours : 'Qu'est-ce que c'est que ça, ça va avec quoi, comment vous avez fait ça ?' " J'ai appris à tout faire. Ensuite j'ai passé un examen pour être officiellement cuisinière."*

Bien que les activités génératrices de revenus basées sur ces compétences traditionnelles tendent à être assimilées aux tâches domestiques, et deviennent par conséquent 'invisibles', l'élément d'auto-apprentissage et le sentiment de réussite qu'en tirent les femmes, sans parler de leur valeur économique, méritent qu'on s'y attarde.

"Quand j'avais 15 ans, j'ai appris toute seule à coudre ; je me suis exercée sur les vêtements de ma sœur jusqu'à ce que je sache vraiment

bien coudre... A cette époque-là, je n'avais même pas de machine à coudre. Un de mes voisins en avait une. J'allais chez lui et je me servais de sa machine. Je me suis exercée pendant tout un mois, jusqu'à ce que je sente que je savais vraiment m'en servir." (Fatima)

L'auto-apprentissage joue un rôle important, non seulement pour acquérir les compétences nécessaires pour produire, mais également pour vendre, pour tenir une comptabilité, pour contourner les fournisseurs qui 'exploitent', et pour avoir une connaissance générale du marché. Cette expérience d'apprentissage est similaire pour presque toutes les femmes. Il convient de souligner ici que tout agent économique - qu'il soit ou non indépendant - dépend non seulement de forces structurelles qu'il ne peut maîtriser (prix des matières premières, tarifs, fluctuations de la demande...) mais également de ses rapports avec d'autres agents (fournisseurs, consommateurs, gros commerçants, autorités...). "Dans un grand nombre de cas, l'indépendance apparente des petits producteurs est illusoire et dissimule la vulnérabilité extrême des petits chefs d'entreprise et des travailleurs pauvres dans le secteur des petites entreprises"¹⁰¹. En tout état de cause, la plupart des femmes ont commencé par se trouver en situation de dépendance par rapport à d'autres agents et elles ont réussi à s'en libérer.

Lorsque Mahbouba s'est mise à vendre des produits 'importés'¹⁰² à Tunis, elle travaillait pour le compte d'un fournisseur. Il allait à l'étranger acheter les marchandises qu'elle revendait ensuite pour une partie du bénéfice. Elle a travaillé pour lui pendant plusieurs années, jusqu'à ce qu'un incident "m'apprenne une leçon, et m'ouvre les yeux sur la lâcheté de mon associé". En résumé, son fournisseur importait illégalement de l'or en Tunisie et, quand il a été arrêté par la police, "il n'a rien trouvé de mieux pour se défendre que de me dénoncer". Cet incident l'a convaincue, dit-elle, "de voler de mes propres ailes et travailler seule". A ce moment-là, elle avait déjà accumulé des informations suffisantes sur le marché.

Mhenia a décidé de gagner sa vie dans la friperie après s'être essayée à toute une série d'activités boulangerie, transformation alimentaire et vente de légumes. Au début, elle s'avouait novice ; elle ne savait pas où acheter les vêtements usés. Elle s'approvisionnait par conséquent chez un fournisseur qui la faisait payer à la pièce, réduisant ainsi considérablement tout son bénéfice potentiel. Entre-temps, elle a contacté plusieurs autres revendeurs, appris où acheter en vrac, et comment choisir efficacement.

¹⁰¹) Mayoux, 1995, p.18

¹⁰²) Depuis quelques années, un secteur informel d'import-export prospère en Tunisie: on se rend à l'étranger pour y acheter des marchandises qu'on revend en Tunisie. Les femmes jouent un rôle de plus en plus important dans ce secteur.

Henia et Zohra ont développé leur activité de pâtisserie et se sont fait une réputation croissante dans leur communauté au fur et à mesure qu'elles se perfectionnaient et qu'elles apprenaient à diversifier leurs produits. Zakia, pendant quelque temps, a gagné sa vie en faisant et en vendant du pain. Comme elle ne savait pas compter, ses clients faisaient exprès de se tromper en calculant ce qu'ils lui devaient. Elle s'en est aperçue, et, petit à petit, a appris à compter. "Maintenant je ne me trompe plus".

Les histoires de ces femmes mettent en lumière une autre conséquence importante de l'apprentissage par elles-mêmes : dans une certaine mesure, au fur et à mesure qu'elles prennent de l'expérience dans leur domaine et qu'elles sont satisfaites de leurs résultats, elles sont plus disposées à prendre des risques. En d'autres termes, les femmes qui ont le plus progressé dans leurs activités sont celles qui ont pris le plus de risques. Elles font preuve d'une remarquable capacité d'adaptation à la demande du marché. Comme le dit Mabrouka qui, à côté du magasin qu'elle a construit et ouvert, offre des services d'imprimerie : "Je suis pleine d'idées ; lorsqu'il me vient une idée il faut que je l'essaie, même si c'est difficile, je peux toujours retomber sur mes pieds".

Constitution de réseaux sociaux

En analysant les ressources qui ont permis aux femmes d'entreprendre des activités (multiples, dans certains cas) génératrices de revenus, un facteur crucial apparaît, à côté de l'auto-éducation. La constitution de réseaux sociaux est partout présente ; il est en fait difficile de séparer les rapports sociaux des rapports économiques. Certains économistes académiques considèrent que l'investissement dans les réseaux sociaux est l'antithèse de la rationalité économique et de la recherche du profit. Dans la pratique, loin de s'exclure mutuellement, les bénéfices des réseaux sociaux dans la vie des femmes sont infinis. Les réseaux sociaux, dans leur contexte, peuvent être interprétés comme un comportement efficace ou optimal, face aux contraintes qu'elles rencontrent.

Les liens de solidarité sont des ressources cruciales pour les femmes. Ils donnent accès aux possibilités de crédit et de financement (capital de démarrage en particulier), leur permettent de collecter des informations essentielles en matière de marché et d'emploi ("Quelqu'un m'a dit que..."), et facilitent les arrangements concernant la garde des enfants. A propos des liens de solidarité comme sources de crédit, il faut signaler qu'il n'y a pas en Tunisie de tradition solide de prêteurs d'argent ou de prêteurs sur gages. En général les femmes reçoivent des prêts sans intérêt de leur famille étendue, leurs amis ou leurs voisins. Ces liens ne présentent habituellement pas d'inconvénients ou de risques (d'exploitation, par

exemple). La perte de réputation et l'honneur jouent en outre souvent comme mécanisme d'exécution¹⁰³. Comme le dit l'une des femmes :

"Si nous ne remboursions pas nos dettes, les gens viendraient frapper à notre porte pour redemander leur argent, les voisins entendraient et diraient que nous sommes indignes de confiance et sans honneur".

Ce qui est toutefois particulièrement intéressant, c'est le changement qualitatif des liens de solidarité tissés par les femmes. Au fur et à mesure que les femmes s'aventurent dans l'espace 'public' elles établissent toute une gamme de contacts et de relations, en dehors de leur famille et de leur quartier. Ces liens 'nouveaux' concernent principalement d'autres agents et autorités économiques et sont tout à fait distincts des liens de solidarité 'traditionnels', qui touchent essentiellement les membres de la famille, les voisines et les 'dirigeants communautaires'¹⁰⁴.

Ces nouveaux liens de solidarité exercent les mêmes fonctions que les liens 'traditionnels', mais ils élargissent le champ des occasions qui s'offrent aux femmes. Si la plupart des femmes reçoivent des prêts en un versement (pour leur capital de démarrage) des membres de leur famille, le crédit pour leur fonds de roulement provient essentiellement d'autres agents économiques (fournisseurs de matières premières et entrepositaires de marchandises par exemple). Ceci permet aux femmes de surmonter des obstacles tels que l'absence de capacité de stockage et de transport. Par exemple, deux des femmes qui vendaient des légumes à un marché de plein air ont, pendant quelque temps, bénéficié de ce type de services (crédit et transport) offerts par leurs collègues hommes.

S'agissant des informations sur les marchés et sur l'emploi, les liens 'nouveaux' complètent les informations reçues à travers les liens 'traditionnels'. Plusieurs femmes ont indiqué qu'elles avaient 'contacté' quelqu'un qu'elles connaissaient à la mairie, dans un ministère ou dans d'autres organes ou administrations, pour recevoir des informations, des patentes, ou pour toute autre question liée à leur activité. Les exemples de ces liens 'nouveaux' foisonnent, mais un seul suffira à illustrer les avantages que les femmes peuvent en retirer. Jamila, qui a un magasin, a récemment reçu une aide sociale en nature des autorités locales (à la suite de l'accident de son mari qui a entraîné une incapacité physique grave). Elle a reçu un stock de produits cosmétiques (maquillage, vernis à ongles...) et une grande quantité de laine. Sachant qu'elle aurait du mal à vendre ces articles dans son quartier pauvre, elle raconte : "j'ai contacté

103) Pour que la perte de réputation joue comme mécanisme d'exécution, il faut, évidemment, que la débiteur se sente englobé dans la communauté.

104) Bien que la notion de 'dirigeant communautaire' soit contestée en Tunisie, les figures 'religieuses' jouaient un rôle important.

plusieurs personnes que je connais dans des fabriques où travaillent surtout des jeunes filles. Je savais que je ramasserais davantage d'argent en vendant par l'intermédiaire de ces gens que dans mon quartier".

Ressources symboliques¹⁰⁵

Comme on l'a déjà vu, les femmes entrepreneurs à faible revenu se heurtent à de nombreux obstacles liés aux inégalités entre les sexes et les classes. Par leur statut de travailleurs indépendants dans le secteur des petites entreprises, les femmes rencontrent des difficultés avec les autorités et l'administration. En tant que femmes, elles se heurtent également aux obstacles créés pour les femmes par la société. Celles qui ont eu à prendre des décisions allant au-delà d'un revenu à gagner - trouver un logement, et/ou adhérer à des organisations politiques - ont connu, pour chacune de ces décisions, des situations conflictuelles. Par un processus de confrontation et de négociation directe, les femmes transforment ('subvertissent') ces situations conflictuelles en 'ressources symboliques'.

Par leurs décisions, les femmes (surtout celles qui ont obtenu des résultats importants en pouvoir décisionnel) se sont trouvées dans des situations où leur comportement était en conflit avec l'idéologie dominante le partage de rôles hommes/femmes. Pour s'imposer, elles ont dû commencer par influencer et convaincre leur entourage (en particulier les personnes concernées par leurs décisions) qu'elles avaient le pouvoir et la capacité d'agir. Certaines, pour avoir voulu renégocier les rôles qui leur étaient offerts en pénétrant dans un domaine exclusivement 'masculin', ont connu ces conflits dans l'espace 'public'. Elles se sont heurtées à l'hostilité réservée aux femmes par leur environnement de travail essentiellement masculin. Pour d'autres, cette situation conflictuelle se situait dans l'espace 'privé', où leur mari (et, dans un cas, les parents) s'opposait ouvertement ou manifestait sa désapprobation.

S'il est vrai que les réactions des femmes à ces situations conflictuelles sont conditionnées par leur personnalité (timidité, colère, ton autoritaire...), ces réactions peuvent néanmoins éclairer la résolution des conflits interpersonnels en général. Les femmes qui ont obtenu les meilleurs résultats en pouvoir décisionnel ont fait preuve d'une capacité remarquable à gérer leurs rapports avec les autres et à résoudre les conflits. Fermeement convaincues de leurs capacités, elles ont réussi à faire face à la désapprobation comme à l'approbation de la société. Ajmia, qui se livre à l'activité, exclusivement masculine, d'éleveur, nous dit :

"Mon mari n'était pas très content de ce que je faisais. Je ne l'écoutais pas. Pour cette affaire, je n'avais besoin du conseil de personne. Je

105) Le terme de 'ressource symbolique' est emprunté à Bouchrara, 1993. Ce chapitre s'inspire de sa communication.

ne l'écoutais jamais ; je savais ce que je faisais. Je le laissais parler et je continuais à faire ce que je voulais."

Ou, comme le dit Tounes, qui a pris une décision cruciale concernant sa famille - acheter une maison - sans en informer son mari (comportement inacceptable pour la société) :

"J'ai demandé à mon beau-frère de m'accompagner à la poste pour que je puisse y prendre l'argent pour acheter le terrain. Il m'a demandé comment je pouvais prendre une décision si importante sans le dire à mon mari. Je lui ai répondu que je n'allais pas changer d'avis. Quand il a vu comme j'étais décidée, il est venu avec moi."

Les processus de négociation directe permettent aux femmes de prendre confiance : elles se sentent capables de s'exprimer et de surmonter des situations conflictuelles. C'est là une situation qui peut être psychologiquement habilitante et servir de ressource 'symbolique' aux femmes, en renforçant leur capacité individuelle et leur assurance. Mhenia, par exemple, qui travaille dans un marché de plein air, continuait à s'entendre dire "c'est un métier pour les hommes, pas pour les femmes qui nous enlèvent notre travail". Elle a répondu sans se laisser intimider : "je l'ai envoyé promener. Depuis cet incident il me respecte et m'admire".

Il ne faut pas oublier qu'il s'agit là de femmes qui avaient au départ des choix de vie très limités, que leur environnement n'était pas de nature à faire développer les compétences ou les capacités utiles dans l'espace 'public', dominé par les hommes. Et pourtant, grâce à leurs décisions successives et à leurs expériences quotidiennes, elles ont réussi à acquérir les talents qui servent à résoudre les conflits. Elles ont appris, en tâtonnant, à aborder le monde 'public'. Même les femmes qui n'ont obtenu que des résultats médiocres ou faibles en pouvoir de décision et qui se sont trouvées plongées dans des situations conflictuelles qu'elles n'ont pas réussi à résoudre à leur avantage, affirment leur droit à s'exprimer et à présenter leurs besoins et leurs priorités. Par exemple, Fatma a essayé de négocier avec son mari les priorités en matière de dépenses ; elle trouvait qu'il devait contribuer aux besoins du ménage au lieu d'utiliser son revenu pour ses dépenses personnelles. Lorsque ses doléances se sont heurtées au silence, elle a décidé d'exiger de la mairie que la pension trimestrielle de son mari soit inscrite à son nom à elle plutôt qu'à celui de son mari.

"Le délégué¹⁰⁶ a refusé, disant que mon mari était chef de famille et qu'en tant que tel c'était lui qui avait droit à cet argent. J'ai répondu que mon mari ne nous donne pas un sou de ce qu'il reçoit, mais le délégué a rejeté ma requête."

106) Le 'délégué' est le fonctionnaire à la tête de la 'délégation', ou sous-préfecture.

Le cas de Rebeh indique que la confrontation dans l'espace 'public' peut renforcer un processus de 'prise de conscience'. Voici ce qu'elle dit :

"Lorsque je me suis rendue à une réunion à la "shouba" (cellule locale du parti politique au pouvoir) je me suis rendu compte qu'ils parlaient de choses dont je ne savais rien, ils ne parlent pas de problèmes qui concernent des gens comme moi. La plupart du temps, ils discutent de choses comme les élections. J'ai été voir l'un des hommes à la réunion et je me suis plainte du fait qu'ils ne parlent pas de problèmes comme le chômage."

Ses propos impliquent que, par sa confrontation avec le monde 'public', elle a pris conscience de sa situation, a pu se différencier des autres et a réussi à exprimer ce qui lui tenait à cœur.

Grâce à leurs contacts sociaux quotidiens, cette capacité de négociation leur permet d'exprimer leurs besoins et leurs préoccupations, et de mieux négocier avec les autorités publiques et les autres agents économiques. Vu la position souvent vulnérable qui est la leur, du fait de leur statut de travailleuses indépendantes, cette capacité est cruciale.

Comment manipuler les ressources : le cas du logement

Le cas du logement, en particulier, illustre la façon dont les femmes réussissent à créer des mécanismes pour compenser leur manque de ressources matérielles. Huit des femmes ont décidé, de leur propre initiative, de trouver les moyens de se procurer du terrain et un logement. En voici trois cas : Bornia a décidé d'occuper illégalement (squatter) une mosquée en ruines ; Tounès, en combinant les liens 'nouveaux' et 'traditionnels', et grâce aussi à son épargne, a réussi à s'acheter du terrain et à construire une maison ; Fatma, par contre, n'a mis en œuvre que des liens 'traditionnels'. En Tunisie, même dans les classes les plus défavorisées de la population on est propriétaire de son logement ; par exemple, une enquête effectuée par ENDA à Mnihla, quartier pauvre dans la banlieue de Tunis, a fait apparaître que 73% de la population étaient propriétaires de leur maison¹⁰⁷.

Fatma gagne sa vie en cousant, ce qui lui permet d'assurer la subsistance de sa famille. Se rendant compte qu'elle n'arriverait jamais par son activité à avoir un revenu suffisant pour s'acheter du terrain (et sachant que son mari n'a pas l'intention de subvenir aux besoins de sa famille), elle dit : "j'ai commencé à réfléchir à la façon dont je pourrais construire une maison avec les moyens limités dont je disposais". La première étape a consisté à convaincre son beau-père riche à mettre une partie de son terrain au nom de son mari. Ensuite elle a décidé de demander de l'aide à son propre père. "Il m'a donné 60 dinars, et a fait un plan de la maison pour que je puisse obtenir un permis de construire. Il m'a aussi apporté deux

107) Profils socio-économiques de Femmes Actives de Mnihla (1995).

camions de briques, de gravier et de fer pour construire la maison". Pour la construction, elle a réussi à convaincre son mari, qui travaille à temps partiel dans le bâtiment, à y participer. Son frère l'a aidée financièrement et son voisin lui a prêté 250 dinars.

Pour Tounès, après qu'elle a décidé de s'acheter un logement, la première étape a consisté à ouvrir un compte courant à la poste, et à commencer à épargner petit à petit, mois après mois. Elle précise : "Lorsque j'ai atteint la somme de 600 dinars, j'ai commencé à prospecter le marché des terrains à bâtir". Elle a payé le terrain par traites mensuelles. Un Hadj voisin a offert de lui vendre à crédit les matériaux de construction nécessaires. Elle a également contacté son ancien employeur, au Ministère de l'Economie (où elle travaillait comme femme de ménage). Il l'a aidée en la mettant en contact avec une société qui lui a vendu à un prix imbattable des matériaux supplémentaires. Elle s'est servie de la plus grande partie de ces matériaux, et a échangé le reste contre d'autres choses dont elle avait besoin. Elle s'est mise en contact avec un fournisseur et lui a dit " je suis une femme mais j'ai une parole d'homme. Si tu acceptes de me livrer tel et tel matériaux, je te paie tant par mois. C'est moi qui, au bout de chaque échéance, viendrai te payer." Elle a ensuite emprunté 1500 dinars à un parent. Ses neveux l'ont aidée en rassemblant une équipe de maçons (tous des parents à elle). Elle a aussi contacté un menuisier, qui avait travaillé dans la même administration qu'elle, pour qu'il se charge de la menuiserie. Elle l'a payé avec sa prime semestrielle. Comme elle le dit : "Vous avez vu combien d'acrobaties j'ai dû faire pour construire ma maison avec le peu de moyens que j'avais."

Bornia a décidé de divorcer de son mari quand "malheureusement, il a sombré dans l'alcool et a commencé à dépenser sans mesure. Il a vendu ses véhicules l'un après l'autre, puis tous mes bijoux et enfin notre maison". Elle s'est retrouvée seule, avec six enfants et sans ressources. Elle a décidé d'occuper illégalement une mosquée en ruines ; la police en a immédiatement été avertie, et l'a amenée à la mairie où on lui a dit qu'il fallait qu'elle s'en aille. Elle a essayé en vain d'expliquer sa situation, jusqu'au moment où elle a craqué et a menacé de tuer ses enfants et de se suicider si on l'expulsait. On lui a accordé temporairement le droit de rester, en attendant de trouver un autre endroit où elle pourrait vivre. Elle a été convoquée plusieurs fois à la police et à la mairie, mais elle s'est entêtée. En négociant, elle a réussi à ne pas se faire expulser ; elle s'est même construit une maison sur les ruines de la mosquée.

Si l'on compare ces trois cas, l'arsenal très vaste de ressources mises en œuvre par ces femmes apparaît à la lumière. La ressource principale de Fatma était l'influence qu'elle réussissait à exercer sur son entourage immédiat. Les personnes qui ont facilité l'acquisition de son logement

étaient sa famille (beau-père, père, frère, mari) et son voisin. A la différence de Fatma, la base de ressources de Tounès n'était pas constituée par son influence sur son entourage immédiat. Elle a, certes, reçu de l'aide de sa famille, mais sa base de ressources principale était la façon dont elle a réussi à 'manipuler' toutes les occasions qui se sont présentées et à utiliser toute la gamme des contacts qu'elle avait établis dans le cadre de ses activités. Quant à Bornia, elle n'avait ni ressources financières ni pouvoir 'familial' pour la dépanner. Elle a 'créé' sa base personnelle de ressources : elle a saisi l'occasion d'une mosquée vide et a réussi, grâce à ses talents de négociatrice, à justifier son acte devant toute la communauté.

Succès des 'stratégies des femmes'

Ce chapitre décrit le processus qui a permis aux femmes de se constituer progressivement une base de ressources suffisante pour répondre aux besoins qu'elles ont elles-mêmes définis. Les activités décrites ici ne sont pas, au sens strict du terme, 'un succès'. Très peu ont un potentiel de croissance : elles utilisent rarement de la main d'œuvre salariée, représentent une forte concentration de main d'œuvre (et non de capital), et tendent à diversifier plutôt qu'à spécialiser (pour minimiser les risques). Le succès relatif des activités doit plutôt être évalué en termes d'impact sur leur vie. Ce qu'il importe de souligner, c'est que ces femmes ont fait preuve d'appétitudes considérables à acquérir tant les compétences techniques nécessaires pour le marché que des talents de négociation intangibles, grâce auxquels elles ont pu compenser tous leurs désavantages en tant qu'entrepreneurs pauvres.

Chapitre III

Famille ou engagement individuel ?

Rôle central de la famille

Les histoires de ces femmes montrent combien elles sont engagées dans leurs projets. Ceci tient au rôle central que joue la famille dans leur vie ; leur décision d'entreprendre ces activités a été motivée par leur désir d'améliorer le bien-être de leur famille. Ce désir se retrouve dans tous les entretiens avec elles :

"Je me réveille pour travailler pour pouvoir donner autant que possible à mes enfants. Je travaille dur pour eux" (Hédia).

"J'ai élevé seule tous mes enfants. J'ai travaillé très dur pour qu'ils ne manquent de rien. J'ai fait tout ce que je pouvais pour leur assurer un avenir stable" (Mariam).

Pratiquement toutes ont de très bons rapports avec leurs enfants, qu'elles ont élevés toutes seules dans la plupart des cas. Seule Leila a eu des problèmes avec ses fils ; elle n'a pas trouvé d'autre solution que de les mettre dans un foyer. Elles se préoccupent du présent et de l'avenir de leurs enfants ; elles expriment toutes le souhait que la vie de leurs enfants soit meilleure que la leur. Celles qui attribuent leur pauvreté à leur manque d'éducation et de qualifications accordent de l'importance à l'éducation de leurs enfants. En fait, elles jugent leur réussite dans la vie par le niveau de vie qu'elles ont pu offrir à leurs enfants.

Malgré ces bons rapports avec leurs enfants, plusieurs des femmes dont les enfants qui travaillent n'attendent d'eux aucune aide financière. Les cadeaux ou l'aide qu'ils peuvent leur apporter leur font plaisir, mais elles refusent d'être à leur charge ou d'être un fardeau pour eux, puisqu'ils ont également des problèmes financiers. On a tendance à penser, surtout dans les sociétés telles que la Tunisie, où traditionnellement la structure de famille 'patriarcale' a joué un rôle important, que les enfants sont vus comme un investissement (comme main d'œuvre, dans les zones rurales,

ou comme moyen de mobilité sociale). Dans le cas de la majorité des femmes interviewées, cette motivation n'est pas apparente.

"Je ne demande rien à mes enfants mariés. Ils ont la vie dure, et je ne veux pas les ennuyer" (Zakia).

A l'inverse, sept femmes avaient offert du travail à leurs enfants en agrandissant leur micro-entreprise. Elles ne les considèrent pas comme une main d'œuvre non rémunérée, mais comme des associés. Fait intéressant, pratiquement toutes ces femmes travaillent avec leurs filles et pas avec leurs fils (même lorsque les fils sont au chômage).

Construction d'une identité : conséquence imprévue ?

Le rôle central de la famille dans la vie de ces femmes correspond à leur rôle central dans la vie de leur famille ; en d'autres termes ce sont elles qui sont les 'gagne-pain'. Le soutien apporté par leur famille à leurs activités favorise le développement de leur identité, en leur donnant davantage confiance en elles-mêmes. L'histoire de la vie de ces femmes met en lumière l'expérience et les attributs qui peuvent approfondir ce processus 'd'auto-émancipation'. On l'a déjà vu, l'émancipation s'accompagne d'un processus intangible et non quantifiable par lequel les femmes en viennent à voir qu'elles ont 'le droit d'agir et d'exercer de l'influence' ; ce processus va être mis en lumière.

La distinction a été établie plus haut entre les femmes qui ont 'sciemment choisi' et celles qui ont été 'poussées' à prendre une décision. Cependant les conséquences de leur capacité à décider estompent, dans une certaine mesure, la distinction entre choix conscient et 'forcé'. Ces deux catégories de femmes ont, de par leurs responsabilités économiques nouvelles, développé leur autonomie. Elles considèrent qu'elles peuvent être fières d'avoir été capables de prendre en main leur propre vie. Elles se démarquent des "gens qui tendent la main pour qu'on les aide". Aucune d'entre elles ne veut plus se sentir à la charge de qui que ce soit. Les phrases telles que "je dois m'occuper de moi-même", "je ne peux pas rester les bras croisés en attendant que quelque chose se passe", "je dois faire en sorte que ça se passe" reviennent sans cesse dans les entretiens.

Elles se voient comme des ' survivantes '. Elles ont 'lutté' pour faire face et même pour dépasser les multiples contraintes qu'elles rencontrent. Voici ce que dit Jamila (mariée à un handicapé physique, trois enfants) :

"De mois en mois, mes recettes s'améliorent. Chaque mois qui passe est pour moi une victoire ; chaque année qui passe est un soulagement, je me dis merci mon Dieu... mon seul souhait c'est de les conduire à la majorité dans la décence et l'abri de la misère."

L'autodiscipline de ces femmes est stimulée par l'expérience qu'elles acquièrent dans leurs activités. Leur sens du devoir vis-à-vis de leur famille

s'harmonise progressivement avec leur engagement professionnel dans leurs activités. Ceci est particulièrement évident chez les femmes qui font preuve d'un grand pouvoir de décision. Le développement de leurs micro-entreprises les amène de plus en plus à rechercher le résultat, avec une volonté d'exceller. La façon dont ces femmes se décrivent : "je réussis bien dans mon travail", "compétente", "décidée", "entreprenante", "pleine d'initiatives", reflète leur confiance en leurs capacités. Le fait qu'elles soient elles-mêmes à l'origine de leurs activités et qu'elles aient, dans un grand nombre de cas, acquiescées leurs capacités, renforce leur sentiment de réussite.

En pensant au passé, lorsqu'elles étaient encore des néophytes, certaines d'entre elles expriment de la rancœur ; elles sentent qu'elles étaient exclues non seulement de ces activités proprement dites ou de l'espace 'public', mais aussi du savoir et de la connaissance en général. "Avant, la vie était différente, nous étions enfermées, exclues de tout, nous ne savions rien"(Zakia). "Les choses étaient différentes alors, maintenant les gens sont plus ouverts et conscients. Nous avons changé" (Rebeh). La décision d'entreprendre des activités génératrices de revenus a entraîné un changement qualitatif dans la vie des femmes, en améliorant l'image qu'elles ont d'elles-mêmes.

Conscientes d'avoir acquis des compétences, les femmes peuvent se façonner un sentiment d'identité tout à fait distinct de l'identité relationnelle de 'mère' ou 'épouse' que la société (y compris les femmes elles-mêmes) leur attribue traditionnellement. Leurs activités leur permettent d'ajouter une nouvelle variable à leur identité sociale ("Je vends au marché", "J'ai un magasin"...). Néanmoins, vu l'importance de leur rôle de mères, on peut se demander si ce nouveau 'rôle' est ressenti comme une identité séparée et divisible ou s'il y a imbrication entre les deux.

Les femmes affirment que leur travail est reconnu par leur entourage immédiat ; "chacun sait que je prends mon travail au sérieux", "on sait que je travaille dur pour pouvoir élever mes enfants", "mon travail est apprécié", sont des phrases qui reviennent souvent. L'une des stratégies utilisées est en fait un effort délibéré d'entretenir leur 'image', pour conserver leur clientèle et pour entretenir de bons rapports avec leurs fournisseurs, comme l'indiquent les phrases suivantes : "les gens viennent acheter mes produits parce qu'ils savent que je suis exigeante sur la qualité", "je n'ai jamais été roulée parce qu'on sait que je ne roule personne".

Dans certains cas, elles sont conscientes du rôle économique et social crucial qu'elles jouent dans leur communauté. Leila, par exemple, vend des casse-croûte et est souvent harcelée par les autorités locales. Elle dit :

"Je ne comprends vraiment pas pourquoi ils continuent à m'embêter. Je leur dis sans cesse que mon snack-bar est le seul près des usines, beaucoup

d'employés cherchent un endroit où manger pendant leur pause - déjeuner ; ils viennent chez moi. Alors dites-moi pourquoi ils m'embêtent puisque je joue un rôle économique important dans ce quartier ?"

Hdoud dirige une agence de placement pour domestiques. Elle dit :

"Vous voyez que je fais de l'action sociale. Je participe au combat que mène l'Etat contre le chômage. Je ne prélève rien aux employées que je place. Ce sont des gens pauvres".

Elle assure que son agence de placement protège ces filles, en les empêchant de faire 'quelque chose de désespéré'. Elle a également des entretiens avec les employeurs pour évaluer leur personnalité, ce qui réduit le risque de harcèlement sexuel, et prévient certaines des difficultés rencontrées par les domestiques.

Outre la reconnaissance professionnelle que peuvent gagner les femmes par leurs activités génératrices de revenus, il y a également une plus grande sociabilité. On a déjà vu qu'avant de décider d'entreprendre des activités, elles étaient coupées de toutes sortes de contacts, en dehors de leur famille immédiate et de leur quartier. Ces liens 'nouveaux' vont au-delà de la fonction économique de compensation de leur manque de ressources productives. Un contact accru avec le monde 'extérieur' a forcément un effet sur leur évolution personnelle, et leur permet d'avoir une vision et une compréhension plus larges de problèmes généraux. Tounès, qui a été femme de ménage au Ministère de l'économie (et s'est, en même temps, lancée dans plusieurs activités indépendantes) affirme :

"C'était une expérience très riche. J'ai noué des relations d'amitié très solides. J'ai découvert le monde de la politique, le syndicalisme. Mes analyses de la situation amusaient mes supérieurs autant qu'elles les interroquaient".

Mahbouba, qui se rendait à l'étranger pour y acheter des marchandises qu'elle revendait en Tunisie, dit aussi :

"J'avoue que ce métier m'a beaucoup apporté. Aujourd'hui, je possède un capital immobilier qui me rapporte un loyer. Je peux dire que je me sens à l'abri de la misère, Dieu merci. Il m'a aussi permis de découvrir des pays étrangers, de faire la connaissance d'hommes et de femmes qui sont devenus de véritables amis... "

Retour au foyer...

Plusieurs ramifications imprévues du processus de décision des femmes (développement de leur autonomie, engagement 'professionnel' dans leur travail, reconnaissance sociale, évolution personnelle) ont été présentées plus haut. Cela dit, il ne faut pas seulement évaluer la perception que ces femmes ont d'elles-mêmes, il faut voir également si leurs activités

génératrices de revenus et leur plus grande autonomie entraînent une redistribution de pouvoirs et de droits dans l'espace privé.

Pour les femmes mariées, la décision d'affirmer leur droit indépendant à prendre et à exécuter leurs décisions entraîne un écart croissant entre leur participation aux affaires familiales et celle de leur mari ; celui-ci prend de plus en plus de distance, même si c'est un mari qui contribue en partie aux besoins de la famille. L'articulation des expériences des femmes dans les domaines public et privé donne aux femmes de plus en plus d'autorité et de pouvoir de décision sur les affaires du ménage. Les femmes qui ont obtenu les meilleurs résultats en pouvoir décisionnel soutiennent qu'elles sont reconnues par leur famille et leur entourage immédiat comme 'chef' de famille. Puisqu'elles apportent la contribution économique principale, elles peuvent gérer le budget familial, fixer les dépenses prioritaires, et devenir les décideurs principaux au sein de la famille. La dissociation entre mari et femme - et l'autorité accrue des femmes - est dans certains cas le résultat d'une grande différence d'âge entre époux : quand les femmes ont commencé à mettre en œuvre leurs décisions, leurs maris étaient relativement âgés, ce qui explique peut-être pourquoi ils ne sont pas opposés à l'autorité croissante des femmes au sein du ménage. Comme le dit Hdoud, "c'est à mon tour maintenant de m'occuper du ménage".

Leur pouvoir de décision au sein de la famille est particulièrement évident en matière de logement. Non seulement une majorité d'entre elles a acquis du terrain et un logement par leur propre initiative, mais plusieurs d'entre elles ont mis leur maison au nom de leur mari et au leur, en commun. Dans un pays où ce sont presque toujours les hommes qui mettent la maison à leur nom (dans une enquête nationale portant sur 1005 ménages, 80% des maisons étaient au nom du mari seul, et 3% seulement au nom des deux conjoints¹⁰⁸), le pouvoir de décision de ces femmes revêt sa pleine signification. Quoique que la législation tunisienne permette aux femmes d'acquérir des biens immobiliers¹⁰⁹, elles rencontrent des difficultés à ce sujet à cause de facteurs culturels. "Les derniers vestiges de l'organisation patriarcale de la société les amènent souvent à remettre la gestion de leurs biens entre les mains des hommes de leur famille"¹¹⁰.

En insistant pour que la maison soit à leur nom, ces femmes ont contesté l'image sociale de l'homme soutien de famille et décideur. Une femme s'est procuré un logement par ses propres moyens, sans même une

108) Info-CREDIF, novembre 1994, a présenté plusieurs résultats d'une étude du CRE-DIF, sur les décisions prises au sein du ménage.

109) L'article 24 du Code du Statut Personnel reconnaît le droit des femmes mariées à disposer librement des biens de leur propriété.

110) Rapport National sur la Tunisie, 1995

contribution 'affective' de son mari, et a pourtant 'dissimulé' son pouvoir de décision derrière la stratégie générale qui maintient l'idéal de l'homme soutien de famille. Comme l'indiquent ses propos, toutes les femmes ne sont pas prêtes à contester ce qui est socialement approuvé :

"Il m'a annoncé qu'il a établi le contrat à son nom. De toute façon je n'aurais jamais inscrit la maison à mon nom. Dans notre milieu et surtout il y a quelques années, un tel affront était insupportable pour l'homme, il aurait conduit droit au divorce."

Cela dit, pour toutes les femmes mariées, cette participation économique accrue renforce bel et bien les schémas existants de relations inégales entre homme et femme dans le ménage, à deux égards. D'abord, bien qu'elles disposent toutes d'un pouvoir de décision sur leur revenu, ce revenu est soit réinvesti dans la micro-entreprise de la femme, soit utilisé pour les besoins du ménage. Au fur et à mesure qu'augmente la contribution des femmes au ménage, leur revenu libère une part de plus en plus grande du revenu du mari pour ses propres dépenses. Dans certains cas, les femmes se plaignent d'être responsables de toutes les tâches ménagères tout autant que de faire bouillir la marmite, alors que leur mari "n'est bon à rien. Tout ce qu'il fait, c'est dormir, manger et dépenser de l'argent". Surtout chez les femmes dont les activités ne donnent pas un revenu vraiment important, leur incapacité à modifier les schémas existants de dépenses déterminés par l'homme suscite leur mécontentement.

La façon dont le revenu apporté par les femmes est dépensé explique, en partie, que les hommes ne manifestent plus d'opposition. Comme le disent deux des femmes :

"Pourquoi est-ce que mon mari serait contre maintenant ? Il sait que mon travail fait vivre toute la famille".

"Quand mon mari s'est rendu compte que mon activité apportait de l'argent à la maison, il a arrêté de se plaindre de ce que je sortais seule. Il n'a plus rien dit du tout. Il savait que j'utilisais l'argent pour la maison et que c'est un bon usage".

En matière de gestion financière, le cas de Bouaradia, seule femme bouchère de sa communauté, montre combien le pouvoir de décision peut se développer. Petit à petit, elle a pris la responsabilité du budget du magasin qu'elle tient avec son mari, tout en gérant par ailleurs le budget familial. Son mari reconnaît sans difficulté que c'est elle qui est responsable. Par contre, plusieurs femmes sont obligées de dissimuler l'argent à leur mari ou même d'ouvrir un compte en secret pour réduire le risque de voir le mari s'approprier de l'argent au détriment des intérêts familiaux.

Les activités génératrices de revenus des femmes peuvent également aggraver les inégalités entre homme et femme dans le ménage. La plupart des

femmes a ces activités tout en gardant l'entière responsabilité des tâches ménagères. Certaines ont réussi à se décharger de quelques tâches ménagères sur d'autres femmes (sœur, fille, voisine, mère). A l'exception d'Ajmia - qui a reconnu que son mari s'occupe quelquefois de leurs enfants - aucune d'entre elles ne pourrait même envisager que son mari participe aux tâches ménagères. Ainsi, engagées dans des activités rémunératrices et reproductives, les femmes accroissent considérablement leur charge de travail.

Bien que certaines femmes aient laissé entendre qu'elles préféreraient un partage des responsabilités économiques, elles se rendent probablement compte que les rapports à l'intérieur du ménage ne vont pas beaucoup évoluer. Les divorcées et les veuves expriment cela clairement en disant qu'elles n'ont aucun désir de se remarier, étant donné que c'était déjà elles qui s'occupaient le plus des enfants.

Processus de changement plus vaste

Les femmes qui ont décidé de participer à des activités politiques montrent qu'elles s'engagent non seulement vis-à-vis de la famille et sur le plan individuel, mais également pour des changements plus profonds. Poussées par le sentiment de l'injustice dans la vie des femmes, souhaitant améliorer le sort des femmes de leur communauté, trois d'entre elles ont adhéré à des organisations ou des structures politiques qui s'occupent des problèmes féminins.

Alia soutient que l'un des facteurs qui l'ont poussée à poursuivre ces activités était l'extrême subordination des femmes de sa région qui étaient 'arriérées' (ce sont ses mots) à l'époque. Quant à Fatouma, la responsabilité économique croissante des femmes de sa région l'a poussée à s'engager dans la politique. Dès le début de son action, elle a compris que pour faciliter l'évolution de la situation des femmes, il fallait qu'elle travaille avec les hommes tout autant qu'avec les femmes. Maintenant, dit-elle "je connais les hommes mieux que les femmes". Elle affirme que la pauvreté empire souvent la situation des femmes au foyer en augmentant leur charge de travail :

"Lorsque les femmes viennent se plaindre de ce que leur mari se désintéresse des besoins de sa famille, je parle aux hommes et je leur demande où se trouve exactement le problème. Je leur dis souvent qu'ils doivent penser à leurs enfants et essayer d'améliorer leur avenir. "

Mhenia dit :

"J'ai adhéré au parti pour défendre les femmes. Certaines sont si démunies. Elles sont souvent confrontées à des situations difficiles, abandonnées par le mari avec des enfants à charge ou exploitées par un mari ivrogne qui vit à leurs crochets. Il faut leur expliquer qu'elles ont des droits et les aider à payer un avocat en cas de besoin."

Alia travaille depuis dix-sept ans avec des associations de femmes, elle a connu des changements socio-culturels très importants dans sa communauté. Elle a, en fait, joué un rôle 'mobilisateur' crucial. La place manque pour énumérer la longue liste de ses réussites et les pratiques sociales novatrices qu'elle a réussi à stimuler. Elle a réussi, par son action politique, d'une part à amener les femmes à répondre aux besoins 'pratiques' qui leur sont propres - par exemple en mettant en œuvre des programmes de santé - et d'autre part à faciliter le processus qui devrait permettre aux femmes de répondre à leurs besoins 'stratégiques' - en contribuant à l'amélioration de leur statut au sein de leur communauté et en facilitant un processus d'émancipation.

Elle a commencé par aider les femmes à prendre conscience de leurs droits. Avec d'autres femmes, elle a négocié avec les autorités et les dirigeants religieux, pour permettre aux femmes d'aller prier à la mosquée le vendredi - ce qui leur était refusé par la tradition. Elle a, en outre, fait militer les femmes pour leur faire sentir qu'elles participaient à leur communauté et à sa gestion, par exemple en organisant des programmes de nettoyage par quartier. Elle a créé un 'espace pour les femmes', où les femmes peuvent tenir leurs réunions. Des voyages sont organisés régulièrement et, comme elle le souligne, tout ceci est d'autant plus important que par le passé les femmes de sa région avaient très peu de liberté de mouvement.

Plusieurs des traits qui caractérisent le processus 'd'émancipation' des femmes déclenché par leurs activités génératrices de revenus, caractérisent également l'engagement politique de ces trois femmes. Aucune d'entre elles n'avait reçu de formation politique ; elles se sont formées elles-mêmes et ont progressivement acquis leurs capacités. Elles ont rencontré des situations conflictuelles, qu'elles ont réussi à résoudre à leur avantage. L'image qu'elles ont d'elles-mêmes reflète leur confiance en leurs capacités individuelles. Bien qu'Alia et Mhenia aient reçu une éducation, Fatouma est semi-analphabète. Son manque d'éducation formelle n'a pas été un handicap pour elle. Elle dit :

"Je ne sais ni lire ni écrire, mais je n'ai jamais eu de problèmes. Quelqu'un m'a dit un jour que seuls les gens qui savent lire et écrire se sentent à l'aise dans un environnement politique. Je lui ai répondu que je suis la preuve vivante que les analphabètes ne rencontrent pas de difficultés dans l'association et qu'ils peuvent même y réussir."

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Cette étude, basée sur l'expérience personnelle, familiale et professionnelle de vingt femmes à faible revenu, illustre les effets 'transformateurs' des efforts déployés par les femmes pour se débrouiller face aux difficultés économiques.

Les mécanismes par lesquels les stratégies de débrouillardise débouchent sur un processus 'd'émancipation' ont été mis en lumière par l'analyse des processus de décision des femmes. Les trajectoires de vie de ces femmes font apparaître que la majorité d'entre elles, au début du cycle de vie du ménage, avaient un faible pouvoir de décision sur trois aspects essentiels de leur vie - le mariage, la mobilité et le travail. Cela ne les a pas pour autant empêchées de développer les capacités nécessaires pour prendre des décisions et faire des choix les concernant plus tard dans le courant de leur vie. Les besoins économiques, liés à l'effondrement du rôle du mari en tant que gagne-pain, sont les facteurs cruciaux qui ont accéléré ces processus. Elles n'ont pas toutes ressenti de la même façon leur pouvoir de décision, comme le fait apparaître la distinction entre celles qui se sont senties 'poussées' et celles qui ont 'sciemment choisi'. Les femmes 'poussées' à prendre une décision restaient plus attachées à la répartition traditionnelle des rôles entre hommes et femmes. Elles en voulaient plus à leur mari s'il ne répondait pas à ce qu'elles attendaient de lui. Celles qui ont 'sciemment choisi', par ailleurs, manifestaient très peu de réticences pour prendre un rôle nouveau - celui de soutien de famille.

L'auto-émancipation est une articulation de changements dans la vie personnelle et publique des femmes, par lesquels elles prennent progressivement en main leur vie, en accumulant des ressources et en étendant leur 'base de pouvoir' ; ceci leur permet de prendre des décisions plus conformes à leurs intérêts. Bien qu'elles n'aient guère accès aux ressources productives et au crédit formel, les femmes élaborent une gamme de stratégies qui leur permettent de répondre à leurs besoins matériels. Les compétences acquises informellement, les liens de solidarité, et la capacité des femmes de manipuler les occasions qui se présentent et de créer des ressources sont

quelques-unes de ces stratégies. Ces stratégies renforcent leur capacité de génération de revenu et leur permettent de progresser dans leur 'développement de carrière'.

Les stratégies de débrouillardise ont changé la personnalité de ces femmes, en les rendant plus fortes, individuellement, et en leur donnant confiance en elles-mêmes. Leurs compétences d'entrepreneurs et leurs efforts pour pourvoir aux besoins de leur famille ont été reconnus par la société. La pauvreté - et les stratégies pour y faire face - sont abordées différemment par les hommes et par les femmes. Les femmes interviewées tendent à prendre plus de responsabilités et d'autorité dans le ménage ; les hommes ont tendance à 'démissionner'.

Bien qu'il y ait certains processus de réaction entre comportement individuel et changement social, on ne peut déterminer, à partir de cette étude, si les femmes ont réussi grâce à leurs ressources 'symboliques' à mettre en marche des changements plus vastes contribuant à atténuer la subordination des femmes.

Ce qui apparaît très clairement, c'est qu'au niveau individuel, les femmes sont capables de provoquer de grands changements dans leur vie ; femmes jadis 'passives', avec peu de pouvoir de décision, elles sont devenues ingénieuses, énergiques, dynamiques et très désireuses d'assumer des responsabilités familiales, économiques et même politiques beaucoup plus importantes. La plupart des femmes interviewées sont conscientes des limites à leurs efforts individuels pour lutter contre la pauvreté ; elles savent qu'il y a des forces structurelles plus vastes sur lesquelles leur comportement n'a aucune prise. Comme le dit Mabrouka,

"Quand je regarde autour de moi et vois des femmes heureuses, choyées, tranquilles, je me dis pourquoi pas moi ? J'ai une cervelle, je veux créer, mettre sur pied des projets. Mais les moyens me manquent, j'ai les 'ailes coupées'."

Il ne faut pas que les efforts énormes, que l'imagination, le dynamisme et l'esprit d'initiative remarquables mis en œuvre tous les jours par les femmes pour repousser les limites de la pauvreté se heurtent au silence. Leurs efforts et leurs stratégies méritent d'être reconnus, soutenus et aidés. Les femmes qui, avec leurs mille et un fils invisibles, tissent la trame qui les relie à la société et grâce à laquelle leurs familles pourront revenir dans un processus de dynamique sociale, ne doivent pas être reléguées au rôle de 'raccordeuses' du tissu social déchiré par les mécanismes de l'exclusion¹¹¹ ; elles doivent également être associées aux décisions prises au niveau de la gestion des affaires urbaines.

[11] Ben Hamida E. et Adelkrim Cheikh R. (1993)

Bibliographie

Allaghi, F. (1981) *Rural Women and Decision Making: Study in Kufra Settlement Project*. Unpublished dissertation. Colorado University, Colorado.

Auerbach, L. (1980) *Women's Domestic Power: a Study of Women's Roles in a Tunisian Town*. Unpublished dissertation. University of Illinois, Illinois.

Ben Hamida E. and Adelkrim Cheikh R. (1993) 'Women and the City: Family Management from the Inside or the Reversal of Space' paper prepared for United Nations Seminar on Women in Urban Areas: Population, nutrition, and health factors for women development, including migration, drug consumption and AIDS. Santo Domingo 22-25 November 1993.

Ben Miled, E. (1988) 'Violence et Contre-Violence dans le Couple'. In *Les Relations Interpersonnelles dans la Famille Maghrébine: Actes du Colloque tenu à Tunis en 1986*. CERES, Tunis.

Ben Salem, L. (1990) 'Structures Familiales et Changement Social en Tunisie'. In *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*. (100): 165-180. CERES, Tunis.

Bouchrara, M. (1993) 'Esprit d'Entreprise au Féminin et Politiques', communication présenté à la conférence Internationale *Les Raisons d'Entreprendre: Elles Pensent à la Société de Demain*, OCDE, November, 1993, France.

Bruce, J. (1989) 'Home Divided'. In *World Development* (17/7): 979-991.

Bullock, (1994) *Women and Work*. study prepared on the behalf of the Joint UN-NGO Group on Women and Development. Zed Books Ltd., London.

Cromwell E. R. and Wieting S. G. (1975) 'Multidimensionality of Conjugal Decision Making Indices: Comparative Analysis of Five Samples'. In *Journal of Comparative Family Studies* (6/2): 139-151.

- Dagne, H. G.** (1994) 'Early Marriage in Northern Ethiopia'. In *Reproductive Health Matters*. (4): 35-38.
- Deneuil, P. N.** (1992) *Les Entrepreneurs du Développement: L'Ethno-industrialisation en Tunisie, la Dynamique de Sfax*. L'Harmattan, Paris.
- Downing, J.** (1990) *Gender and the Growth and Dynamics of Micro-enterprises*. Gemini Publications Series, Development Alternatives, Inc., Washington D.C.
- Ferchiou, R.** (1994) *Micro-entreprise du Secteur Informel à Tunis: Obstacles de Caractère Légal et Institutionnel*. ILO, Geneva.
- Folbre, N.** (1994) *Who Pays for the Kids: Gender and Structure of Constraints*. Routledge, London.
- Info-CREDIF** (1994) *Dossier: le Couple et l'Argent*. CREDIF, Tunis.
- Institut el Amouri**. UNESCO. (1989) *Le Secteur Informel, Quelle Place pour les Femmes?* Tunis, Tunisia.
- Kria Chaker, S.** (1995) 'Le Travail Rémunéré et Changement Structurel de la Société', paper presented at Réunion d'Experts du 2ème Forum des Femmes de la Méditerranée *Le Travail des Femmes, Les Economies Nationales et le Développement Régional*. CREDIF, UNESCO. 28-29 January, 1995. Tunisia.
- Maaoui, A.** (1990) 'Vécu et Représentation du Chômage'. In *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*. (101) CERES, Tunis.
- Mayoux, L.** (1995) *From Vicious to Virtuous Circles: Gender and Micro-enterprise Development*, Occasional Paper No. 3, Fourth World Conference on Women. UNRISD, Geneva.
- McWhirter, E. H.** (1991) 'Empowerment in Counselling'. In *Journal of Counselling and Development* (69): 222-227.
- Meslem, C.** (1993). 'Vers un Nouveau Contrat Social. Le Rôle des Femmes dans la Famille'. In *Familles en Mutation dans une Société en Mutation*. 67-75. UNESCO, Paris.
- Moser, C.** (1993) *Gender Planning and Development: Theory, Practice and Training*. Routledge, London.
- Nasraoui, M.** (1992) 'Le Tunisien Pauvre Face à sa Pauvreté'. In *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*. (109) CERES, Tunis.
- Rejab, S.** (1987) 'Destructuration, Restructuration de la Famille Tunisienne: le Vécu Familial dans un Quartier Populaire'. In *Revue Tunisienne de Sciences Sociales*. (88/91) 245-301. CERES, Tunis.
- Rowlands, J.** (1995) 'Empowerment Examined'. In *Development in Practice*. 5(2). Oxfam, UK and Ireland.
- Sahtout, F.** (1995) *Profils Socio-économiques de Femmes Actives de Mnihla: Etude Diagnostic*. Prepared for ENDA Inter-Arabe, Tunisia.
- Tessler, M. A. et al.** (1978) 'Women's Emancipation in Tunisia'. In L. Beck and N. Keddie (eds.) *Women in the Middle East*. Harvard University Press Cambridge.
- Tunisia** (1995) *National Report on Women*. Presented at the Fourth World Conference on Women, Beijing, September, 1995.
- Union Nationale de la Femme Tunisienne** (1995) *L'Image de la Femme dans la Société Tunisienne*. UNFT, Tunisia.
- UrbaConsult** (1995) *Femmes, Emploi et Micro-Entreprise en Tunisie*. Prepared for the ILO. Tunis, Tunisia.
- Waltz, S. E. and Gough, H.** (1985) 'External Evaluation of Efficacy by Means of an Adjective Check List Scale for Observers'. In *Journal of Personality and Social Psychology*, (46:3).

Dépôt légal : 1er trimestre 1997

ENDA inter-arabe
environnement et développement
dans le monde arabe

6, rue Imam Termadhi, Ksar Saïd II, Tunis
tel. (216-1) 515 217 - fax 582 783

Imp. *Signes*

13, Rue 8612 - La Chargaia I - 2035 TUNIS
Tél.: 797.072 - 798.702 - Fax : 771.133